

A. MORARD

LE
CRÉDIT AGRICOLE

A COURT TERME EN ALGÉRIE

Imprimerie Papeterie du Commerce

Rue Philippe

ORAN

1929

Université d'Alger - Faculté de Droit

N° 3 - Année 1929

LE
CRÉDIT AGRICOLE

A COURT TERME EN ALGÉRIE

THÈSE

pour le Doctorat en Droit présentée
et soutenue publiquement le 16 Mai 1929

par

MORARD Armand Paul

né à Mostaganem le 23 Février 1904

JURY : MM. MORAND, Président.
GAFFIOT, Suffragant.
BOUSQUET, ,

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MORAND, *, I	Doyen, Professeur de Droit musulman.
THOMAS, *, I.	Assesseur du Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, I	Professeur d'Histoire générale de Droit français.
MALLARMÉ, I.	Professeur de Droit administratif, en congé.
CHAUVIN	Professeur d'Economie politique, en congé.
MILLIOT, A.	Professeur de Législation algérienne, tunisienne et marocaine.
BIENVENUE, Q.	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU	Agrégé
STÉFANI	Agrégé.
LEBRET	Agrégé.
VIARD	Agrégé.
GAFFIOT	Agrégé
FAURE DE CÉRIS	
I.	Chargé des fonctions d'agrégé.
DUPOND, Q.	Chargé des fonctions d'agrégé.
BRETON	Chargé des fonctions d'agrégé.
FREJAVILLE	Chargé des fonctions d'agrégé.
BOUSQUET	Chargé des fonctions d'agrégé.
GERARD, I.	Professeur honoraire.
TESTAUD, I	Professeur honoraire.



NOTA. - La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propre à leurs auteurs.

LE CRÉDIT AGRICOLE

à court Terme en Algérie

Première Partie

CHAPITRE I

Du Crédit Agricole et de son utilité Du Crédit en Général

Avant d'aborder l'étude du crédit à l'agriculture, Il ne semble pas inutile de rappeler ce qu'on entend par crédit d'après la doctrine économique universellement admise à ce sujet.

Nous nous bornerons à examiner cette question au point de vue objectif, c'est-à-dire, que nous n'entendons pas développer les opinions émises sur cette matière par les principaux économistes. Nous voulons simplement chercher comment le crédit doit être le plus utilement appliqué et employé et quel est l'étendu de son pouvoir économique envisagé à ce point de vue pratique.

D'abord, qu'est-ce que le crédit ? M. Leroy Beaulieu, l'éminent économiste le définit ainsi : « La mise à la disposition d'autrui d'un capital étranger, moyennant l'engagement qui peut être

environné de certaines garanties de restituer soit le capital, soit l'équivalent (1).

Aucune objection ne peut être faite à cette définition générique du crédit. Celle-ci est claire et embrasse toute la question.

On sait qu'il y a trois catégories de crédit : (2)

1° — Le Crédit personnel.

2° — Le Crédit réel.

3° — Le Crédit mixte.

Chacun des trois peut être industriel, commercial ou agricole à court terme, à moyen terme ou à long terme.

Le crédit personnel est basé sur la confiance que le créancier accorde à la personne bénéficiaire du crédit, confiance qui prend naissance dans la valeur morale et économique de celle-ci, représentée par ses qualités de travail, de santé, de probité, de talent, et la compétence commerciale, industrielle et financière dont elle est capable.

L'ensemble de ces facteurs impondérables engendre la confiance qui peut donner lieu à l'ouverture d'un crédit. Dans ce cas le débiteur n'a pas

(1) *Traité d'économie Politique, Tome III page 368.*

(2) M. Charles Renault a défini ainsi le crédit au congrès des Banquiers de province 1909 au point de vue plus particulièrement psychologique : « Le crédit, dit-il ; est pour ainsi dire cette marchandise subtile et apparemment impondérable qui se trébuche pourtant mais avec les poids tout à fait spéciaux de l'observation, de l'estime, de la prévision et de la sagesse.

d'autres garanties de récupérer le capital avancé ou prêté que celles qui résultent des qualités énoncées plus haut, sauf, s'il veut être prévoyant, à faire assurer son débiteur à une compagnie d'assurance sur la vie pour rentrer en possession de son capital.

Au cas de décès prématuré du débiteur. Ce crédit qui est très fragile présente pour le capitaliste des risques qu'il ne court, en principe, qu'avec la perspective d'une large rémunération éventuelle, à moins qu'il ne s'y expose par une obligeante sentimentalité.

En général, ce crédit n'est accordé que pour des sommes modestes, mais il faut bien dire que, distribué avec discernement, il peut être un grand facteur concourant à la production. C'est ce qu'ont merveilleusement compris les Allemands qui depuis de longues années ont répandu le crédit personnel par de nombreuses banques dites « Banques Populaires ». En France des tentatives ont été faites dans ce genre, mais elles n'ont pas donné de résultats appréciables. (1)

Le crédit réel est le grand crédit des affaires, celui qui consiste à avancer à autrui un capital

(1) Voir, le projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie déposé à la Chambre des Députés le 5 novembre 1912 par M. Klotz, Ministre des Finances, M. Leon Bourgeois, Ministre du Travail, M. L. David, Ministre du Commerce. Voir aussi le rapport de M. Landry, député sur le projet de loi annexé au procès verbal de la Chambre des députés du 6 Mars 1913.

suivant la valeur attribuée à l'opération réalisée ou à réaliser et les garanties directes ou indirectes attribuées à des éléments d'actifs réels.

Quand au crédit mixte, c'est un crédit qui repose à la fois sur les garanties morales et matérielles du crédit personnel et du crédit réel.

Monsieur Leroy Beaulieu, expose ainsi le rôle général du crédit :

« Le crédit, dit il, ne doit pas être une simple anticipation ou une richesse à venir et incertaine il doit avoir pour base une chose réelle et actuelle des marchandises qui sont achetées et qui ne sont pas encore vendues, des marchandises, qui ayant été vendues ne sont pas encore payées, des marchandises même qui sont en cours de fabrication mais dont tous les éléments sont rassemblés, une entreprise qui n'est pas encore terminée mais qui est déjà à un certain degré d'avancement.

Tel est le crédit normal, ajoute-t-il, sa fonction n'est pas de commencer les entreprises, mais d'intervenir à un certain degré de leur développement pour en faciliter le complément et surtout le renouvellement.

Ces préceptes qui sont universellement admis sont utiles à retenir car ils résument fort nettement et justement le rôle que doit jouer le crédit.

Nous avons dit plus haut que nous ne voulions pas entrer, dans le développement de la doctrine

du crédit. Qu'il nous soit permis cependant de retenir une opinion émise par M^r Leroy Beaulieu sur le pouvoir économique du crédit car il semble que cette opinion peut avoir une influence de nature à restreindre toute la portée de celui-ci. Cet éminent économiste nous dit que le crédit déplace les capitaux, en transfère la disposition» mais qu'il ne crée pas une parcelle de capital. (1)

Cette idée peut-être théoriquement exacte, mais la translation de capitaux entre des mains expertes à les faire fructifier aboutit pratiquement à une création de richesse. Le crédit peut donc engendrer en fait, du capital nouveau en conjonction avec le travail sous forme de bénéfices, comme il peut, il est vrai absorber du capital sous forme de pertes suivant le résultat des opérations économiques réalisées.

Par conséquent, heureusement distribué, il peut produire de nouvelles richesses comme le capital lui-même, dont il n'est qu'un prolongement. Un exemple : une personne a bénéficié d'un crédit de frs : 100.000 pour exploiter une industrie quelconque. Cette somme lui a été avancée à découvert pour un terme de deux ans ; grâce à ce crédit, un capital nouveau est né, l'exploitation ayant produit du bénéfice. Le crédit a donc été dans ce cas productif d'un capital.

(1) *Leroy Beaulieu Traité d'Economie Politique, Tome 1, page 372.*

Autre exemple : supposons un groupement de quatre personnes possédant chacune 1000 francs soi ensemble 4000 francs d'actif net. Si celles-ci se consentent mutuellement et respectivement un crédit de 1000 francs chacune, il est certain qu'elles ne seront pas plus riches respectivement ni collectivement, que leur patrimoine respectif ne sera pas augmenté d'un centime, mais par le crédit elles auront des moyens d'actions plus grands, puisqu'elles disposeront d'un actif brut plus important, ce qui peut amener la création d'un nouveau capital sous forme de bénéfices.

Autrement dit, lorsqu'il sert à des opérations fructueuses, le crédit fait naître un capital nouveau quand le bénéfice espéré est réalisé.

Ceci nous amène à conclure que le crédit contient en lui-même, c'est-à-dire en puissance, une richesse nouvelle lorsqu'il est productif et par suite qu'il contribue à augmenter par son intervention la puissance économique d'un particulier d'un entrepreneur, d'une société, ou d'une nation quand il crée du bénéfice c'est-à-dire un capital nouveau.

CHAPITRE II

De l'utilité du crédit en Agriculture

Parmi les causes qui dans tous les pays ont longtemps paralysé les progrès de l'agriculture, il en est une que l'on s'est généralement accordé à reconnaître, c'est le manque d'argent, ou plutôt l'insuffisance de crédit dont elle jouit pour se procurer les capitaux indispensables à ses besoins les plus urgents.

Il est aisé de constater que de tous temps, l'industrie et le commerce ont été l'objet d'une protection évidente, la législation leur a accordé toute espèce d'avantages et de facilités, soit dans la forme donnée à leur engagement, soit dans la transmissibilité de ces derniers.

Tout le contraire s'est produit pour l'agriculture. La production agricole en effet est de par sa nature même une production exceptionnelle : l'absorption du capital fixe y est beaucoup plus considérable que dans toute autre production et ce capital fixe ne peut arriver à être reproduit facilement, du moins dans son intégrité parfaite. Le sol exige des perfectionnements constants et ces améliorations obligent ses propriétaires à y consacrer une somme de capitaux qui à leur tour demeurent immobilisés et incorporés à la terre.

A ces difficultés déjà très graves, opposés par la nature, sont venues se joindre celles créées par la législation, celle-ci au lieu de contribuer à écarter même en partie les mauvaises conditions qui mettent la production agricole en état d'infériorité notoire vis-à-vis des productions industrielles et commerciales, n'a fait que gêner son développement au moyen de formalités étrangères embarrassantes qui l'entravent dans l'exécution de ses engagements et par une procédure lente et tardive lorsqu'elle veut en réclamer l'exécution.

Etant donné ces conditions le crédit ne pouvait favoriser d'une manière égale la production agricole et la production industrielle et commerciale : circonspect et défiant, ayant besoin pour naître de la confiance basée sur la possibilité et la facilité d'exécution des engagements contractés le crédit pouvait aider avec plus de confiance le commerce et l'industrie, car si les garanties qu'ils présentaient n'étaient guère plus solides, elles possédaient au moins l'immense avantage d'être d'une réalisation plus prompte. Dans la production agricole les capitaux avaient à craindre l'étendue du délai de remboursement ; ils jouissaient de plus d'une sécurité moins grande de paiement dans le délai de ces termes.

De ce fait l'agriculture se voit délaissée par le crédit alors qu'au contraire elle en a un pressant besoin.

L'agriculture française en ce moment, traverse une crise très grave. Tandis que la stabilisation

du franc a déprécié dans une mesure considérable les produits de la terre, les engrais, les machines agricoles et tous les objets nécessaires à la consommation personnelle des cultivateurs sont demeurés, à l'abri d'une abusive protection douanière d'un taux très élevé.

De plus, l'exploitation est grevée d'impôts dont le taux a été fixé en un temps où les bénéfices ruraux étaient appréciables, et où l'opinion publique, surexcitée par une certaine presse, les croyait prodigieux. Ainsi, la marge bénéficiaire de la culture intensive se trouve aujourd'hui réduite à peu de choses dans les conditions les plus favorables, et, dans les terres médiocres ou ou mal situées, elle fait place à une perte inévitable. Dans cette seconde alternative, deux solutions s'ouvrent à l'agriculteur :

ou bien, réduire ses mises de fonds en renonçant aux méthodes modernes de mise en valeur du sol en faveur des procédés extensifs et notamment pastoraux mais cela paraît difficile dans d'autres endroits que les pays neufs en raison du morcellement de la propriété.

ou bien, chercher à augmenter ses recettes par des récoltes plus abondantes, obtenues par des procédés de culture intensive appropriés ; C'est là semble-t-il la meilleure solution ; mais ce supplément de bénéfices ne pourra être obtenu que par une avance de capitaux. Le crédit lui sera donc nécessaire.

Sans le crédit, en effet, c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation destinés à combattre l'épuisement de la terre, c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut de bras et accélèrent la rapidité du travail ; l'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent tous ces moyens d'accroître sa production et de diminuer ses frais. Sans le crédit, il ne peut le plus souvent, après sa récolte, attendre un moment favorable pour la livrer au commerce : pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier des campagnes, de se défaire de sa marchandise en temps inopportun ; et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année, l'encombrement des céréales sur le marché, en vertu du jeu de la loi de l'offre et de la demande, devient une cause bien connue de l'avilissement des cours. La conséquence fatale de cet état de choses, c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne donnent point au cultivateur les moyens de réparer les pertes que lui occasionnent les années de disette ainsi que les fléaux, les accidents et les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses bestiaux et ses récoltes.

L'Algérie, comme la France, subit une crise agricole. Peu de gens s'en aperçoivent, car ceci vient à l'encontre de l'opinion trop facilement admise que tous les colons sont riches. Mais

pour quelques uns en effet, à qui les hauts prix des vins pendant ces dernières années ont valu des fortunes, et qui ont eu le mauvais goût de faire sonner trop haut leurs écus neufs, combien plus nombreux sont ceux qui se demandent comment faire face aux nécessités quotidiennes.

Sans doute, ceux plus particulièrement adonnés à la viticulture ont réalisé de gros profits ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'avant la guerre, nombre d'entre eux avaient dû s'endetter à fond pour la reconstitution du vignoble. Les bénéfices de la vigne ont permis à ceux-là, et même pas à tous, de rembourser leurs hypothèques. Par ailleurs la hausse exagérée des vins a eu un côté fâcheux : à savoir de porter la valeur fictive du vignoble et de tout ce qui s'y rapporte à des taux fantastiquement élevés. Cela a eu une conséquence : ceux qui ont créé ou amélioré, ou acheté leurs vignobles ou leurs outillages pendant la période de hausse, se sont grevés d'un lourd amortissement qui les empêche, à partir d'un certain abaissement du cours des vins, non seulement de gagner leur vie, mais même de couvrir leurs dépenses.

Si, laissant de côté la viticulture, nous examinons l'agriculture générale, et la culture la plus répandue, les céréales, nous sommes obligés de constater les prix extraordinairement élevés des grains de semence et de consommation, de la paille, des fourrages, des animaux de trait. Sans parler du loyer de la terre, les frais d'ensemencement à l'hectare sont au moins six à sept fois

plus élevés qu'avant guerre. Aussi, beaucoup de colons sont-ils obligés de restreindre leurs emblavures devant l'impossibilité d'engager d'aussi lourdes dépenses sur toute l'étendue des terres dont ils disposent ; il leur manque « le nerf de la guerre », qui est peut-être aussi celui de la paix : l'argent.

Il paraît donc nécessaire pour la prospérité du pays, prospérité qui surtout en Algérie repose entièrement sur la production agricole, d'accorder des crédits à cette production : « L'utilité de donner du crédit à l'agriculture, écrit Monsieur Josseau dans son traité du Crédit Foncier, est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier, soit au point de vue de l'intérêt public auquel il est lié intimement. Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens d'acheter en temps opportun, et au meilleurs marché possible des outils, des bestiaux et des engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien être ou conjurer sa ruine mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques, et alimenter les sources de la prospérité du pays ».

A la période actuelle, il est évident que la seule solution qui se présente à l'agriculteur est celle qui consiste à chercher l'augmentation de ses recettes par des récoltes plus abondantes. C'est d'ailleurs dans cette voie que la presse et

l'opinion publique cherchent à pousser les producteurs des campagnes : partout on prône les avantages des machines ou des engrais, grâce à l'emploi intensif desquels le rendement des cultures, dit-on, sera largement accru. Cela est vrai en partie, mais le supplément de bénéfices obtenu sera-t-il suffisant pour couvrir l'intérêt et l'amortissement des capitaux dont il faudra faire l'avance ? D'autre part, l'agriculteur n'aggraverait-il pas lui-même ces difficultés, lorsqu'il lui faudra recourir à des ressources d'emprunts pour lesquels il devra payer des arrérages ? C'est là tout le problème du crédit agricole, qui bien conçu et bien organisé peut constituer le remède propre à effacer les conséquences de la crise actuelle.

Mais à quelles conditions doit-on fournir à l'agriculteur des capitaux pour en obtenir les résultats que l'on recherche et que l'on poursuit ? Autrement dit, pour poser la question de façon différente, les capitaux qui doivent être fournis, doivent-ils l'être à un terme long ou court ? La discussion de ce principe a mis en évidence que l'agriculture a, selon sa nature, deux espèces de besoins différents à satisfaire :

L'amélioration du sol

L'exploitation du sol.

Il faut donc pour les mettre en pratique, deux remèdes différents, deux méthodes distinctes.

1° — Pour améliorer le sol, et nous entendons par là toutes les opérations destinées à accroître

son pouvoir producteur, c'est-à-dire constructions de caves, de hangars, de laiteries, défrichements dessèchements de marais, modifications des cultures auxquelles il est livré ou établissement de nouvelles cultures, il faut lui incorporer les capitaux, les lui livrer pour les immobiliser et à cela seul convient le long délai et le remboursement par amortissement moyennant le service d'un intérêt constant. C'est là la question du crédit à long terme (15 à 25 ans), question à laquelle les banques hypothécaires ont apporté une solution satisfaisante.

D'autres améliorations telles que plantations d'arbres, creusements de puits, achat de matières premières, de matériel agricole, constitution d'un cheptel, exigent un crédit moins long : c'est là le crédit à moyen terme, (2-5-10 ans), organisé par le Décret du 25 Novembre 1925.

2° — Pour l'exploitation du sol, pour la vente de ses produits dans les meilleures conditions possibles, pour faire les dépenses entraînées par le maintien de l'exploitation, l'agriculteur a besoin en outre d'un capital ou fonds de roulement remboursable dans un délai aussi court que la durée de l'affectation qui lui est donnée, d'un capital qui se reproduise comme tous les capitaux circulants qui concourent à l'œuvre de la production, en laissant au moment du remboursement à celui qui l'emploie, le bénéfice du produit qui en résulte. C'est là le crédit agricole à court terme, le seul dont nous nous occuperons.

Comme on le voit, la diversité d'emplois amène avec elle la diversité des systèmes, et étant donné les différences qui les divisent, on ne peut ni on ne doit les confondre.

Pour les prêts destinés à des améliorations foncières agricoles, c'est-à-dire donnant un bénéfice annuel faible mais prolongé, il faut avoir recours exclusivement aux établissements qui font des prêts remboursables dans les mêmes conditions, c'est-à-dire par fractions annuelles et à long terme, amortissement compris. La Banque désignée pour ce genre d'opérations est le Crédit Foncier de France dont le privilège a été étendu à l'Algérie par décret du 11 Janvier 1860 et à la Tunisie par décret du 24 Août 1909. C'est là, le crédit agricole hypothécaire qu'il ne faut pas confondre avec le crédit proprement agricole. Ce dernier a besoin, pour remplir son but, d'obtenir des capitaux remboursables à court délai.

Ces capitaux sont destinés à couvrir les frais d'une récolte, frais de labour, achat d'engrais, de semences, mise à l'engrais de bétail pendant un an : ils peuvent en outre servir à la réalisation d'opérations mercantiles sur des produits agricoles (vente d'huile, blé etc.). La durée moyenne des prêts consentis dans ces buts à l'agriculture est donc déterminée par le temps que les récoltes mettent à être recueillies, ou plus exactement, par le temps nécessaire au capital pour être reproduit intégralement. Cette durée moyenne peut

osciller de six mois à un an ou plus selon l'espèce de culture à laquelle se livre le propriétaire agriculteur : d'où le nom de crédit de campagne. Ce terme court, mais en rapport avec la nature des cultures du sol, est l'élément indispensable du crédit dont les agriculteurs ont besoin.

La combinaison dont le but sera de donner une solution au problème agricole doit reposer sur cette base fondamentale. S'en éloigner, ou s'écarter du chemin qu'elle trace, c'est se laisser aller à des plans chimériques impossibles à réaliser : c'est tomber dans des erreurs suffisamment prouvées par l'expérience, c'est parcourir de nouveau le sentier, péniblement traversé par l'esprit moderne à la recherche de la panacée qui devait guérir l'agriculture de tous ses maux.

Nous avons indiqué, dans ses grandes lignes, en quoi consiste le problème agricole. Nous allons maintenant examiner comment le problème peut être résolu en Algérie, et comment l'ont compris les différents établissements d'émission ou de crédit qui s'y sont successivement installés.

CHAPITRE III

Conditions d'existence du Crédit Agricole à court terme en Algérie

Le Crédit agricole, avons-nous dit, bien compris et bien organisé, doit être un remède efficace à la crise agricole actuelle ; s'il ne la guérit pas complètement, il peut tout au moins servir à en atténuer les effets. Avant d'aborder l'étude des modalités de ce crédit, il ne semble pas inutile d'exprimer en quelques mots, à quelles conditions il peut exister et être employé avec succès.

1^o Instruction Générale et professionnelle des Habitants

Il n'est guère besoin de réfléchir longtemps, pour se rendre compte que l'agriculture est un métier dont le succès dépend en très large partie des éléments de la nature. Contre les éléments la plupart du temps, l'agriculture ne peut rien, mais ce qu'il doit savoir c'est réparer le mal causé par eux. En plus de cela, avec les progrès de la science actuelle, l'agriculteur, le colon doit, pour pouvoir employer rationnellement les procédés nouveaux, avoir une instruction professionnelle et générale extrêmement développée. L'agronome Liebig disait avec juste raison « Il n'y a pas de profession qui pour être exercée d'une manière

fructueuse exige des connaissances plus étendues que l'agriculture ». Le colon instruit et avisé saisira tout de suite l'importance que peut présenter pour lui le crédit à l'agriculture, et pour l'intensification de sa production, et pour la réparation des dommages causés par la nature.

« Le paysan lettré, intelligent et instruit, écrit Monsieur Dumenil dans son livre tout récent sur le rôle économique et financier de la Banque de l'Algérie, saisira bien plus facilement la nécessité du crédit, ainsi que toutes autres mesures de nature à faciliter sa tâche, qu'un illettré ne sachant faire un pas au-delà de l'endroit où ses pères l'ont laissé. On a remarqué, dans tous les pays, que la demande de crédit est plus fortement développée dans les régions où la culture est plus avancée et le niveau général de l'instruction des habitants plus élevé. C'est la meilleure preuve, quoique indirecte, du rapport intime qui existe entre les capacités professionnelles des intéressés et le crédit agricole. Le défaut d'instruction et l'insuffisance des connaissances de la technique moderne agricole, font que l'agriculteur reste attachée aux anciennes méthodes de travail basées sur la tradition et la routine. Dans ces conditions, il ne pense pas aux nouveautés, aux modes plus pratiques et plus rationnels de son labeur, il ne cherche pas à augmenter son capital, ce qui fait que le crédit ne lui est pas nécessaire, sauf dans les années de mauvaises récoltes, de sécheresse, d'inondations, de grêle... etc. »

Il ressort de là que l'utilité du crédit agricole est douteuse, et même nulle, lorsque ceux qui doivent s'en servir ne possèdent pas les connaissances techniques et professionnelles suffisantes, Pour savoir se servir de ce merveilleux instrument, il faut donc des hommes suffisamment instruits et entreprenants. Le colon algérien réunit-il ces qualités ?

Il les possède à coup sûr, bien plus que le paysan français. Ce dernier est routinier et timoré bien que sa mentalité ait changée depuis la guerre. Il reste attaché au lozin de terre que lui ont laissé ses ancêtres, il cherche à en tirer sa subsistance quotidienne et celle de sa famille, mais n'essaie pas d'intensifier sa production. Les méthodes de cultures modernes lui sont inconnues et l'emploi de toutes ces machines perfectionnées lui cause un sentiment de crainte, analogue à celui qu'inspirait à ses grands-pères la vue du premier chemin de fer. C'est chez le paysan seul que s'étaient réfugiées les vieilles traditions, et il n'avait que faire du crédit lui, qui ne visait, comme tout résultat, qu'à entasser après la récolte, quelques écus dans son bas de laine, au moment où les écus existaient encore.

Tout autre est le colon algérien : plus audacieux possédant à un degré plus élevé l'esprit spéculatif, puisqu'il a quitté son pays pour venir exploiter un sol neuf, en règle générale plus intelligent et actif, ne s'embarrassant pas de routine et de

traditions, il a vite compris les avantages du crédit agricole. Il est également plus instruit que celui de la Métropole parce qu'il bouge, il voyage et ne reste pas comme celui-là dans le carré de terre familial... Cette instruction tend d'ailleurs à se développer de jour en jour : les Ecoles d'agriculture regorgent d'élèves qui y reçoivent une instruction générale et technique parfaite. De là sort une classe de colons actifs et laborieux, comprenant leurs intérêts et saisissant vite les avantages qu'ils peuvent tirer du crédit agricole. On doit constater qu'au fur et à mesure de l'élévation du niveau moyen de l'instruction, la production est devenue plus rationnelle. La nécessité du capital s'est fait sentir, et c'est le besoin de ces crédits à court terme insuffisamment accordés qui a amené, il y a quelques années, les réclamations véhémentes de nos colons à la Banque de l'Algérie.

2° Conditions Climatiques

Si, le crédit agricole doit son existence en Algérie aux qualités, de travail, d'énergie et d'endurance des colons, une autre raison d'être est venue s'ajouter à celle-là ; il est le seul moyen de remédier aux inconvénients causés par le climat ; et sa nécessité est urgente lorsque les colons voient leurs récoltes anéanties par les éléments.

La mise en culture de l'Algérie ne s'est pas faite sans difficultés, ni sans tâtonnements malheureux. Longtemps encore après la conquête,

l'imagination populaire en France se représentait notre pays comme régi par un climat tropical, et de ce fait, impropre à toute culture. Ce préjugé est maintenant oublié ; le développement agricole et la richesse de notre colonie sont venus démontrer combien cette erreur était grossière. Mais sans tomber dans l'exagération cette ancienne opinion populaire, il faut néanmoins reconnaître que le climat algérien n'est pas le climat modéré de la métropole. A ce point de vue en effet, notre pays se trouve dans une situation toute particulière.

Nous ne pouvons songer à faire ici un examen, même sommaire du climat algérien ; nous nous bornerons seulement à en signaler les principaux inconvénients au point de vue agricole :

Le régime des pluies y est fort irrégulier, et la répartition des eaux de pluie cause chaque année de vives appréhensions. Certaines années même sont d'une sécheresse extraordinaire et il faut compter des récoltes nulles ou à peu près ces années là. C'est ce qui se produisit en 1867 ; le manque d'eau anéantit les récoltes. De là s'ensuivit une disette de blé qui amena une épouvantable famine de la population indigène et causa la ruine de nombreux colons. D'autres fois, quoique plus rarement, la pluie tombe sur certains points avec une violence inouïe causant de nombreux dégâts c'est ce qui s'est produit en Novembre 1927 en Oranie où les dégâts ont été d'autant plus grands qu'on ne s'attendait pas à pareil cataclysme, et

qu'aucune précaution n'était prise pour y parer.

Le régime irrégulier des pluies, n'est pas le seul inconvénient du climat algérien, il nous faut citer également le cirocco. Le sirocco, vent d'origine saharienne, souffle sur les récoltes et les dessèche littéralement. Il n'est pas rare de voir au mois d'Août des vendanges magnifiques prêtes à être anéanties par le sirocco. Sans remonter bien loin en arrière, le cirocco des 17 - 18 Juillet 1926 détruisit deux tiers des récoltes en Oranie.

A ces inconvénients, il faut encore joindre certaines années, l'invasion des sauterelles ; l'arrivée de ces insectes peut être considérée comme un véritable fléau. En 1866 notamment il y en eut une terrible invasion qui ruina les moissons, puis les acridiens empoisonnèrent les puits, provoquant une redoutable épidémie de choléra. Près de 250.000 personnes succombèrent. Nous sommes maintenant mieux organisés pour lutter contre ces insectes, mais malgré tout, les récoltes ne sont pas brillantes dans les endroits où ils se sont abattus.

Que peut faire le colon lorsque se produisent de pareilles calamités ? La lutte contre les éléments ne lui est pas possible. Si l'on ne veut pas que, désarmé devant la ruine de ses espérances, il jette le manche après la cognée, il faut lui venir en aide de façon efficace. Ces raisons ont déterminé l'existence du crédit agricole. Devant de pareilles catastrophes sa nécessité apparaît

comme impérieuse et son rôle s'affirme : bien souvent en effet, le colon algérien est sans épargne ; il a confiance dans la terre et emploie tous ses gains soit acheter de nouveaux terrains soit à accroître son cheptel. Seul il ne peut se relever de coups pareils, le crédit est seul remède que l'on puisse apporter à tous ces maux.

“ Le Crédit, écrit Monsieur Albier, dans son livre de “L'Organisation du Crédit agricole en Algérie”, est un encouragement à la persévérance : il fait luire aux yeux du colon malheureux l'espoir des temps meilleurs.

Un crédit agricole bien organisé permet donc d'atténuer la rigueur de ces calamités publiques. »

3° STRUCTURE ECONOMIQUE DU PAYS

La structure économique d'un pays n'est pas non plus sans jouer un grand rôle sur l'existence du crédit agricole. En termes plus clairs, pour savoir si ce dernier doit se développer ou non, il est utile de connaître le régime foncier du pays, savoir si ce qui domine est le régime de la grande ou de la petite propriété et surtout, question principale, si le système d'exploitation est le système d'exploitation directe (propriétaire exploitant) ou le système d'exploitation indirecte (exploitation par fermage ou metayage). Il est indiscutable en effet, qu'une organisation efficace du crédit exige de tous ceux qui prétendent s'en servir un attachement réel à la terre.

Les pays où domine le régime de la grande propriété se prêtent peu à une organisation rationnelle du crédit agricole. Dans presque tous les cas, le propriétaire n'exploite pas lui-même et se contente d'encaisser à échéance ses metayages ou fermages. Il n'a donc pas besoin de crédit, et en aurait-il besoin, qu'il a à sa disposition les crédits accordés par les banques ordinaires, sans nécessité pour lui de recourir aux organismes spéciaux du crédit agricole.

La question de crédit se pose autrement pour la petite propriété. Celle-ci exploite lui-même, cherche à améliorer son exploitation et ne jouit pas pour cela d'un crédit en Banque. Pour celui-là, le système de la mutualité a donné d'excellents résultats. Il semble donc avéré que le milieu le plus favorable à son développement est le système de la petite propriété libre.

En Algérie, le régime de la propriété n'est pas nettement défini : de grosses exploitations voisinent avec de petites, mais ce qui rend plus facile l'existence du crédit agricole, c'est que presque tous les propriétaires à de rares exceptions, exploitent eux-mêmes. Le système du fermage n'existe pas, et c'est là un bien pour la prospérité du pays, car tous cherchent à faire rendre à leurs terres le maximum de production.

Outre ces raisons, le nombre de bénéficiaires possible du crédit agricole, augmente tous les jours du fait de la colonisation officielle.

L'Etat, pour former des centres de colonisation cède à des prix modérés, et avec de larges facilités de paiements, une certaine quantité de terre. Il est à peu près évident que l'agriculteur français qui se décidera à franchir la mer avec sa famille, même avec la perspective attrayante d'un accès facile du sol, pour venir tenter la chance en Algérie ne sera pas pourvu de capitaines personnels. S'il en possédait en effet, il n'irait pas chercher fortune ailleurs. Aucun, même s'il possède quelque chose, n'a donc de ressources en rapport avec l'exploitation à entreprendre.

Même si la terre lui est remise à bon compte, il ne lui est guère possible d'arriver à un résultat sans une aide financière. Il lui faut se loger, ainsi que sa famille, acheter du matériel, des animaux, défricher la terre, labourer, ensemenner. Au cas très rare, où il possède quelques ressources, elles sont absorbées avant de commencer à travailler surtout maintenant, étant donné le prix du matériel, des semences, du cheptel, des matériaux de constructions. Pour que la mise en valeur de son lot soit possible, il lui faut des facilités de crédit qui viennent s'ajouter à celles du crédit foncier consenties par l'état.

Les établissements du crédit agricole ont facilement compris quel devait être leur rôle, et nombreux sont les centres de colonisation en Algérie, qui ont bénéficié de leur aide bienfaisante.

CHAPITRE IV

Conditions de succès du crédit agricole à court terme en Algérie

Comme nous l'avons dit précédemment, il est indiscutable, que le capital placé dans l'entreprise agricole circule bien plus lentement que celui employé à une entreprise industrielle ou commerciale ; en outre, les risques à courir sont grands, en ce sens que l'agriculteur ne disposant pas des éléments à sa volonté, nul ne peut prévoir si les récoltes seront bonnes ou mauvaises. De plus, le capital investi dans l'agriculture donne à son propriétaire un intérêt moins élevé que celui affecté à d'autres sources de production. Les conditions de succès du crédit agricole seront donc dominées par ces caractères particuliers.

Pour que le crédit agricole puisse exister avec succès, plusieurs conditions sont nécessaires ; nous allons essayer de les énumérer brièvement. Ce sont :

1° L'affectation du Crédit à la production

Il est nécessaire en effet, que le capital soit affecté à la production : c'est là son but principal on pourrait presque dire unique. Ce crédit est uniquement accordé soit pour la mise en valeur de terres nouvelles, soit pour que sur des terrains déjà cultivés, l'agriculteur puisse réaliser une

production plus intense par l'emploi de méthodes perfectionnées. De cette seule façon d'ailleurs peut être assurée la reproductivité du capital ; le surplus de récolte ainsi obtenu servira à l'agriculteur à payer les intérêts dûs et à rembourser le capital emprunté. Mais, si cette affectation du crédit à la production est nécessaire, il faut qu'elle se borne à la production seulement : employé à autre chose, le crédit agricole constituerait un danger, non seulement pour l'agriculteur, qui ne reproduisant pas le capital engagé serait promptement poussé à la ruine mais encore pour le prêteur, qui aurait de fortes chances de ne pas récupérer le montant de son prêt.

II - Contrôle de l'emploi de ce crédit

Cette seconde condition découle logiquement de la précédente ; puisque ce crédit doit être uniquement affecté à la production, il faut donc que son emploi soit contrôlé et cela, à la fois dans l'intérêt du créancier et dans celui du débiteur. Cela se conçoit aisément, le bailleur de fonds a tout intérêt à vérifier l'emploi, que fait l'agriculteur, de l'argent prêté, à se rendre compte de sa solvabilité pour pouvoir récupérer son capital en temps voulu. Quant au débiteur, lui aussi trouve son avantage dans ce contrôle : dans le crédit agricole, l'honnêteté, les qualités de travail et d'endurance, en un mot la valeur morale de l'individu joue un rôle prépondérant ; lorsque le créancier aura constaté ces qualités chez son débiteur, et qu'il aura

apprécie l'emploi judicieux de son argent, il n'hésitera pas, lors d'une nouvelle demande de crédit, à lui confier d'autres fonds. L'agriculteur sérieux et avisé verra ainsi son crédit augmenté et prolongé.

Malheureusement, ce contrôle est assez délicat. Il devient bien plus facile lorsque les fonds avancés le sont par l'intermédiaire d'un groupe de personnes, répondant toutes solidairement pour le débiteur, comme cela se passe dans les mutualités. Dans ce cas chaque membre du groupe, sentant sa responsabilité engagée, exercera un contrôle sérieux sur les affaires du débiteur. Ce dernier ne pourra se formaliser de cette immixtion dans ses affaires, puisque contrôlé, il deviendra à son tour contrôleur vis à vis des autres membres du groupe. Cette vérification présentera donc le double avantage de se faire d'une façon sérieuse, puisque l'intérêt personnel de chacun est en jeu, et sans discussion puisque les droits sont les mêmes pour tous les membres du groupement.

III - Institution de Crédit proche de l'Agriculteur

C'est là, pratiquement parlant, une des principales conditions de succès du crédit agricole. Il faut, en effet, que l'établissement de crédit se trouve placé à proximité des agriculteurs qu'il doit aider. Malgré les moyens de transport devenus si rapides de nos jours, les colons ne se

déplacent pas toujours facilement ; leur temps peut-être précieux, et leur présence sur leurs terres indispensable, surtout à certaines époques de l'année. Il n'y a d'ailleurs aucune raison de placer ces établissements loin des agriculteurs. Un établissement de crédit fondé dans la capitale d'une nation, généralement siège du commerce et de l'industrie, dédaignera nécessairement les placements agricoles pour leur préférer des placements commerciaux et industriels. L'institution de crédit devra donc se trouver dans l'arrondissement rural, ou mieux encore dans la commune. Là en effet l'agriculteur vit, il est connu on peut plus facilement juger du crédit qu'on doit lui accorder. Dans ces conditions, le contrôle de l'emploi du crédit est également beaucoup plus facile à réaliser.

IV - Taux d'intérêt inférieur au taux ordinaire

Le capital placé dans l'agriculture étant moins lucratif que celui placé dans les autres branches de l'activité économique, le taux de l'intérêt du crédit agricole doit être plus bas que le taux ordinaire, celui que paient les commerçants et les industriels.

C'est d'ailleurs pour cette raison principalement que le crédit de Banque ne peut convenir à l'agriculteur. Si le taux des avances excède 5 ou 6 pour cent, on peut dire que le crédit est une charge

trop lourde pour l'agriculteur, et d'une manière générale les banques ne peuvent utilement employer leurs fonds à de semblables taux. Très souvent en outre, le crédit de banque en matière agricole s'ajoute à des emprunts hypothécaires qui ont été la première forme de l'appel au crédit, et ainsi une charge nouvelle est assumée pour aider à supporter la première.

Seules les institutions de crédit agricole spécialement fondées dans ce but, pourront fournir aux agriculteurs de l'argent à bon marché ; le moyen pour elles d'y arriver, c'est d'employer l'épargne des membres du groupe.

En effet, bien souvent l'épargne des agriculteurs est improductive ; le rôle de l'institution de crédit sera intéressant pour tous ; ceux qui avaient une épargne ne leur rapportant rien jusque là, toucheront des intérêts que leur servira l'établissement de crédit qui de cette façon pourra fournir aux autres membres du groupe, de l'argent à un taux relativement peu élevé.

Mais malgré cet emploi de l'épargne, il faut reconnaître que les institutions de crédit agricole ne pourraient fournir à leurs adhérents de l'argent à un taux aussi peu élevé sans l'aide de l'état.

Bien que cette intervention de l'état ait suscité de nombreuses critiques, elle paraît, à ce point de vue, non seulement utile mais nécessaire. Presque tous les états d'ailleurs, ont compris que

seule leur aide pouvait aplanir le terrain devant l'initiative privée dans cette organisation du crédit agricole qui intéresse toutes les classes de la nation.

Les moyens mis à la disposition de ces organismes de crédit agricole sont très puissants. En France, la dotation globale du crédit agricole (avance permanente de quarante millions frs, et les redevances annuelles affectées au Crédit par la Banque de France, plus l'avance à l'office du Crédit agricole votée par la loi du 5 Août 1920) a été évalué à la fin de l'année 1922 à une somme de 488.034.000 francs. En Allemagne, l'ingérence de l'état dans la situation financière de l'agriculture est encore plus grande. En 1920, la part de l'Etat dans le capital de la "Caisse centrale des Coopératives Prussiennes" a été de 125 millions de marks or. En 1927, il a été consenti un crédit de 100 millions pour l'achat d'engrais. En 1928 aux subventions déjà accordées, s'est ajouté un emprunt en Amérique de 100 millions de dollars dont les arrérages sont mis en grande partie à la charge de l'état. En Italie également, le gouvernement fasciste, fait, pour favoriser le crédit agricole, des tentatives qui méritent de de retenir l'attention. Nous verrons un peu plus loin en quoi consiste l'intervention de l'Etat dans le crédit agricole en Algérie.

V. - Formalités simplifiées pour l'obtention du Crédit.

Il est nécessaire également, pour que l'agriculteur s'habitue à recourir au crédit agricole que les formalités pour l'obtention et le paiement du crédit soient réduites au minimum. La plupart du temps, l'agriculteur n'a pas l'habitude des opérations de banque, les formalités compliquées lui déplaisent et nombreux sont ceux qui ennuyés par une foule de papiers à signer, empruntent de préférence à des particuliers qui leur font payer souvent un intérêt plus élevé mais à qui ils n'auront à donner qu'une seule signature, fût-ce même en blanc.

L'éducation professionnelle de l'agriculteur fera son œuvre en l'habilitant peu à peu à ces opérations, mais en attendant, il faut qu'elles lui soient présentées d'une manière simple et sans formalités complexes qui l'empêcheront de recourir à l'établissement de crédit.

VI - Echéances assez lointaines.

Il est de toute évidence, que les échéances pour le paiement de la dette agricole ne doivent pas être trop rapprochées, et le terme de trois mois usité dans le commerce et l'industrie ne saurait s'appliquer à l'agriculture. Les résultats du travail agricole n'apparaissent pas de suite, et c'est aussi pour cette raison que le crédit de banque ne peut convenir à l'agriculture. Le crédit de banque même mobilisé ne peut avoir une durée indéfinie.

Il est de trop courte durée pour être utile. Le crédit agricole dont le produit est employé à l'amélioration des procédés de culture ne peut être amorti que progressivement ; le bénéfice de l'amélioration ne ressort pas brusquement d'une récolte à l'autre et se répartit sur toute la durée de l'exploitation. Les échéances devront donc toujours tomber à peu près à la même époque, après la vente de la récolte, qui, convertie en monnaie, pourra permettre à l'agriculteur de s'acquitter de sa dette.

Pour les dettes à long terme, le meilleur système de remboursement est celui des annuités. Il permet à l'agriculteur de se libérer chaque année des intérêts, et de rembourser une partie du capital. Il lui sera ainsi bien plus facile à éteindre sa dette, que si l'on en exigeait de lui le remboursement intégral en une seule fois. En s'acquittant par annuités, il profite à la fois de l'épargne et de la prévoyance.

Deuxième Partie

Développement du Crédit Agricole à court terme

CHAPITRE I

Premiers Essais de crédit à l'Agriculture en Algérie

Section I. — Causes qui ont amenés ces essais

La nécessité du Crédit agricole n'a pas toujours été urgente en Algérie. Il y a eu, en effet, une époque où l'agriculteur n'en avait pour ainsi dire pas besoin. Depuis la conquête jusqu'à 1880 environ, le développement de la production agricole n'avait pas fait de grands progrès, et les seules ressources de notre colonie consistaient dans l'exportation de quelques produits naturels, principalement laines et bestiaux.

L'année 1880 marque le commencement de l'essor économique algérien. Jusque-là, la culture de la vigne avait été négligée ; à partir de ce moment elle va se répandre de plus en plus, et l'Algérie arrivera à devenir un des plus grands producteurs de vin du monde, puisqu'elle produit actuellement 12 Millions 500.000 hectolitres de vin soit 1/17 de la production mondiale.

Quelles ont été les causes qui ont amené cet

essor de la culture de la vigne ?

La première a été l'afflux en Algérie, à cette époque des viticulteurs français ; nombreux en effet, furent ceux qui vinrent dans notre colonie, espérant trouver dans cette terre neuve des ressources que leur refusait leurs champs ravagés. En France, la crise phylloxérique avait commencé en 1878 ; elle atteignit son apogée en 1880, causant la ruine de nombreux viticulteurs. Beaucoup émigrèrent devant ce désastre, et vinrent tenter fortune en Algérie. Notre pays reçut ainsi tout un lot d'hommes intelligents et hardis ; vigneron, ils plantèrent de la vigne, à la culture de laquelle le climat algérien fut vite reconnu particulièrement propice.

Une autre cause, dérivant de la première, se trouve dans les bénéfices que rapporta la culture de la vigne. Les colons algériens trouvèrent vite à écouler leurs produits, et à des prix avantageux dans la Métropole, qui à ce moment dépensait 150 millions par an en achat de vins à l'Espagne et à l'Italie. Les autres agriculteurs algériens, qui s'adonnaient alors à l'élevage et à la culture des céréales, découragés par les maigres profits qu'ils réalisaient, et alléchés par les hauts bénéfices des viticulteurs se mirent résolument à la culture de la vigne. Ils furent pour cela obligés d'acheter des engrais et un matériel de culture coûteux ; du plus la première véritable récolte ne venant qu'au bout de trois ans au moins, il leur fallait pouvoir attendre cette récolte et sa vente ; d'où

nécessité de crédits.

Où trouver ces capitaux ?

La seule institution du crédit qui avait été créée à l'usage des colons, était le Crédit Foncier d'Algérie dont les prêts hypothécaires consentis au profit de la propriété territoriale se chiffraient depuis la fondation jusqu'au 31 Décembre 1890 de la façon suivante ;

Prêts effectués en participation avec le Crédit Foncier de France. 83.270.563 frs.

Prêts effectués avec les fonds
de la Société. 88.097.705

Soit un total de francs . . . 171.368.268

Sur lesquels il avait été
remboursé jusque là 52.988.683

Montant du prêt hypo thécaire net
au 31 Décembre 1890 118.379.585

En apparence, ce chiffre de 118 millions semblait souffrir approximativement aux besoins de la propriété rurale. Mais, si on veut se rendre compte de son importance réelle, au point de vue du crédit agricole, il faut se demander combien, sur les 118 millions sont allés à la propriété rurale, combien aux immeubles construits dans les villes ?

D'après les statuts du Crédit Foncier d'Algérie les prêts à long terme doivent être effectués

seulement en participation avec le Crédit Foncier de France. On peut assurer que les 83 millions de prêts effectués de ce chef sont presque intégralement allés à la propriété urbaine.

Seraient donc restés pour la propriété rurale les 88 millions de prêts effectués sur fonds de la Société ce qui, aurait encore constitué un assez joli chiffre, s'ils n'avaient pas été en presque totalité affectés à des opérations commerciales, telles que warrants, connaissements, etc., auxquelles le colon ne se trouve qu'indirectement intéressé.

En résumé, on ne saurait évaluer à plus de 25 millions le crédit réel que l'agriculture avait tiré du Crédit Foncier depuis sa fondation jusqu'en 1890. C'était évidemment trop peu, et cet état de choses était d'autant plus anormal que le chiffre des opérations d'escompte réalisées par le Crédit Foncier au profit du commerce avait été de 116 millions pour la seule année 1890. On pouvait donc se demander pourquoi ce mouvement de fonds considérable n'était pas organisé de façon à servir pour la moitié au moins les intérêts de l'agriculture. Mais il semblerait que la chose ait paru impossible, puisque le législateur lui-même a été amené à encourager un autre établissement à venir, en dépit de la violation de ses statuts, en aide aux besoins courants, commerciaux, des agriculteurs.

Cet établissement n'est autre que la Banque de l'Algérie. Jusqu'à cette époque (1880 environ), la Banque de l'Algérie n'avait pas eu à faire de crédit à l'agriculture. A partir de ce moment elle va commencer à fonctionner comme une véritable institution de crédit agricole et cela pour plusieurs raisons :

Les demandes de crédit, à cause de l'essor pris par la culture de la vigne, ne faisaient que s'accroître de jour en jour. En effet, si la main-d'œuvre affluait en Algérie de façon considérable, l'accroissement du capital, véritable fonds de roulement proportionné au développement du travail ne suivait pas la même progression. Faute d'argent, les centres nouvellement créés végétaient et dépérissaient, il était urgent de prendre des mesures.

C'est alors que le Parlement se souvint de la Banque de l'Algérie "dont les statuts avaient été rédigés de telle façon que son crédit pût être accessible à tous et directement" (1)

Le rapport de M. Brice à la Chambre des Députés en 1880 s'expliqua nettement sur ce point : « Vous ne devez pas vous borner à faire de l'escompte commerciale ; il faut encore venir en aide à l'agriculture ». Ainsi poussée en avant, la Banque de l'Algérie se lança franchement dans les opérations

(1) Déposition de Monsieur Nelson Chiérice Directeur de la Banque de l'Algérie devant la commission d'enquête sénatoriale 1892.

du crédit agricole, et lors du renouvellement de son privilège de 1880 à 1897, le Directeur de la Banque de l'Algérie, s'engagea, au nom de son Conseil d'administration, à seconder l'agriculture et la colonisation dans la plus large mesure.

Cette cause n'est pas seule pour laquelle la Banque de l'Algérie se décida à apporter aide et secours à l'agriculture. D'autres viennent s'y ajouter, non moins importantes ; le capital de la Banque venait d'être doublé, d'être porté de 10 millions à 20 millions ; il fallait pour satisfaire les actionnaires et ne pas faire baisser les cours des actions, servir des dividendes aussi élevés que les dividendes antérieurs. A cette augmentation de capital devait correspondre évidemment une augmentation du chiffre d'affaires. Il fallait donc accepter la clientèle, même la clientèle agricole.

En plus de cela, d'autres banques s'étaient installées en Algérie ; La Compagnie Algérienne en 1877, le Crédit Foncier en 1880, ces banques commençaient à attirer une bonne partie de la clientèle, la loi de la concurrence obligea la Banque de l'Algérie à se montrer moins sévère quant au choix des escomptes.

Une fois engagée dans la voie du crédit agricole, la Banque de l'Algérie avança largement aux colons les capitaux nécessaires : les pêts se firent de deux façons ; soit directement, soit par l'entremise des comptoirs d'escompte.

Section II. -- Crédits consentis directement par la Banque de l'Algérie

La Banque de l'Algérie prête directement aux colons sous forme de crédits de campagne. Ces crédits de campagne se ramenaient à trois types :

1) Crédits de campagne pour les récoltes de céréales : ces crédits accordés pour la durée d'une récolte étaient remboursés par la vente de la récolte et duraient 9 mois.

2) Crédit de campagne pour l'élevage des bestiaux ceux-là avaient lieu pour le mois d'engrais du bétail où la constitution d'un cheptel, ils duraient de trois à quatre ans.

3) Crédits accordés au vignoble : ils duraient soit le temps d'une récolte, c'est-à-dire neuf mois, soit le temps de constitution du vignoble, de 3 à 5 ans.

C'est entre 1880 et 1885 que la Banque fit les plus grosses avances à l'agriculture. Les crédits accordés furent nombreux, et les bénéfices de la Banque augmentèrent rapidement. Le chiffre des escomptes passa de 265.431.242 fr. en 1879 à 526.393.457 en 1885, moment où fut atteint le chiffre le plus élevé.

Durant cette période, il n'a pas été planté moins de 80.000 hectares de vignes, et les constructions de caves et de chais s'élevèrent nombreuses. Il faut reconnaître que certainement sans le concours du premier établissement financier de la

colonie, jamais on n'eut réuni les capitaux nécessaires à la création du magnifique vignoble algérien qui fait aujourd'hui l'admiration de la France et de l'Etranger.

Mais il ne faut pas oublier que la Banque de l'Algérie est surtout une Banque d'émission, et qu'à ce titre, elle a besoin d'avoir ses capitaux toujours mobilisables. C'est là condition "sine qua non" de la solidité d'un établissement d'émission que son portefeuille puisse être réalisé à la première réquisition. Or le grave inconvénient des prêts agricoles, est précisément que, si une crise éclate, les débiteurs, à la vérité, ne deviennent en majorité pas insolvables, mais ils ont besoin de temps pour se libérer; il leur faut attendre la ou les récoltes prochaines. Pendant ce temps, le banquier voit leur papier s'immobiliser dans son portefeuille.

Cet inconvénient du prêt à la culture, qui est le plus gros obstacle à la fondation d'un crédit agricole la Banque devait l'éprouver avec d'autant plus d'acuité que sa situation de Banque d'émission en a été affectée profondément.

Au moment où la création du vignoble algérien, opérée jusque là avec un plein succès, allait en quelque sorte, transformer du jour au lendemain l'aspect de la colonie, la découverte de taches phylloxériques vint en 1885 jeter une perturbation profonde dans les milieux agricoles. « La panique s'empara de tous » (1). Les affaires en cours furent

(1) Déposition du Directeur de la Banque de l'Algérie devant la Commission Sénatoriale.

rompues ; les maisons de banques secondaires poursuivirent impitoyablement leurs débiteurs. Le prix du vin sous le coup des ventes forcées, baissa brusquement de 35 à 10 Fr. l'hectolitre. La crise foncière succéda, intense à la crise commerciale. La terre que les acquisitions successives des viticulteurs avaient portée à un prix exagéré, factice subit une dépréciation aussi brusque que profonde. Beaucoup de vignobles déjà créés et non encore en rapport furent cédés presque pour rien. La Banque de l'Algérie profondément engagée eut à faire face à une situation redoutable.

En effet, accordant sans cesse de nouveaux crédits, et renouvelant les précédents, elle avait consenti des crédits qui, au lieu d'être remboursés à échéance, avaient duré plusieurs campagnes ; il y avait là une violation de ses statuts. Au moment où le malaise économique commença à sévir, les colons ne purent rembourser à la Banque non seulement l'intégralité des prêts, mais même lui verser les intérêts des avances consenties. Devant cette véritable débâcle, une réaction s'imposait et à la politique d'encouragement pratiquée jusqu'à là succéda une politique de resserrement et de défiance.

La grosse imprudence, commise par la Banque de l'Algérie était d'avoir augmenté sa circulation fiduciaire au delà des limites fixées par ses statuts, et cela pour pouvoir renouveler les crédits non remboursables à l'échéance. La réaction fut violente.

« Le 26 Octobre 1886 le Directeur de la Banque de l'Algérie, Monsieur CHEVALIER fut remplacé

par Monsieur Nelson Chierico. Le portefeuille tomba de 89 millions à 74 millions. Le compte du Trésor, créateur de la Banque depuis longtemps, passa de 24 à 12 millions, et celui de la Banque de France qui est la contre partie des envois de numéraire faits par celle-ci en Algérie, [et qui se montaient en 1886 à 6 millions de francs, fut soldé. Enfin la circulation des billets, à 69 millions et l'encaisse à 22 millions restaient à peu près stationnaires » (1).

Ce ne fût pas sans peine que la Banque de l'Algérie arriva à ce résultat. De cette situation redoutable elle se tira avec sang froid, au plus grand profit de la colonie, mais en y laissant quelque chose de sa propre réputation de solidité. Elle ne voulut pas en effet entrer dans la voie des expropriations sans ménagements. Elle patienta tant qu'elle put, gardant le papier dans son portefeuille. Mais dans beaucoup de cas, elle dut pour rentrer dans ses fonds, accepter la cession des propriétés de ses débiteurs dont beaucoup devant leur impossibilité à payer, se défirent aimablement et volontairement. La Banque se trouva devenir propriétaire de vastes, étendues de terrain : c'est ainsi que se constitua le domaine foncier de la Banque de l'Algérie domaine évalué en 1898 à 10 millions environ et dont on a reproché à tort la constitution à la

(1) *Franconie - La transformation des Banques coloniales et la Banque de l'Algérie.*

Banque, l'accusant d'avoir poursuivi par de savantes manœuvres "l'expropriation raisonnée du territoire algérien à son profit" (1)

De 1886 à 1892, l'épuration du portefeuille ainsi que les expropriations continuèrent. Le 14 Juin 1892, la question de la situation de la banque fut porté à chambre² des Députés par Monsieur, GOIRAND (2) qui fit une interpellation sur "les Bilans de la Banque de l'Algérie" Ce fut une critique sévère des opérations de la Banque depuis 1881, un réquisitoire virulent contre son conseil d'administration, Monsieur ROUVIER, alors ministre des Finances, répondit que " les bilans allaient être modifiés et ferait apparaître les réformes qui étaient commencées depuis longtemps". La Chambre prenant acte des déclarations du ministre en ce qui concernait les modifications apportées aux bilans passa à l'ordre du jour (3).

La situation était grave, à l'assemblée générale de 1892, le montant des créances sorties du portefeuille depuis 1887, resté impayé et figurant au bilan sous la rubrique «COMPTES EXTÉRIEURS»,

(1) Garrot : *La Banque de l'Algérie*.

(2) *Discours Rouvier, Interprète Goirans et Lacer*

14 Juin 1892 - J. Officiel.

(3) *Journal Officiel 15 Juin 1892.*

s'élevait à la somme de 23 millions de francs. Il était difficile d'amortir ces mauvaises créances ; cependant la chose fut tentée, on créa un compte « DOMAINE » représentant la valeur réelle des propriétés acquises et estimées au plus bas prix soit 8 millions. La somme restante soit 15 millions fut compensée par moitié avec les réserves, l'autre moitié étant passée à un compte « LIQUIDATION ».

Mais, outre que sur ces sept millions et demi d'engagements restants, aucune rentrée n'était à prévoir, une chose compliquait la question, c'était la gestion d'un domaine aussi considérable que l'était celui de la Banque. C'est à ce moment que le Gouvernement s'inquiéta et que M. Cochery ministre des Finances, tout en le parant pour ne pas effrayer l'opinion publique du titre du sous-directeur de la Banque de l'Algérie, délèga en notre colonie M. Marc Lafont, inspecteur des Finances, non pour essayer de relever la Banque, mais au contraire pour étudier les meilleurs procédés à employer pour la liquider.

Monsieur Lafont après avoir étudié la question quelques mois, fit part au Gouvernement du résultat de ses travaux, à sa conviction, la situation quoique grave n'était pas désespérée et ne nécessitait pas une liquidation. Il resta donc en Algérie, et nommé Directeur continua ses travaux. Le 28 Juillet 1897, malgré l'opposition de Monsieur VIVIANI, une première loi prorogeait provisoirement le privilège de la Banque pour deux ans. En Juin 1899, une seconde loi recula encore d'un

an l'échéance de ce privilège : d'après les conclusions du Directeur de la Banque, le Gouvernement estimait ce délai nécessaire à la Banque pour apurer sa situation.

La principale difficulté résidait dans la suppression du domaine qu'il fallait supprimer tout en sauvegardant les intérêts de la Banque. Cela se fit d'une façon ingénieuse; les actionnaires de la Banque créèrent une Société, constituée sous le nom de "Société Domaniale Algérienne" au capital de 5 millions de francs. Elle racheta le domaine à la Banque pour la somme de Huit millions. Ces huit millions étaient couverts d'une part au moyen des versements des actionnaires, d'autre part au moyen d'un emprunt de trois millions. Les termes du paiement pour le rachat du Domaine avaient été échelonnés jusqu'à fin Décembre 1902.

Comme l'avait prévu Monsieur LAFONT au moment du vote de la loi de 1900, la situation de la Banque était apurée, mais le fond de réserve qui se montait au bilan du 31 Octobre 1899 à 19.462.000 francs était passé à 53.000 frs. à celui du 31 Octobre 1900.

La première expérience de crédit agricole en Algérie devait être d'un sérieux enseignement pour l'avenir, car elle avait coûté 20 millions à la Banque, et causé la ruine de nombreux colons. Mais cette triste expérience ne prouve pas comme on l'a prétendu ensuite que le crédit

agricole est inutile et dangereux, elle prouve tout simplement que ce crédit n'a pu fonctionner en détournant de sa réelle mission un établissement qui n'a pas été créé dans ce but.

Section III - Crédits consentis par l'intermédiaire des Comptoirs d'Escompte

La Banque ne s'était pas contentée d'accorder directement des crédits. Elle avait prêté également comme nous l'avons dit plus haut par l'intermédiaire des comptoirs d'escompte.

Les Comptoirs d'escompte sont de véritables banques. Le nombre de leurs actionnaires est variable. Leur capital varie également entre 200.000 frs (ARBA - KOLEA - GUELMA) 100.000 fr. (TLEMCEM). Ces sociétés sont administrées par un conseil choisi parmi les actionnaires. Le Crédit agricole n'est pas leur but exclusif, elles font presque toutes les opérations des autres établissements de crédit, mais leur rayon d'action est limité.

Leur développement a été rapide en Algérie. Le plus ancien de ces comptoirs est celui de SAINT-DENIS-DU-SIG fondé en 1871 ; il transforma comme par un coup de baguette magique toute la région environnante. A son exemple, il s'en créa d'autres nombreux, et qui tous donnèrent des résultats analogues : 9 de 1871 à 1880, 13 de 1880 à 1886, 10 de 1886 à 1892, 1 seul en 1897, celui de SETIF.

Comment se formèrent ces comptoirs ?

Ces établissements étaient fondés sur la base suivante. Les cultivateurs d'une même région s'unissaient. Vivant loin des centres où fonctionnaient les sociétés de crédit, les colons étaient inconnus de celle-ci et ne pouvaient arriver à leurs guichets, d'où la nécessité d'intermédiaires onéreux. En se groupant, ils formaient une collectivité de solvabilités avec laquelle la Banque ne refusait pas d'entrer en rapports. .

Les Comptoirs d'Escompte étaient donc moins des sociétés de crédit, proprement dites, que des sortes de sociétés de crédit mutuel gérées et administrées par les intéressés eux-mêmes, dont les directeurs étaient choisis parmi ceux qui connaissent le mieux les ressources et les qualités de chaque colon et savaient le crédit qui pouvait être accordé à chacun d'après sa fortune, sa probité, et son activité.

Les actionnaires des Comptoirs d'Escompte, n'avaient en partant de ce principe, à prétendre qu'à la légitime rémunération de leur argent. Aussi ces associations se recrutaient-elles parmi les intéressés qui prenaient une ou deux actions, non pour toucher de gros dividendes; mais pour s'assurer les ouvertures de crédit que le Comptoir d'Escompte seul pouvait leur garantir. La Banque de l'Algérie soutint fortement ces institutions ; dans tous les centres où il y avait des Comptoirs d'Escompte elle envoya des agents ; elle patrona pour ainsi dire la création de ces comptoirs, ses agents étant chargés d'exposer aux colons sous

forme de conférences, les avantages que leur procurait la création de ces établissements et la théorie du Crédit Mutuel.

Le système de crédit partiqué par les Comptoirs d'Escompte. fut sensiblement le même que celui pratiqué par la Banque. Prudents au début, ils ne consentaient que des prêts ne dépassant pas 90 jours ; puis ceux d'Arzew, de Mascara et de Relizane prêtèrent d'une récolte à l'autre. Peu à peu, ils consentirent des prêts de plus longues durées pour la construction de chais, l'achat de matériel agricole, la constitution de vignobles, voire même l'achat de terrains. Le Comptoir d'Escompte de Saint-Cloud s'engagea le premier dans cette voie, en fournissant des capitaux remboursables dans un délai de 5 ans. Mais les fonds de ces comptoirs étaient limités ; par quels procédés pouvaient-ils se procurer l'argent nécessaire ?

Le Comptoir, si l'on peut s'exprimer ainsi, jouait le rôle d'intermédiaire entre la Banque de l'Algérie et le colon. Le procédé employé était très simple ; Le comptoir endossait le papier qui lui était présenté, fournissant ainsi la seconde signature exigée par la Banque. De cette façon, garantissant auprès d'elle les clients qui lui étaient inconnus, il pouvait faire réescompter le papier. L'argent ainsi obtenu était un peu plus cher que celui obtenu directement à la Banque. Le Comptoir escomptait à un taux assez élevé ; aucun en effet ne prêtait au-dessous de 7 %. Ceux



d'Orléansville et d'Ain-Beïda prêtaient à 8 %, celui de Mila à 9 %, celui enfin de Tizi-Ouzou atteignait le 10 %. Ils réescomptaient leur papier à la Banque à 5 %. Le reste soit 2, 3 ou 4 % constituait la commission du Comptoir.

Tant que dura la période de prospérité, les Comptoirs virent s'accroître rapidement leur clientèle, mais en 1886, lorsque la Banque de l'Algérie devant la crise agricole qui sévissait, fut obligée de restreindre ses crédits, elle resserra également l'aide apportée jusque là aux Comptoirs d'Escompte. Ceux-ci, voyant que leurs renouvellements n'étaient plus acceptés par la Banque comme par le passé, se virent dans la nécessité d'adopter également une politique de resserrement et de défiance. A leur tour, ils furent contraints d'exécuter leurs débiteurs et d'en exproprier une grande partie. Dès ce moment les Comptoirs perdirent toute liberté d'action, la Banque de l'Algérie s'étant réservé la liquidation des affaires contentieuses.

Comme cela s'était produit pour la Banque de l'Algérie, l'attitude de défiance des comptoirs succédant à la période d'encouragement, provoqua de grands mécontentements parmi les colons. Les critiques qui leur furent adressées sont nombreuses et il faut reconnaître que la plupart étaient méritées. .

1° Tout d'abord la faute principale des Comptoirs a été de consentir des prêts à long terme.

2° La plupart de ces comptoirs étaient mal administrés et leurs administrateurs se servaient souvent de leur situation pour présenter à l'escompte de nombreux effets des établissements qu'ils dirigeaient personnellement.

3° Bien des comptoirs étaient aux mains d'un parti politique et il n'y avait de crédit que pour les membres de ce parti ou ceux recommandés par un homme politique influent.

4° Bien que certains de ces comptoirs aient eu des réserves fort importantes, la majeure partie d'entr'eux ne tenaient pas en constituer et pour celà, ils avaient recours au procédé qui consiste à majorer artificiellement les frais généraux.

5° Les dividendes distribués aux actionnaires étaient considérables. Ils ont atteint en effet des sommes énormes : 7 % à Orléansville et à Aïn-Témouchent, 14 % à Saint-Cloud, 19 % à Médéah ; 24 % à Boufarick, 37 % à Sidi-Bel-Abbès et même 54 % à Relizane.

Mais malgré toutes ces critiques, les services rendus par eux à l'agriculture ne sont pas contestables.

De concours avec la Banque de l'Algérie, ils ont aidé à la constitution du vignoble algérien.

Partout où ils ont été créés, ils se sont substitués aux usuriers qui pressuraient les colons

européens et indigènes escomptant à des taux fabuleux.

Ils ont été la première expérience de mutualité expérience qui a servi de base à toutes les tentatives ultérieures.

Le rôle actuel des Comptoirs d'Escompte n'est plus du tout le même que celui qu'ils ont joué autrefois. Après la crise agricole la Banque de l'Algérie ne put conserver avec eux les mêmes relations qu'auparavant ; ils se sont vus contraints de chercher appui sur d'autres sociétés financières, et beaucoup d'entr'eux ont disparu absorbés par ces sociétés, Compagnie Algérienne ou Crédit Foncier, grâce à la pression que ces établissements pouvaient exercer sur eux par le papier qu'ils avaient en portefeuille.

A l'heure présente les Comptoirs d'Escompte qui subsistent sont prospères. Sur 34 qui existaient en 1897 12 seulement sont encore en vue :

5 dans le Département d'Alger : AFFREVILLE

L'ARBA

GRANDE KABYLIE

MARENGO

MEDEA

2 dans le Département de Constantine : GUELMA
BATNA

5 dans le Département d'Oran : RELIZANE

AIN-TÉMOUCHENT

LOURMEL

SIDI-BEL-ABBES

MASCARA

Ces Comptoirs font toutes opérations d'escompte, et forts de leurs expériences malheureuses ne se risquent plus à des crédits agricoles à long terme. Comme les autres établissements de crédit, Compagnie Algérienne, Société Générale ou Crédit Lyonnais, ils réescomptent leur portefeuille à la Banque de l'Algérie. Leur situation actuelle est florissante : en 1926 le total de leurs engagements à la Banque de l'Algérie s'est élevé à 13.391.000 Francs au minimum et à 34.501.000 Francs au maximum.

CHAPITRE II

Le Crédit Agricole et le Mouvement Mutualiste

Section I. — Avantages et Inconvénients d'une Banque Centrale Les Projets

Après ces premiers essais malheureux, on pouvait croire que le Crédit agricole avait fait son temps en Algérie, et qu'il avait reçu un coup dont il ne se relèverait jamais. Les colons, qui comme nous l'avons dit ne pouvaient guère compter sur le Crédit Foncier, ne pouvaient pas non plus s'appuyer sur la Banque de l'Algérie. La culture cependant était toujours soumise à d'intenses nécessités d'argent; il fallait en trouver à tout prix : les colons n'attendant plus d'aide de personne, s'aperçurent qu'ils ne pouvaient espérer que dans leur appui réciproque. C'est ainsi que prirent naissance les institutions mutualistes.

L'éloge de la mutualité et l'énumération des avantages qu'elle procure ne sont plus à faire. Ses louanges ont été chantées sur tous les tons à juste raison d'ailleurs, car il est toujours vrai comme le dit le proverbe " que l'union fait la force ". On devait arriver à s'en apercevoir pour

le crédit agricole comme pour le reste. Pourtant avant de parvenir à l'organisation du crédit agricole multuel, telle qu'elle existe actuellement en Algérie, il y eu bien des tâtonnements et des discussions. Plusieurs projets se succédèrent : les uns préconisant les avantages d'une banque centrale, d'autres au contraire, partisans d'une décentralisation poussée à l'extrême.

Avantages d'une Banque Centrale

Malgré l'échec de la Banque de l'Algérie et des Comptoirs d'Escompte dans leur essai de crédit à l'agriculture, la plupart des projets tendaient à l'organisation d'une Banque Centrale Agricole, soit l'organisation par " en haut " Les partisans de ce projet en soutenaient bien fort les avantages. Ils ne manquaient pas d'arguments.

Tout d'abord on faisait remarquer qu'il était indispensable de créer en Algérie un établissement unique et puissant parce que unique, capable non seulement d'assurer la marche du crédit en temps normal mais encore susceptible de pouvoir venir efficacement en aide aux colons les années calamiteuses, quand le manque de pluie a empêché la récolte de venir, ou encore quand les vents du sud ont réduit cette récolte dans de grandes proportions. C'était là une des principales raisons donnée en faveur de la création d'une Banque unique par les partisans de ce système. Mais ce n'était pas le seul argument basé sur les conditions climatériques : à ce point

de vue en effet, ils en invoquaient un autre. L'inégalité de ces conditions influe sur le rendement des récoltes. Les caisses mutuelles, à rayon d'action limité, ayant comme principale ressource l'épargne de leurs adhérents, verraient leurs ressources diminuées lors des mauvaises années ; elles seraient donc, faute de capitaux, obligées de restreindre les crédits juste au moment, où, au contraire, leur nécessité se ferait particulièrement sentir.

A ces arguments venaient s'en ajouter d'autres dans un autre ordre d'idée. La Banque centrale, organisme unique, faisant un grand nombre de prêts, les risques répartis sur une pareille quantité seraient moins nombreux. En outre le réescompte du papier agricole serait plus facile pour un établissement central disposant de moyens financiers puissants.

Enfin une dernière raison invoquée par les partisans du système leur paraissait importante. Nous avons vu qu'en Algérie, quelques années auparavant, la politique avait joué un grand rôle dans les crédits consentis par les Comptoirs d'Escompte. Les différences de « partis », en effet influaient énormément sur l'obtention de ces crédits. Forts de cet exemple, les partisans du système de Banque unique prônaient la nécessité de soustraire l'obtention du crédit aux influences politiques locales, qui jusque là avaient joué un rôle désastreux.

Devant ces arguments, les projets proposés aux

congrès des agriculteurs algériens en 1897 et en 1899 ce dernier approuvé par les Délégations Financières, tendaient à la constitution d'une Banque centrale unique.

Projet de 1897

Le premier congrès des agriculteurs algériens eut lieu en 1897. Quelques mois avant l'ouverture du congrès une commission avait été chargée par la Société d'Agriculture d'Alger du soin d'élaborer un projet d'organisation de crédit agricole. Le rapport de la commission intitulé « Rapport sur la Création du Crédit Agricole en Algérie » fut présenté au congrès par Monsieur Arthus.

Après avoir défini le crédit agricole proprement dit comme devant être accordé pour opérations ayant trait aux achats de semences, engrais, matières premières. rétribution de la main d'œuvres etc.. c'est à dire ne nécessitant pas de crédits plus longs que 18 mois, la commission envisageait les moyens de parvenir à une organisation sérieuse de ce crédit ; elle estimait que « tout en n'en faisant pas à proprement parler une institution d'état, le Crédit agricole pour rendre les services que l'on est en droit d'en attendre en Algérie, devait être encouragé et garanti par lui dans une certaine mesure (1).

(1) Arthus. rapport sur la création du Crédit agricole en Algérie congrès des agriculteurs 1897.

Ceci une fois posé, La commission s'occupait des moyens d'organiser le crédit. D'entrée, elle rejetait l'organisation du crédit basé sur la mutualité pour cette raison, que « l'Algérie » est un pays neuf où l'épargne n'a pu encore se constituer et qu'on ne peut baser un crédit sur une mutualité qui n'a pas d'épargne ».

La Commission préconisait au contraire l'organisation d'une Banque unique qui aurait bien plus de facilité à se procurer des capitaux. Cette Banque centrale unique avait son siège tout indiqué à Alger ; la commission présentait également un « projet de loi sur l'institution d'une Banque territoriale de crédit agricole ». D'après ce projet le capital de la Banque territoriale serait fourni par l'état, le Trésor public devant faire une avance de 5 millions de francs au minimum,

Mais malgré ce projet de fondation de Banque unique, la commission ne voulait pas de centralisation excessive. Bien au contraire, ce qu'elle désirait c'était de nombreuses agences mais avec une seule direction. Pour cela, il convenait d'encourager dans toutes les communes, la création des Syndicats agricoles qui en cet état de choses pouvaient rendre de grands services en renseignant la Banque sur la valeur et les qualités des emprunteurs, Le syndicat serait le commencement de la solidarité morale en attendant de le devenir de la solidarité économique. Il serait pour la banque unique un auxiliaire précieux et celle-ci ne saurait trop en stimuler la création.

Projet de 1899-1900.

Le second congrès des agriculteurs algériens se réunit à Alger en 1899. Ils furent obligés de reconnaître que leur vœux de 1897 n'avaient pas été exaucés et que pendant les deux années écoulées la question pourtant importante du crédit agricole n'avait reçu aucune solution. La question fut longuement discutée et le Congrès émit le vœux suivant : (1)

Que le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie soit subordonné à l'établissement du crédit agricole en Algérie.

1° — Par un versement à déterminer ultérieurement, représentant le prix du renouvellement de son privilège, versement destiné à former la première mise de fonds d'une Banque Agricole.

2° — Par l'inscription dans les statuts d'une clause accordant aux colons européens et indigènes la faculté d'obtenir des crédits de campagne qui devront être réalisés suivant la nature, en six, douze ou quinze mois ».

Cette année là encore, le rapport du congrès considérait la mutualité comme chose impossible à concevoir en Algérie, tout au moins à cette époque et concluait en demandant comme deux ans auparavant, la création d'une Banque centrale. Ce projet soumis aux Délégations Financières

(1) *Procès verbal des Séances et des Délibérations du 2^e Congrès des Agriculteurs d'Algérie - Alger 1900.*

algériennes en reçut l'approbation après rapport de Monsieur Deloupy sur la question.

A leur tour les Délégations é mirent le vœu suivant (1) ;

: qu'il soit créée une Banque centrale, ayant pour but les prêts à l'agriculture. Le capital de cette Banque serait formé par des obligations garanties par l'état ou par le Gouvernement général de l'Algérie. Au fur et à mesure des besoins existants, cette Banque Centrale en encouragerait dans les localités moins importantes la création de Banques cantonales. Le capital de garantie serait constitué par actions et la Banque administrée par le conseil des actionnaires. Pour éviter de tomber dans les errements anciens, les Délégations Financières demandaient que ces conseils d'administration, bien que dirigeant sous leur propre responsabilité, soient contrôlés par un inspecteur des Finances.

A la session de juin 1901, c'est encore le même projet de Banque Agricole qui reparait. Cette fois une partie des vœux des colons avait été exaucée, la loi du 5 juillet 1900 s'était enfin occupée des crédits à accorder à l'agriculture et imposait à la Banque de l'Algérie pour le renouvellement de son privilège de fortes concessions pécuniaires à l'agriculture. A la session de juin la délégation des colons demandait :

(1) *Procès verbal des Délégations Financières Algériennes*
Session Novembre 1899.

: qu'il soit sursis au vote du projet de la loi sur l'organisation du Crédit Agricole en Algérie déposé sur le bureau du Sénat afin d'y permettre l'introduction des mesures suivantes :

: qu'il soit créée à bref délai et au capital minimum de trois millions de francs, une Banque centrale de crédit agricole avec succursale dans les localités où elles seront jugées nécessaires.

: qu'il soit fait remise à cette Banque centrale de l'avance de trois millions de francs et des redevances annuelles versées par la Banque de l'Algérie en exécution de la loi du 5 juillet 1900.

: que les opérations de cette Banque, limitées aux crédits de campagne avec crédits de neuf à douze mois de date, soient placées sous le contrôle de l'état.

: qu'elle assure le réescompte du papier agricole provenant des institutions locales de crédit basées ou non sur le principe de la mutualité avec taux de faveur pour les caisses mutuelles.

: qu'il soit accordé à cette banque centrale, un privilège spéciale s'étendant au tiers des récoltes annuelles jusqu'à due concurrence des prêts annuels qui auraient été consentis ».

Donc, après la loi du 5 Juillet 1900, les agriculteurs en grand nombre réclamaient l'établissement d'une Banque centrale. Presque tous jugeait beaucoup trop faible l'avance de 3 millions faite par la Banque de l'Algérie, surtout en comparaison des 40 millions versés par la Banque de

France au crédit agricole dans la Métropole en vertu de la loi de 1899. A leur avis il fallait créer un établissement unique et dont la puissance financière soit telle qu'il n'y ait jamais impossibilité de réescompter le papier agricole présenté par les caisses secondaires. De cette façon, celles-ci ne manqueraient jamais de ressources pour faire face aux demandes de crédit de plus en plus pressantes.

Inconvénients d'une Banque Centrale

Malgré cet engouement pour la création d'une Banque centrale dont les partisans ne voulaient voir que les avantages il n'a pas été difficile aux adversaires de ce système, à ceux qui préconisaient au contraire l'organisation du crédit agricole par organismes locaux, de montrer les inconvénients de ce système. Ses désavantages sont graves et découlent de la nature même du crédit agricole.

Le crédit agricole avons-nous dit antérieurement, est un crédit tout spécial, il est accordé à l'agriculteur à cause de ses qualités de persévérance, de travail, d'économie etc.. Il faut donc que l'agriculteur ou tout au moins sa "valeur morale", soit connu de celui qui consent le crédit. Comment la Banque centrale arriverait-elle à connaître tous les milieux ruraux ? On objectera sans doute que la Banque pourra avoir des succursales; mais ces succursales ne pourront pas s'installer dans les toutes petites localités; leur nombre en serait

trop faible et dans la grande majorité des cas, la succursale trop éloignée du lieu d'habitation de l'agriculteur ne pourrait lui rendre aucun service. Cette décentralisation poussée à l'extrême, est donc impossible à réaliser.

Outre cela, et ceci est plus grave, il y aurait à craindre que la Banque centrale ne puisse subsister, faute d'avoir un courant d'affaires suffisant. D'abord cette décentralisation commencerait par entraîner de nombreux frais généraux ; puis cet organisme serait obligé d'employer les mêmes procédés que les autres établissements de crédit. C'est là surtout ce qu'il faut éviter. L'agriculteur ne connaissant rien aux opérations de crédit n'aurait pas traité avec un pareil établissement. Pour avoir sa clientèle, il faut qu'il comprenne ce que fait la Banque. Il est nécessaire de simplifier les procédés d'escompte, de comptabilité etc... pour les mettre à la portée de son intelligence.

Cette œuvre véritable d'éducation économique des classes rurales ne peut être entreprise que par des organismes locaux, et il y aurait impossibilité pour une banque centrale d'entreprendre cette œuvre de vulgarisation. Le siège social étant situé naturellement dans la capitale, la Banque serait représentée dans les autres localités par des hommes peut-être fort instruits sur la technique bancaire, mais à coup sûr ignorants des besoins et des habitudes du monde agricole : une administration centralisée et lointaine ne peut pas avoir la connaissance locale des choses

et des gens sur laquelle est basée l'obtention du Crédit Agricole. Résultant l'agriculteur, et nous entendons par là le petit agriculteur et non le capitaliste, ne contracterait pas pour obtenir le crédit qui lui est nécessaire soit pour l'achat de cheptel, soit pour l'achat d'engrais. Le but visé ne serait donc pas atteint et si elle avait été fondée, la Banque centrale agricole algérienne, aurait subi le même sort que la Banque centrale de Crédit agricole créée en France en 1860. Faute de clientèle agricole, cette dernière fut obligée de se livrer à des affaires de spéculation qui l'amènèrent à la ruine et à la liquidation en 1876 sans avoir rendu service à ceux au profit desquels elle était affectée.

Section II. — Avantages de la Mutualité

Les adversaires du système de Banque centrale ne se contentaient pas d'insister sur les inconvénients de la création d'un organisme unique, ils faisaient valoir les avantages que l'on pouvait retirer d'une organisation de crédit mutuel. Quels sont donc ces avantages ?

En premier lieu, le système remplit la tâche qui lui est assignée ; il fournit les prêts nécessaires aux agriculteurs non pas seulement au gros capitaliste mais au petit propriétaire paysan et cela parce que l'établissement est placé près des colons et en relations étroites avec eux. C'est la seule manière pour ceux qui l'administrent de con-

naître la solvabilité, la probité et la valeur professionnelle de l'emprunteur.

La solvabilité d'un agriculteur n'est pas aussi facile à déterminer que celle d'un industriel ou d'un commerçant ; elle se compose d'éléments obscurs, inconnus pour les agents d'une banque ordinaire et que peuvent seuls apprécier ses amis et ses voisins. Ceux-là sont presque toujours bien renseignés et connaissent le degré de confiance que l'on peut accorder à ceux qui vivent près d'eux. Toute la difficulté est d'en obtenir des renseignements sérieux et sincères au lieu de certificats de complaisance. Il n'y a pour cela qu'un moyen, c'est qu'ils soient engagés eux-mêmes pécuniairement et solidairement dans l'opération de prêt sur lesquels on les consulte et qu'ils deviennent les cautions responsables de l'emprunteur.

Mais comment décider de simples agriculteurs à remplir ce rôle de caution qui répugne si profondément à leurs habitudes de prudence et de méfiance instinctive. Jusqu'à présent, on n'a découvert qu'un seul moyen pour vaincre leurs hésitations naturelles et leur timidité, c'est de faire intervenir leur propre intérêt en obtenant de celui qu'ils cautionnent, qu'il s'engage à son tour à servir de caution à ceux qui l'auront garanti le jour où ceux-ci auront à leur tour besoin de crédit. Une Banque organisée de la sorte n'est donc qu'une association d'agriculteurs se cautionnant mutuellement et obtenant ainsi des tiers grâce à cette garantie commune, tous les délais de paiement dont ils ont besoin et tout l'argent nécessaire à leurs opérations ; elle ne fait crédit qu'à ses mem-

bres, et il faut commencer par s'y affilier pour faire appel à sa garantie. Cette réciprocité de concours n'est qu'une des applications du principe de la mutualité résumé dans cette formule « Chacun pour tous, tous pour chacun ».

Les prêts accordés par les établissements de crédit mutuel locaux le seront donc avec discernement. De plus ces organismes auront toute facilité de contrôler l'emploi de ces prêts qui pour être efficaces doivent, comme nous l'avons vu, s'appliquer uniquement à la production et le colon, étant à la fois bailleur de fonds et emprunteur, contrôleur et contrôlé, ne verra pas dans cette sorte de surveillance une mesure vexatoire. Sa susceptibilité sera ainsi ménagée.

Les Caisses de crédit mutuel simplifient les opérations de banque, l'agriculteur n'est plus dérouté par les termes de technique bancaire, il n'est plus intimidé comme il l'était par les différents rouages d'un grand établissement. Comprenant les opérations qu'il y fait et ayant l'établissement de crédit à sa portée, il s'y rend facilement pour contracter. Ainsi est atteint le but que l'on visait : donner du crédit à la petite propriété.

A ces avantages viennent s'en ajouter d'autres qui ne sont pas d'un intérêt moins grand. La Caisse de crédit agricole mutuel pourra fournir de l'argent à un taux plus bas qu'une Banque centrale. D'abord elle ne cherche pas à réaliser de bénéfice ; ensuite la gestion de ces caisses est simple, elles emploient en règle générale un directeur et un ou deux commis. Le

personnel à rétribuer est peu nombreux. Les frais généraux sont donc réduits au minimum.

En dehors de ces avantages pratiques, on est obligé de reconnaître également que la mutualité a des conséquences heureuses au point de vue social. Elle repose sur l'entraide, sur la doctrine de la solidarité, doctrine d'autant plus sûre que cette solidarité est basée sur l'intérêt personnel qui dans ce cas se confond avec l'intérêt d'autrui.

C'est à ce système qui présentait les plus grands avantages que devait se rallier l'Algérie Agricole ; elle avait sous les yeux l'exemple de l'Allemagne où le crédit agricole mutuel, fonctionnant depuis trente ou quarante années, avait donné des résultats fort appréciables ; en France, on en était également arrivé à l'application de ce système et la Loi sur le crédit agricole en France, votée par les chambres en 1899, avait attribué aux Caisses Régionales constituées, les 40 millions versés par la Banque de France. Etant donnés ces exemples, étant donnés les avantages qu'il présentait, le crédit agricole mutuel devait se développer en Algérie ; il y prit en effet un magnifique essor et en quelques années fit de notre pays la première colonie agricole de la France.

Section III — Caisses de Crédit Agricole Mutuel

Sous-Section I. — Caisses Locales

La loi du 5 Novembre 1894, modifiée par les lois des 14 Janvier 1908, 20 Juillet 1909, 15 Février 1910 et 19 Mars 1910 a facilité la constitution des sociétés de

crédit agricole en leur accordant un régime de faveur à condition d'être formées entre agriculteurs et membres d'un syndicat agricole : dispenses d'impôt et réduction des formalités à accomplir pour la publicité. Quel est donc le but de ces sociétés et de quelle façon sont-elles organisées ?

Leur but exclusif est de faciliter les opérations concernant la production agricole effectuées par les syndicats agricoles où les membres de ces syndicats.

Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts en comptes courants avec ou sans intérêts et remplir le rôle de véritables caisses d'épargne. Elles ont, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, le droit de se charger des recouvrements ou des paiements à faire pour les syndicats ou les membres du syndicat.

Les sociétés de crédit agricole peuvent donc être les véritables banquiers des agriculteurs et des syndicats.

Leur formation a lieu par souscription de parts. Le législateur a voulu écarter toute idée de spéculation de ces sociétés. Il a décidé en conséquence, que le capital social ne pourrait être formé par des souscriptions d'actions et aucun dividende ne pourrait être partagé entre les membres de la société. Les parts sont nominatives, elles sont de valeurs inégales et ne sont transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. La société ne peut être constituée qu'après le versement

du quart du capital souscrit (1). Ce capital peut être augmenté mais il ne peut être réduit au-dessous du montant du capital de fondation.

Les statuts des caisses agricoles ainsi constituées doivent déterminer ; le siège et le mode d'administration de la société de crédit, les conditions relatives aux modifications et à la dissolution de la société, le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribuera à la constitution, l'étendue et les conditions de la responsabilité des sociétaires

Cette responsabilité, en effet, peut être restreinte au montant de la part souscrite, ou bien encore, il peut y avoir responsabilité illimitée entre tous les membres de la caisse de crédit agricole. Dans ce dernier cas, la caisse réalise évidemment le type le plus complet de la solidarité et elle offre plus de garanties à ses créanciers, en particulier à la Caisse Régionale avec laquelle elle aura à faire des opérations; mais cette forme n'est pas acceptée par tous les agriculteurs.

La responsabilité égale à trois ou quatre fois le montant de la part souscrite est le système le plus recommandable et le plus communément employé. Du reste, la responsabilité qu'encourt ainsi l'agriculteur n'est ja nais bien grande car le montant des

(1) — Art. 1 de la Loi du 5/11/1894 : *La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit* »

parts est aussi faible qu'on le veut. le montant de ces parts est variable. Les versements peuvent en être échelonnés puisqu'on peut n'exiger que le versement du quart lors de la constitution de la société et appeler le complément au fur et à mesure des besoin.

Au point de vue du nombre des parts, l'idéal serait évidemment de voir les associés en posséder le même nombre car alors l'association serait vraiment une association populaire où chacun aurait en jeu les mêmes intérêts ; mais cela n'est possible que lorsqu'il y a un nombre suffisant d'associés. On peut donc autoriser les souscripteurs à prendre le plus de parts qu'ils peuvent, en fixant cependant un maximum.

L'intérêt à servir à ces parts n'est pas toujours fixé de façon ferme dans les statuts de ces sociétés car on ne sait pas si les bénéfices réalisés seront toujours suffisants pour permettre de servir l'intérêt prévu. La meilleure solution est de déterminer seulement le chiffre maximum de cet intérêt en laissant chaque année au conseil d'administration, le soin de fixer le taux réel d'intérêt dans les limites de ce maximum. Ce maximum doit d'ailleurs être fixé à un taux très modéré, car il ne faut pas oublier que le but de la société est de fournir le crédit à bon marché et qu'il faut pour cela, réduire le plus possible, toutes les charges sociales.

Les statuts doivent encore déterminer les prélèvements à opérer au profit de la société sur les opé-

rations faites par elle. Les sommes résultant de ces prélèvements, après l'acquittement des frais généraux et le paiement des intérêts, des emprunts et du capital social, seront affectés, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins à la constitution d'un fond de réserve jusqu'à ce que ce fond ait atteint au moins la moitié du capital social. Le surplus ne peut sous aucun prétexte être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société ; il peut être réparti à la fin de chaque exercice entre les intéressés et entre les membres de l'association au prorata des emprunts qu'ils auront contractés.

Cette ristourne diminuera d'autant le taux des prêts et viendra s'ajouter aux intérêts servis aux parts sociales ; elle montrera que la société agri-est véritablement une société mutuelle. A la dissolution de la société, les fonds de réserve et le reste de l'actif sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affectés l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

Les Sociétés de crédit agricole sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de Commerce (Titre II article 10). L'un des grands avantages que leur conférait la loi du 5 Novembre 1894 était de les exempter du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Les conditions de constitution, de fonctionne-

ment et de publicité imposées à ces sociétés sont restreintes (article 5 de la loi du 5 Novembre 1894). Elles se borne au dépôt en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton des statuts et de la liste complète des administrateurs ou des directeurs et des sociétaires. Cette liste doit indiquer leurs noms, profession, domicile et le moment de chaque souscription. Un des deux exemplaires de ces pièces est transmis par le Juge de Paix au greffe du Tribunal de Commerce de l'arrondissement. Chaque année, le Directeur ou administrateur est tenu de déposer en double exemplaire au Greffe de la Justice de Paix la liste des membres de la société, et le tableau sommaire des recettes, dépenses et opérations faites dans l'année.

Telles sont rapidement exposées, les principales règles d'organisation et de constitution de ces caisses. Ils nous faut voir maintenant quels sont les prêts quelles peuvent consentir et de quelles façons elles se procurent les ressources qui leur sont nécessaires.

Les caisses locales (on les appelle aussi Caisse du premier degré) peuvent consentir :

a) - A tous leurs sociétaires des prêts d'argent à court terme dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle ces prêts sont consentis.

b), - A tous leurs sociétaires des prêts d'argent à moyen terme (ne dépassant pas dix ans) pour l'arrangement ou la reconstitution de leurs propriétés.

c) - A leurs sociétaires individuels, des prêts d'argent à long terme (jusqu'à vingt-cinq ans) destinés à faciliter l'acquisition, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales.

Pour pouvoir consentir ces prêts, les ressources des caisses locales sont assez limitées. Elles disposent tout d'abord du quart du capital souscrit qui a été versé par leurs membres, mais cela ne peut évidemment pas leur servir à faire des opérations bien considérables ; leurs disponibilités étant constituées par les versements de ceux mêmes qui peuvent emprunter sont vite épuisées. Elles peuvent également pour constituer ou augmenter leur fond de roulement, contracter tous emprunts nécessaires auprès de n'importe quelle Banque mais plus spécialement auprès de la Caisse Régionale à laquelle elle sont affiliées. Elles se serviront aussi des dépôts en comptes courants qu'elles auront reçus.

Il existe encore un autre moyen pour elles de se procurer des ressources. La loi du 20 Juillet 1895, qui a réformé le régime des Caisses d'Epargne a donné par son article 10 à toutes les caisses d'Epargne ordinaires, autonomes ou municipales, la libre disposition d'une partie de leur fortune personnelle, dotations et réserves ; elles peuvent en particulier consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts aux sociétés de crédit agricole.

Il est bon de ne pas oublier ce fait, car les

Caisses d'épargne peuvent consentir des prêts à des taux modérés et peuvent rendre de cette façon d'utiles services aux sociétés de crédit agricole. C'est là un moyen de se procurer des ressources très souvent ignoré par les fondateurs de Caisses de crédit agricole : fort peu ont usé de ce moyen et on ne peut guère citer que les caisses d'épargne de Lyon et de Marseille ayant fait des prêts aux Sociétés de Crédit agricole. En Algérie ce système n'a jamais été employé.

Malgré cela, le champ d'action de ces caisses locales est assez limité. Leur fonctionnement ne peut se concevoir que si elles sont affiliées à d'autres caisses, dites Caisses Régionales qui escompteront le papier des Caisses locales pour les réescompter elles mêmes auprès d'un autre établissement financier.

Sous-Section II. Caisses Régionales

Les Caisses locales disposent de ressources faibles, leur champ d'action est assez restreint et elles ne peuvent rendre de véritables services à l'agriculture que si elles sont affiliées à d'autres caisses, les Caisses régionales de Crédit Agricole ou caisses du second degré.

Les Caisses Régionales, comme les Caisses locales, sont des mutualités mais des mutualités grandies. Au point de vue constitution et organisation, elles jouissent de crédit agricole mutuel

par la loi du 5 Novembre 1894. L'idée de spéculation en est complètement écartée.

Les adhérents reçoivent seulement l'intérêt des parts sociales. Les bénéfices, s'il en existe, sont affectés d'abord à la constitution d'un fonds de réserve ; le surplus est partagé entre les membres au prorata des opérations faites avec la Caisse Régionale. Les opérations sont simples, le personnel peu nombreux (généralement le Directeur, et un ou deux commis) d'où frais généraux restreints.

Les Caisses Régionales ont pour but :

a) de faciliter les opérations à court terme et à long terme, effectuées par les membres des caisses locales de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

b) de transmettre aux Sociétés coopératives agricoles, aux associations syndicales ou à tous autres groupements, les avances spéciales qui peuvent leur être consenties par l'Etat.

Les Caisses Régionales sont chargées en effet de fournir aux Caisses locales les fonds qui leur sont nécessaires pour leur bon fonctionnement. Elles escomptent le papier qui leur est présenté par les caisses locales. Ces effets ont été souscrits par les membres des caisses locales et endossés par elles. La Caisse régionale étant une mutualité sans but de lucre, ne cherchera évidemment pas à escompter ce papier à un taux élevé ; ce taux sera variable mais dans presque tous les cas

proportionné au taux d'escompte appliqué par la Banque de l'Algérie. Quant aux Crédits que les Caisses Régionales peuvent consentir aux caisses locales toute latitude leur est laissée sur ce point ; c'est donc à elles mêmes de fixer la limite de ces avances.

Mais pour ces avances de fonds aux Caisses locales, les Caisses Régionales doivent être prudentes et combiner leurs opérations de manière à être en mesure de restituer à l'Etat dans un délai raisonnable, les avances qu'elles en ont obtenues. D'ailleurs à la fin de chaque campagne les Caisses Régionales ont pris l'habitude de rembourser le quart des prêts mis à leur disposition en attendant qu'il leur en soit refourni d'autres pour la campagne suivante.

De ce fait, les Caisses Régionales ont tout intérêt à exercer un contrôle sérieux sur les prêts mis par elles à la disposition des caisses locales. Elles doivent se rendre compte de l'affectation véritable de ces crédits aux agriculteurs et vérifier si les caisses locales obéissent aux prescriptions de la loi du 5 Novembre 1894 en exerçant sur leurs membres une surveillance sérieuse, il s'établit donc un système de contrôle à trois degrés superposés qui assure le bon fonctionnement de cette organisation :

contrôle des caisses locales sur leurs adhérents
contrôle des Caisses Régionales sur les caisses locales et sur l'emploi des fonds attribués à ces dernières.

contrôle de l'Etat sur les Caisses régionales.

Pour pouvoir rendre tous ces services, les Caisses Régionales ont besoin de ressource assez élevées. D'où leur viennent ces ressources ?

Les Caisses Régionales peuvent recevoir des dépôts et émettre des bons. Un moyen d'avoir des fonds disponibles et fréquemment employé par elles, est le réescompte de leur portefeuille soit à une Banque intermédiaire, soit à la Banque de l'Algérie. Une autre partie de leurs capitaux, et non la moindre, provient des disponibilités mises à leur disposition par l'Etat.

L'état a compris que seul son appui pouvait permettre au Crédit agricole de prendre un essor réel et il y a consacré des sommes importantes. En France, ces sommes lui ont été attribuées par la loi du 17 Octobre 1897, ratifiant la convention du 31 Octobre 1896 passée entre l'Etat et la Banque de France, lors du renouvellement du privilège de cette dernière. Ces sommes sont de deux sortes, une avance de quarante millions remboursable et une redevance annuelle acquise égale " au produit de $\frac{1}{8}$ du taux de l'escompte par chiffre de la circulation productive qui ne peut être inférieur à deux millions par an ". Les conditions dans lesquelles ces fonds sont affectés au Crédit agricole sont stipulées dans la Loi du 31 Mars 1899 modifiée par les Lois du 25 Décembre 1900 et du 20 Décembre 1910 ". Après avis d'une commission spéciale de répartition, présidée par le

ministre de l'Agriculture, des avances sans intérêt sont consenties aux Caisses Régionales de Crédit Agricole constituées entre les Caisses locales.

En Algérie, c'est la loi du 8 Juillet 1901 qui a déterminé le régime des Caisses Régionales. L'article premier de cette loi prescrit que l'avance de trois millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de l'Algérie seront mises à la disposition du Gouvernement Général pour être attribuées à titre d'avances aux Caisses Régionales de Crédit Agricole mutuel. La loi du 29 Décembre 1911 augmenta encore l'aide accordée aux agriculteurs en déclarant, qu'une nouvelle avance de deux millions sans intérêt, serait affectée au crédit agricole mutuel à court terme, et que les redevances le seraient au crédit agricole à concurrence de 300.000 francs par an. Ces redevances étaient calculées sur la base de 50 centimes par cent francs de la circulation active excédant l'encaisse, sans que le produit annuel soit inférieur à 750.000 francs.

Comment sont réparties ces sommes importantes.

Ces sommes sont fournies au Gouvernement général par la « COMMISSION DE REPARTITION DES AVANCES » commission qui comprend 19 membres soit :

Le Gouverneur Général; Président

Quatre membres des Délégations Financières
(choisis par elles)

Un conseiller de Gouvernement

L'Inspecteur Général des Finances

Le Recteur

Le Directeur de l'Agriculture, du commerce et
de la colonisation

Le Directeur des services Financiers

Le Directeur Général de la Banque de l'Algérie

Le sous-Directeur chargé du service de l'agri-
culture

Sept représentants des caisses de crédit Agricole mutuel — Sociétés coopératives de production et de consommation. Banques populaires : Sociétés coopératives agricoles, Sociétés d'habitation à bon marché — Sociétés ouvrières de production et de crédit au travail.

Ces sommes sont effectuées en bloc au crédit agricole; elles sont ensuite réparties entre les diverses caisses régionales par une autre commission la « COMMISSION SPECIALE DU CREDIT AGRICOLE » créée en 1901, réorganisée en 1915 d'abord, puis par décret du 26 novembre 1925. Cette commission comprend 23 membres qui sont :

14 fonctionnaires compétents nommés par le Gouvernement Général

3 membres des Délégations Financières élus

6 représentants des caisses locales élus.

C'est surtout avec les sommes ainsi réparties que les caisses régionales ont pu jouer un grand rôle dans l'organisation du crédit agricole en

Algérie. Un bref exposé de l'activité de ces caisses aux différentes périodes de leur existence montrera plus clairement les progrès accomplis.

Les institutions mutualistes ont en effet, pris aujourd'hui dans l'agriculture algérienne une place de tout premier plan. Leur rôle est beaucoup plus étendu que ce qu'elles le pensent, elles-mêmes; et grandit de jour en jour. Devant les rapides progrès faits par ces institutions et les résultats brillants obtenus, il n'y a aucune exagération à penser que les destinées de l'agriculture algérienne sont étroitement liées au développement et au bon fonctionnement de ces institutions.

Sous-Section III.

Historique du Développement de ces Institutions

Le mouvement mutualiste agricole si important aujourd'hui en Algérie, ne date que de 1901, c'est-à-dire de moins de 30 ans. En effet, le point de départ du mouvement mutualiste a été la loi du 8 Juillet 1901, qui prévoyait en Algérie la création de Caisses Régionales de crédit agricole mutuel, et comme nous l'avons déjà vu, l'attribution à ces caisses pour faciliter leur fonctionnement d'avances sans intérêt, prélevées sur une avance globale de trois millions consentis par la Banque de l'Algérie à l'Etat en contre partie du renouvellement de son privilège.

Au moment où fut votée cette loi, il n'existait comme institutions mutualistes en Algérie, que

neuf caisses locales, toutes dans le Département d'ORAN. A partir de 1901, les Caisses Régionales vont commencer à prendre de l'extension mais les débuts furent assez pénibles : on ne saurait l'exprimer plus éloquemment que l'a fait Monsieur BOYER-BANSE dans un article paru en 1928 au Bulletin de la Société de Géographie de l'Afrique du Nord :

« Une certaine lenteur dans le mouvement mutualiste à ses débuts était inévitable. Qu'on veuille bien songer qu'il ne s'agissait rien moins que de constituer de toutes pièces un ordre économique nouveau, et qu'avant 1901 les colons algériens, et à fortiori les indigènes n'avaient aucune idée de ce qu'on pouvait attendre de la coopération et de la mutualité.

Ces mots obscurs évoquaient pour eux de vagues abstractions, éveillant leur méfiance beaucoup plus que leur sympathie. Par tradition et par tempérament la plupart des colons étaient profondément imbus d'individualisme. Quand l'évidence des faits, en bien des circonstances leur démontrait en toute clarté leur faiblesse, conséquence de leur isolement, ils n'étaient que trop enclins comme tous les faibles à tendre les bras vers l'Etat, solution faible et décevante. Rien ne les avait préparé à la solution forte, seule efficace, consistant à prendre en mains eux-mêmes la défense de leurs intérêts collectifs par l'organisation de groupements ayant pour base

l'entraide individuelle sur le terrain professionnel.

Pour tous les agriculteurs algériens de la génération d'avant-guerre, l'avènement de la mutualité agricole a été une révélation et une surprise telle qu'il a fallu à la masse un certain temps pour se rendre compte de la portée réelle des innovations qui s'accomplissaient. L'élite des agriculteurs ne s'y est toutefois pas trompée et a vu très vite la force illimitée de progrès économique et social incluse dans leurs formules nouvelles. Dès le début, les associations mutualistes et coopératives ont bénéficié d'admirables dévouements».

Malgré ces lenteurs, ces hésitations que devait amener la nouvelle compréhension du crédit agricole, il se créa en 1901 5 caisses locales et 3 caisses régionales, celles d'Alger et de Tlemcen d'abord, celle d'Oran peu après. Ces caisses commencèrent immédiatement leurs opérations et un an après en 1902, la Caisse Régionale d'ALGER avait déjà consenti 340.000 francs de prêts.

Le mouvement d'extension ne fit que s'accroître. En 1902 on assiste à la fondation de 28 caisses locales et des caisses Régionales de Djidjelli, de Koléa et de Douéra. L'année suivante voit la création de 30 caisses locales et des caisses régionales de Constantine, Bougie, Sétif, Philippeville et Bône.

L'activité des caisses régionales commença alors à se manifester de façon intense. Naturelle

ment, elles allèrent d'abord au plus pressé et tous leurs efforts se portèrent sur le besoin qui se faisait le plus vivement sentir, celui du crédit à court terme ou crédit de campagne, destiné comme nous l'avons vu à couvrir les frais d'une récolte ; frais de labour, achat de semences ou d'engrais, mise à l'engrais du bétail etc. . Un peu plus tard les Caisses Régionales commencèrent à consentir les crédits collectifs aux sociétés coopératives, crédits que nous examinerons par la suite.

La mutualité prenait donc une extension de plus en plus grande ; de nombreuses conférences furent faites aux colons pour leur démontrer les avantages de ces crédits mutuels. Les colons algériens se rendirent très vite compte du parti qu'on pouvait tirer de ces organismes et firent tous leurs efforts pour les développer.

Pendant toute cette première période les mutualités trouvèrent un appui sérieux et un soutien énergique dans les Délégations Financières. A la veille même de la guerre, les Délégations Financières décidèrent d'accord avec l'administration, d'élaborer un vaste programme de réorganisation de l'agriculture algérienne sur des bases scientifiques et modernes. Une grande commission fut nommée comprenant les personnalités les plus compétentes du monde agricole et de l'administration. Après de longs travaux, cette commission aboutit en Janvier 1914 à l'élaboration d'un programme qui prévoyait expressément le développement systématique de la mutualité agricole,

programme dont l'application ne put être faite à cause de la déclaration de guerre, mais qui fut, à quelques années de retard, le même que celui adopté de 1921 à 1928.

Lorsque la guerre éclata, on comptait à ce moment en Algérie un véritable réseau de Caisses Locales et Régionales, soit :

41 caisses régionales groupant 269 caisses locales et 16.240 adhérents. Leur chiffre d'affaires en ce qui concernait les prêts à court terme atteignait environ 9 millions de francs.

La période de la guerre et celle de l'après-guerre, c'est-à-dire les deux ou trois années qui suivirent immédiatement la signature de l'armistice, furent des périodes de stabilisation, sinon de régression pour les institutions de crédit agricole mutualistes. Cela se conçoit aisément.

La guerre avait retiré des Conseils d'administration de toutes ces sociétés, l'élite des hommes jeunes, propulseurs du mouvement en avant. C'est là la raison pour laquelle le programme d'extension élaboré en 1914 sous la direction de M. Luthaud, ne put recevoir sa réalisation immédiate. Nombreux également étaient les colons mobilisés qui, sans le cataclysme universel, auraient contribué à la marche en avant de ces institutions. Les Caisses mutualistes, se contentent de conserver leurs positions : fin 1913, pour les prêts à court terme le chiffre d'affaires atteignait 9 millions de francs. Fin 1920, il se monte pour la même sorte de crédit à 10 millions de francs ;

mais cette légère progression n'est qu'apparente, et constitue plutôt une régression, car il ne faut pas se laisser tromper par les données de la statistique et bien considérer que la somme de 9 millions de francs, évaluée fin 1913 en francs or, est bien plus considérable que celle de 10 millions, évaluée fin 1920 en francs papier.

On comprend facilement cette stagnation des Caisses locales et Régionales pendant la période de guerre, mais on la conçoit moins aisément dans les deux ou trois années postérieures à la signature de la paix. Il semble qu'au contraire les colons auraient dû se grouper, pour rendre au mouvement mutualiste qui leur avait déjà rendu d'appréciables services, toute son ampleur primitive. Il n'en fut rien cependant.

Avec le retour des mobilisés, il devait inévitablement se produire un flottement dans la reprise des affaires. Après le bouleversement social de 1914-1918, comme après toutes les grandes calamités, il y eut, pendant deux ou trois ans, un ère de prospérité factice ; or, ceux qui se groupent dans l'adversité, ont plutôt tendance au contraire à relâcher les liens sociaux dans les époques prospères. A ce moment, on sousestima, on médaigna même les services qu'avaient rendu les mutualités, d'où leur mouvement de régression qui fut heureusement tout passager.

Cette période, en effet fut de courte durée: la crise économique, loin d'être conjurée ne faisait au contraire que commencer. La crise n'était pas particulière à

l'Algérie, mais dans notre colonie, elle se compliquait par surcroît de difficultés consécutives à la récolte de 1919 déjà très mauvaise et à celle de 1920 une des plus déficitaires qu'on n'ait jamais eue. Naturellement, une pareille crise n'allait pas sans un resserrement bancaire. La situation devint très pénible pour les colons. La voici, telle que l'exposait Monsieur BRIERE, rapporteur sur la question du Crédit Agricole à la session du 12 Mars 1921 des Délégués de la Fédération des syndicats agricoles de l'Oranie.

« Il est de toute urgence que les établissements financiers reviennent à une plus juste appréciation des choses. Les colons pour continuer leurs travaux n'ont pas trente-six moyens de se procurer l'argent nécessaire. Ou les banques les aideront, ou les colons vendront à l'avance leurs récoltes ; et dans ce dernier cas, ils savent ce qui les attend. Pour empêcher les agriculteurs de passer sous les fourches caudines de certains commerçants, il faut, il est indispensable que les Banques leur fassent confiance » (1)

Or c'était cette confiance qui à ce moment là faisait défaut aux grands établissements financiers. Les colons se tournèrent alors instinctivement vers leurs institutions de crédit mutuel trop délaissées depuis la guerre. Les Caisses Régionales, devant cet afflux de demandes firent tout ce qui était en leur possible pour améliorer la situation, mais elles manquèrent de ressources du fait du resserrement financier des autres

(1) Exposé des travaux de la Fédération des Syndicats agricoles de l'Oranie. - Rapport de M. Brière (Mars 1921),

établissements. C'est une aide apportée à ces caisses régionales que Monsieur BRIERE réclame au nom des colons d'ORANIE, dans une autre partie de son rapport.

"Les Caisses de crédit Agricole, dit-il, ont fait beaucoup mais auraient pu faire davantage si elles avaient rencontré elles aussi, un peu de bonne volonté près des Banques. Nous espérons que le crédit agricole mutuel recevra des avances moins parcimonieusement et pourra étendre ses prêts à un plus grand nombre de bénéficiaires. Alors qu'en principe les Caisses Régionales pourraient se voir attribuer des avances égales à quatre fois le montant de leur capital, alors, qu'en théorie, elles devraient pouvoir obtenir une fiche d'escompte en banque égale à quatre fois le montant de leurs dépôts, en pratique, elles ont obtenu avec beaucoup de difficultés d'escompter deux fois le chiffre de leur avoir. C'est tout à fait insuffisant; ceux qui consacrent leur temps et leur peine à gérer des associations de crédit mutuel se désolent d'arriver à de trop maigres résultats, faute d'un concours efficace de l'administration et faute de bonne volonté des banques. (1)

A la suite de ce rapport "L'assemblée générale des Syndicats agricoles du Département d'ORAN, émue des difficultés où se débat l'agriculture par suite du resserrement de crédit;

" Considérant que la prospérité de la colonie repose sur le rendement du travail des colons, que ces derniers

(1) *Extrait du rapport de M. Brière (Mars 1921).*

ne peuvent mener à bien leur tâche sans l'assistance bienveillante des banques, qu'il est du devoir et de l'intérêt bien compris de ces dernières d'aider dans la plus large part la production algérienne, que les colons dans leur ensemble, méritent confiance et sympathie, que les résultats obtenus par eux dans le passé répondent de ceux à venir :

émet le vœu :

1° - Que les crédits de campagne en usage avant la guerre soient rétablis.

2° - Que le papier souscrit par les agriculteurs honorables soit accepté à l'escompte par les établissements auxquels la Banque de l'Algérie offre dans ce but spécial des facilités de réescompte.

3° - Que les avances aux caisses de crédit agricole mutuel soient proportionnées aux débours considérables que nécessite aujourd'hui le fonds de roulement d'une campagne à l'autre ».

A la suite de ce vœu, les Présidents des Fédérations de Syndicats agricoles et des Chambres d'agriculture engagèrent des demandes instantes auprès du Gouvernement Général et de la Représentation Algérienne. L'administration, ainsi sollicitée, appuya énergiquement ce retour vers la mutualité et consentit en 1921 près de huit millions d'avances nouvelles prélevées sur les versements supplémentaires récemment consentis à la colonie par la Banque de l'Algérie, en contre partie d'un nouveau renouvellement de son privilège.

Les Caisses Régionales, stimulées par cet encouragement efficace, portèrent leurs efforts au maximum et réussirent au cours de la campagne 1920 à 1921 à tripler le montant de leurs prêts à court terme qui passèrent de 10 millions de francs en 1920 à 31.431.000 francs en 1921.

Le service éminent rendu en cette occasion par les Caisses Régionales ne s'oublie pas et ne saurait être trop souligné. Sans leur intervention efficace, bien des régions n'auraient pu être ensemencées en 1920-1921 et de nombreux colons auraient été irrémédiablement ruinés. On peut donner en exemple la région du SERSOU, une des plus fertiles de l'Algérie où les semailles n'auraient pu se faire sans le secours de la Caisse Régionale d'ALGER, qui accorda cette année là (1921) dans cette seule région plus de trois millions de crédits de campagne.

Depuis cette époque, on a pu se rendre compte des services que les institutions mutualistes étaient susceptibles de rendre au point de vue agricole. Leur essor ne s'est plus ralenti de 1921 à 1928. Dans le domaine du crédit à court terme, les prêts consentis ont augmenté dans des proportions extraordinaires. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se reporter aux chiffres ci-dessous indiquant le maximum des prêts accordés pendant ces dernières années :

1920	10.000.000 de francs
1921	31.431.000 »
1922	33.733.000 »
1923	49.643.000 »

1924	63.094.000	francs
1925	89.386.000	»
1926	108.093.000	»
1927	179.231.000	»

Forcément, les Caisses Régionales passant d'un chiffre d'affaires de 10 millions de francs à un chiffre d'affaires de 180 millions ont été obligées de modifier leur économie intérieure. Certaines sont devenues de véritables banques à rayon d'action très étendu et employant un nombreux personnel ; les exemples les plus typiques de ces agrandissements sont ceux de la Caisse Régionale d'Alger — PORTALIS qui, fin 1926 avait un capital versé de 3.020.000 Frs et groupait 75 caisses locales, et de la Caisse Régionale de Bône avec un capital versé de 2 millions 500.000 francs environ.

Au point de vue économie intérieure, cette réorganisation des Caisses Régionales, réorganisation qui d'ailleurs s'imposait vu la progression constante du chiffre d'affaires, était chose relativement facile. Une autre question se posait, et celle-là beaucoup plus importante. Le chiffre des prêts ayant augmenté de 170 millions de 1921 à 1927, par quels moyens les Caisses Régionales ont-elles pu se procurer les ressources nécessaires pour faire face à cette affluence de demandes ?

Pendant toutes ces dernières années, alors que se manifestait l'activité toujours plus grande des institutions mutualistes, l'Administration ne s'est pas départie un seul instant de la ligne de conduite qu'elle s'était tracée, et les avances de la colonie aux Caisses

Régionales n'ont pas cessé d'augmenter. Elles ont été pour ces dernières années de :

7.000.000 de francs en 1920		
15.000.000	»	1921
15.000.000	»	1922
17.000.000	»	1923
19.700.000	»	1924
21.000.000	»	1925
20.000.000	»	1926
22.000.000	»	1927

Evidemment, malgré tous les efforts de l'administration, les avances consenties aux Caisses Régionales de crédit n'ont pu augmenter dans les mêmes proportions que leurs chiffres d'affaires. De 1920 à 1927 le montant de ces avances est passé de 7 millions à 22 millions augmentant ainsi de 15 millions de francs, mais, pendant ce même laps de temps, les prêts accordés par les Caisses Régionales sont passés de 10 millions en 1920 à 180 millions en 1927, augmentant ainsi de 170 millions, 15 millions étant couverts par les avances officielles, restaient 155 millions de francs à se procurer.

On ne pouvait pousser les Caisses Régionales à solliciter des dépôts du public ; elles reçoivent bien des dépôts mais presque tous sont à vue. C'est là pour les caisses, autres que les plus importantes, un véritable danger ; en effet, en période prospère, le chiffre des dépôts augmente d'une façon inconsidérée ; survienne une période

de crise économique, brusquement tous les dépôts sont réclamés et les Caisses dans l'impossibilité de les restituer. On a pensé aussi à émettre des obligations, mais le crédit est cher et dans ce cas les Caisses ne pourraient plus prêter à bon marché.

La solution qui parut la meilleure, fut d'orienter les Caisses Régionales vers les emprunts en Banque par voie de réescompte de leur portefeuille. Outre ses avantages immédiats, cette solution présentait sur toute autre une supériorité considérable ; elle tendait à concilier les intérêts respectifs des caisses et des banques, en établissant entre elles une collaboration continue favorable à la fois à l'intérêt général et aux deux séries d'institutions elles mêmes.

L'appel adressé aux Banques dans ce sens par les Caisses Régionales d'une part et par le Gouvernement Général de l'Algérie de l'autre, rencontra l'écho le plus favorable auprès de tous les établissements de crédit de la colonie. (Compagnie Algérienne - Crédit Lyonnais - Société Générale etc..) sauf auprès d'un seul, le plus important la Banque de l'Algérie.

On peut le dire aujourd'hui en toute impartialité, ce puissant établissement, pivot essentiel de toute l'organisation bancaire en Algérie, semble bien en la circonstance n'avoir pas eu clairement conscience du devoir que lui imposait sa situation privilégiée de Banque d'émission. Sa résistance injustifiée aux revendications les plus

modérées et les plus légitimes des Caisses Régionales dura plus de quatre ans. Après diverses péripéties, que nous exposerons postérieurement, un accord survint en 1926, accord qui comportait de la part de la Banque de l'Algérie un double engagement.

1° - Elle acceptait d'une part d'ouvrir au papier à court terme des Caisses Régionales une fiche de réescompte de 100 millions.

2° - Elle promettait d'autre part de mettre à la disposition de la colonie pour faciliter l'organisation du crédit agricole à long et à moyen terme et des œuvres sociales urbaines, une avance de 30 millions de francs à 2%. (Il a été décidé depuis lors par les Délégations Financières, que la fraction à prélever sur cette somme pour le crédit agricole à long et à moyen terme sera de 18 millions de francs). (1)

L'ouverture d'une fiche de 100 millions de réescompte au papier à court terme des Caisses Régionales a résolu, sinon définitivement, du moins pour longtemps le problème des ressources au crédit agricole à court terme. L'accord conclu en 1926, a été loyalement appliqué en 1927 par la Banque de l'Algérie sous la direction de son nouveau et éminent directeur, Monsieur Picard. Les Caisses Régionales en ont largement profité. Leur avenir dans cette voie du crédit à court terme ne dépend plus maintenant que d'elles mêmes.

(1) Loi du 28 Juillet 1927 — Art. III

Considérée dans son ensemble, la période de 1921 à 1927 apparaît comme une époque décisive de l'évolution du crédit agricole mutuel en Algérie, époque d'essor pour le crédit à court terme, d'étude et de préparation pour le crédit à long et à moyen terme dont la prochaine organisation est d'ores et déjà fixée sur des bases qui autorisent tous les espoirs. (Caisse Foncière agricole — Loi du 28 Juillet 1927).

CHAPITRE IV

Sociétés coopératives de production agricole.

Section I-Définition - Organisation - Statuts

Par ses réalisations actuelles et par son allure nettement progressive, la coopération s'affirme comme l'une des ressources d'avenir les plus précieuses dont dispose l'agriculture de notre pays, et pourtant, il en est peu ou elle ait apparu aussi tard.

Malgré l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie principalement, la coopération ne devait se faire jour chez nous qu'au début de ce siècle. Jusque là, même au cours d'épreuves sévères où la coopération eut cependant été d'un grand secours, l'esprit de nos agriculteurs avait abouti à en ébaucher plutôt qu'à de véritables réalisations coopératives. On a pu l'expliquer dans une certaine mesure par l'éveil plus lent d'indispensables forces de soutien. A cet égard, on a rappelé le développement tardif du crédit agricole, la persistance assez longue de conditions peu favorables à l'association.

C'est surtout à l'élan syndical qui a suscité une association large et forte entre les agriculteurs que l'on doit rattacher le mouvement coopératif.

Corollaire de l'effort syndical, la coopération agricole accuse ainsi très fortement l'une des

caractéristiques nationales de notre agriculture. Si dans les autres pays, la coopération s'est appuyée directement sur les institutions de crédit, chez nous, c'est le syndicat qui, presque toujours, est à la fois l'organisme promoteur de la coopération et du crédit. Grâce d'ailleurs à cette connexion syndicale, nos coopératives ont une ligne de conduite plus souple, des perspectives plus étendues que dans les autres pays où elles sont munies de soutiens immédiats plus solides.

Le principe des coopératives est excellent. Fournir au petit producteur l'outillage et l'aménagement, utiliser tous les éléments de production agricole par des services d'intérêts collectifs (engrais, électricité, traitement de sous produits) réorganiser le marché par des garanties efficaces de sincérité, tels sont les buts poursuivis.

L'Etat, en raison de son incompétence, ne pouvait être à la tête du mouvement coopératif. Des groupements financiers auraient pu le diriger, mais auraient exigé le capital, songeant surtout à lui-même, d'onéreuses garanties. Les agriculteurs se sont rendu compte de cette situation et ce sont leurs groupements, soutenus par le concours financier du Gouvernement qui en ont pris l'initiative et la direction.

Le régime des Sociétés coopératives en Algérie a été organisé ou plutôt réorganisé par le Décret du 26 Novembre 1925, complété par un arrêté du Gouverneur Général du 5 Décembre de la même année. Primitivement, elles étaient régies par la loi du 26 Février

1909. Le décret du 28 Février 1924, et enfin celui du 26 Novembre 1925 sont venus leur accorder de nombreux avantages.

«Elles ont la faculté d'effectuer ou de faciliter toutes opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles (provenant exclusivement des exploitations des associés).

Quelles sont les Sociétés auxquelles s'appliquent les décrets mentionnés plus haut ? Le Décret du 26 Novembre 1925 les définit dans ces termes :

Ce sont «Les sociétés agricoles ayant pour objet de procéder à la fabrication de toutes matières, de tous produits ou instruments utiles à l'agriculture, à l'exécution des travaux agricoles d'intérêt collectif soit de doter une région ou une agglomération rurale d'installations modernes d'intérêt collectif, tels qu'abattoirs industriels, entrepôts frigorifiques, réseaux ferrés etc... d'entreprises d'hygiène sociale ; en particulier pour la construction de logements hygiéniques destinés à des ouvriers ruraux, ou bien pour l'amélioration de bâtiments agricoles reconnus insalubres par le service du Génie rural».

Cette énumération étend donc les avantages de la production agricole à l'industrie agricole.

Les coopératives de production agricole bénéficient de certains avantages ; au point de vue fiscal, elles ne sont assujetties à aucun impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux bien que leurs bénéfices soient répartis à leurs adhérents sous forme de ristourne. Au point de vue financier, elles reçoivent des

subventions «égales à trois fois le capital versé» (Article 31 du Décret du 26 Novembre 1925). En plus de cela les Caisses Régionales de crédit facilitent leurs opérations en leur accordant des crédits. En Algérie, l'intervention financière des ces Caisses Régionales a joué un rôle déterminant dans la création des premières sociétés de ce genre. Les coopératives ont trouvé d'autant plus facilement accès près des Caisses Régionales, que bien souvent les Conseils d'administration de ces dernières sont composés des mêmes personnes que ceux des coopératives : de ce fait, les Coopératives escomptent facilement leur papier près de la Caisse Régionale. Le seul inconvénient de cet état des choses, est qu'il n'existe pas de contrôle effectif sur le fonctionnement de ces Sociétés.

Comme contre partie aux avantages qu'elle leur accorde, la loi oblige les coopératives à ne transformer que des produits provenant exclusivement des exploitations des associés: cette loi d'ailleurs est bien souvent violée.

L'orientation économique des coopératives est un problème mis à jour par d'urgentes nécessités. Plus que jamais cette orientation économique est dominée par la question des rapports à établir entre elles et les groupements de consommateurs.

La nécessité des Coopératives est indiscutable : elle apparaît de plus en plus nette à mesure que sous la pression des difficultés de la vie toujours plus ardues, on devient plus attentif à ces différences vraiment déconcertantes qui séparent les

prix payés par le consommateur et la rémunération effective de ceux qui ont assumé le coûteux labeur de la production agricole. Certaines légendes mensongères qui représentent les agriculteurs comme étant les responsables ou plutôt les bénéficiaires de la cherté de la vie, doivent disparaître ; ce sont eux au contraire que la désorganisation des prix atteint le plus durement puisqu'elle les atteint dans leur double qualité de producteur et de consommateur.

Ce redressement de l'opinion a donné lieu à divers projets qui dans certains pays ont déjà trouvé leur réalisation. L'un d'entre eux pratiqué à diverses reprises et qui a trouvé des défenseurs résolus, repose sur l'association préalable entre coopératives agricoles et coopératives de consommateurs. L'organisation mixte ainsi constituée emprunte par moitié son personnel dirigeant et son capital aux agriculteurs et aux consommateurs. Ce groupement intercorporatif joue à l'égard des producteurs agricoles et des consommateurs un rôle à peu près identique à celui de l'intermédiaire commercial ; il achète et vend au prix du marché. Le profit commercial n'est pas éliminé mais partagé en dernière analyse sur la base d'une égalité parfaite entre les deux groupements composants.

D'autres préfèrent à cette conception du profit commercial modifié seulement dans sa répartition un effort direct en vue d'assurer aux parties en présence, la garantie commune d'un

prix plus stable et calculé en relation plus exacte avec les charges effectives de la production.

Mais, ce ne sont là que des discussions de technique coopérative. De tout cela, la seule chose à retenir c'est l'universelle aspiration qui se manifeste en faveur de l'utilisation mutuelle des forces sociales dont l'intervention directe sur le marché doit au grand dam des intermédiaires aboutir à des résultats de sécurité et de justice économique.

Mais il est certain que la réalisation de semblables vues d'avenir implique au profit des coopératives agricoles un régime juridique élargi.

Si la nécessité de fortes bases locales s'impose d'une façon particulièrement impérative aux groupements coopératifs d'agriculture, il est d'une large évidence que c'est seulement par des fédérations puissantes, aux ressources étendues que pourront s'effectuer ces œuvres de propagande et d'entente par lesquelles doit s'affirmer leur rôle véritablement social.

A l'heure actuelle, il y a entre ces groupements supercoopératifs et les organismes de base, d'appréciables différences de constitution. Les fédérations de groupements ne bénéficient pas du régime des coopératives, par conséquent, le concours financier de l'Etat leur est refusé.

Les fédérations existantes ont recours soit à la forme syndicale lorsqu'elle suffit à leur programme soit aux règles pures et simples du droit commun des sociétés, lorsqu'elles veulent faire œuvre

de sociétés et non de syndicats. Cette concordance incomplète des régimes entre les organismes fédéraux et les organismes composants, la privation du concours financier de l'Etat pour les réalisations de cadres étendus, constituent de très appréciables causes de gêne et de faiblesse.

Une proposition de loi a essayé de remédier à ces causes, poursuivant par cela même, un but éminemment utile; c'est la proposition de «LOI CHANAL» du 29 Janvier 1924. (1)

Cette proposition de loi aurait notamment pour but d'assimiler les fédérations de coopératives agricoles aux coopératives de base; le régime juridique, le droit aux avances et subventions de l'Etat leur seraient également commun. Cette évolution du même ordre que celle réalisée par la Loi du 12 Mars 1920 à l'égard des Unions de syndicats, paraît conforme aux exigences économiques les plus évidentes.

Le même texte prévoit une assimilation analogue pour les groupements qui unissent à des coopératives agricoles des groupements de consommateurs. Nous avons déjà vu avec quelle énergie doivent être encouragées toutes les tentatives ayant pour objet de hâter et consolider cet ordre d'entente. Nous pouvons nous demander toutefois, si étant donné que les coopératives de consommation ont leur régime, leurs ressources de sou-

(1) Voir officiel - Sénat - Annexe 1924 - n° 48.

tien propre, si l'assimilation pure et simple d'organismes d'entente et de fusion à des coopératives agricoles constituerait la formule complètement adéquate aux nécessités de semblables groupements et si on ne doit pas rechercher une solution plus exactement adaptée à leur nature propre.

L'intérêt d'un régime juridique plus large consiste surtout pour les Coopératives agricoles en une vocation plus étendue au concours financier du Gouvernement. Examinons quelle est l'importance des disponibilités offertes aux Coopératives agricoles et leur relation avec les besoins actuels.

L'Etat, avec une juste raison a mis tout en œuvre pour aider les coopératives. Cette aide n'a fait que croître au fur et à mesure des besoins et a même amené en 1926 des revendications du Syndicat commercial algérien. Comme les Caisses Régionales, les sociétés coopératives reçoivent des avances de la colonie et une partie des redevances de la Banque de l'Algérie sont mises à leur disposition mais à la différence du crédit agricole individuel auxquelles des avances seules sont consenties, le crédit agricole coopératif s'est vu attribuer des subventions qui n'ont pas à être remboursées.

Les libéralités accordées par l'Etat aux sociétés coopératives de production sont importantes. Au début de 1926, les subventions consenties par le Gouvernement s'élevaient à 6 millions et les avances à plus de 24 millions de francs. Jusqu'au

début de 1925, les coopératives recevaient en subventions de la colonie, 1/4 des frais de premier établissement ; cette proportion a été maintenue à 25 % pour les docks à tabacs et les coopératives cotonnières, mais ramenée à 10 % pour les caves coopératives et les docks à céréales. (1)

Comme aux Caisses Régionales, une partie des redevances de la Banque de l'Algérie leur sont attribuées, elles ont reçu :

1/3 des redevances 1900 - 1911 (Loi du 20/2/1909).

100.000 Frs des redevances 1912 - 1917 (Loi du 3/12/1913)

une partie des redevances depuis 1918 distribuée par la Commission spéciale de crédit agricole (Loi du 5/8/1921)

Soit au total ont été ainsi fournis :

1900 - 1911.	900.000 Francs
1912 - 1917	600.000 »
1922.	2.640.000 »
1923.	2.300.000 »
1924.	5.640.000 »
1925.	2.000.000 »
1926.	2.000.000 »
1927.	2.000.000 »

Ces ressources sont évidemment importantes mais il faut cependant remarquer qu'avec le déve-

(1) Décret du 26 Novembre 1925.

loppement actuel de l'action coopérative, elles sont inférieures aux besoins.

Quand on observe le mouvement coopératif, deux caractéristiques paraissent tout d'abord :

d'une part l'urgence de son développement, urgence vivement ressentie par ceux qui ne craignent pas de l'assurer au prix de sacrifices manifestement courageux, si on se représente en particulier la situation d'agriculteurs qui préoccupent la menaçante conjonction d'un prix de revient, qui dépasse parfois (surtout lorsqu'il s'agit de frais de construction) les limites de la dévaluation monétaire, et d'un prix de vente qui même dans les périodes relativement clémentes, demeure si disproportionné avec elle en sens inverse.

d'autre part, les compressions, les retards aussi préjudiciables sinon plus à l'intérêt général qu'à ceux dont les projets se trouvent ainsi plus ou moins longuement différés, qu'impose malgré toutes les bonnes volontés la limitation des ressources de ces sociétés.

Pourtant, malgré cela, les libéralités accordées aux Sociétés coopératives en Algérie par le Gouvernement, ont soulevé maintes critiques. La Banque de l'Algérie ne les a pas toujours considérées avec beaucoup de sympathie, et cela du fait que les Caisses Régionales ont tendance à escompter facilement et sans contrôle le papier des coopératives. On reproche également aux coopératives de ne pas atteindre le but visé

en accordant plus de crédit à la grosse propriété qu'à la petite propriété. Il est vrai que c'est bien souvent un moyen pour les gros cultivateurs de profiter de l'intérêt que la colonie porte aux petits et que bien souvent des entreprises en pleine prospérité reçoivent des millions en avances.

Mais, il faut bien se dire que seuls ces gros cultivateurs possèdent les ressources nécessaires à la création et au fonctionnement de ses coopératives et que, malgré quelques abus très nets leur admission a rendu de grands secours à la cause coopérative.

Quant aux avances de l'Etat, elles ont permis, dit-on, aux agriculteurs de se lancer dans les opérations hasardeuses et cela sans trop de risques, puisque en cas d'échec la majorité des fonds est fournie par le Gouvernement. Bien que ces libéralités ne suffisent point au complet développement des Sociétés coopératives, depuis 1924, le Syndicat commercial algérien se faisant l'interprète des « non colons », ne cesse de s'élever contre les subventions accordées à ces sociétés, qui, à son avis grèvent, le budget algérien de charges relativement lourdes.

Les partisans du mouvement coopératif combattent cette opinion de toutes leurs forces ; en effet, il ne s'agit pas pour le budget de sacrifices proprement dits, mais surtout de transmission de ressources à réaliser dans le sens le plus nettement productif. Or, il n'est pas de dépenses plus

productives, socialement et économiquement, aussi bien que budgétairement, que les encouragements donnés aux coopératives. Le crédit, éminemment sûr qui leur est consenti, les subventions qu'elles reçoivent ont pour résultat rapide de procurer à l'Etat sous forme de paiement de droits de consommation, et de circulation, des sources supplémentaires de revenus beaucoup plus que compensatrices. Il ne saurait y avoir de circonstances où l'encouragement s'accompagne pour la collectivité d'un placement d'avenir plus assuré.

Nombreuses également ont été les discussions à propos des impôts sur le chiffre d'affaires et sur les bénéfices industriels et commerciaux.

L'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires à des groupements coopératifs qui effectuent des actes de production de transformation pour le compte exclusif de leurs adhérents, et vendent les seuls produits ainsi obtenus, irait à l'encontre de la logique fiscale la plus évidente; il faudrait admettre qu'un même acte est susceptible de qualifications différentes selon qu'il est accompli par un agriculteur isolé ou par un groupe d'agriculteurs. Semblable distinction irait notamment à l'encontre des deux courants sociaux, intimement connexes d'ailleurs qui se sont destinés avec tant de force au profit de la coopération et de la propriété paysanne.

On ne saurait parler utilement ici d'égalité fiscale, ni faire état de ce qu'en effet la transformation et la conservation en commun sont pour certains plus avantageuses que ne le seraient la transformation et la garde réalisées individuellement. Il

n'y a pas à notre avis, dans cette différence de bénéfice, assimilation en quoi que ce soit à un revenu commercial, mais simplement résultat d'une gestion habile secondée par un effort de solidarité professionnelle. Les producteurs ont usé du droit qui appartient à chacun d'assurer par une administration économique, la valeur la plus élevée possible aux éléments de son patrimoine. Il convient d'ailleurs d'ajouter qu'il s'agit surtout de mesures compensatrices. Grâce à la coopération, un groupe de petits exploitants permet à ses membres de se procurer une série d'avantages techniques inhérents à une grande exploitation pourvue de capitaux.

La situation des coopératives de production, et d'une façon plus générale, de tous les groupements agricoles intégralement coopératifs, est donc de celles que la taxe sur le chiffre d'affaires ne devrait pas atteindre.

Les sociétés coopératives, bien que leurs bénéfices soient répartis entre leurs adhérents sous forme de ristournes ne paient aucun impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (Decret du 18 Février 1924). Cette exemption fiscale a soulevé les protestations des industriels et des commerçants qui prétendent être eux aussi des producteurs et des transformateurs de richesses. L'application éventuelle de cet impôt à l'agriculture a été envisagée.

Cet impôt serait demandé (projet de loi de

Finances) (1) non pas seulement aux sociétés coopératives, mais aussi à tous les agriculteurs isolés ; il serait perçu " sur toutes les transformations de produits agricoles lorsqu'elles présenteraient le caractère d'une fabrication industrielle ". Ce projet n'implique aucune défaveur spéciale au regard des coopératives, puisqu'il atteint même les exploitants isolés, mais il peut en impliquer une autre, vis à vis des agriculteurs qui s'efforceraient selon une formule souvent usitée et à laquelle un sens fiscal péjoratif s'attacherait désormais, " d'industrialiser " leur production, c'est à dire en somme de la mettre en harmonie avec l'Etat des ressources économiques de leurs temps.

Une proposition de loi, la " proposition LESACHE et BARTHE " atténue sensiblement ce péril. (2) L'industrialisation, source d'impôt, aurait aux termes de ce nouveau texte pour critérium exclusif, non le moyen employé mais le but poursuivi ; l'agriculteur serait sujet à l'impôt sur les bénéfices industriels dans le cas seulement où il voudrait obtenir à l'aide des matières premières que son sol lui a fournies, un produit n'ayant véritablement plus en vertu des usages un caractère agricole. Dans la mesure au contraire où le produit final conserverait ce caractère, le régime de l'impôt ne serait pas changé pour

1) *Projet de Loi de Finances pour 1926 n° 1956 . art. 5.*

2) *Proposition Lesaché et Barthe n° 2408. Chambre, annexes
ance du 15 Janvier 1926.*

l'agriculteur, quelque perfectionnée que put être la technique employée.

Moins menaçant grâce à ce correctif, l'impôt n'atteindrait évidemment aucune des opérations dévolues aux coopératives. Sans qu'il soit besoin de rien dire au sujet de la vinification, il est certain que la distillation par son cadre traditionnel, par l'ancienneté de ses habitudes dont témoigne en les protégeant, le privilège des bouilleurs de cru (1) - privilège qui demeure en tout état de cause le témoin d'une tradition, - possède un caractère inéluctablement agricole.

Evidemment, cette proposition de loi apporte une amélioration considérable au projet de loi de finances précédemment cité, mais on peut se demander si la mise au point qu'elle poursuit, ne serait pas réalisée plus sûrement par le maintien pur et simple d'un critérium fiscal aux termes duquel on doit situer dans des catégories nettement distinctes ceux dont l'activité s'exerce sur leurs produits et ceux qui traitent les produits d'autrui. Le maintien de ce critérium ferait obstacle à ce qu'un agriculteur pût être surimposé en raison de son esprit inventif, des ressources neuves qu'il tire de l'utilisation de ses produits ou de ses sous-produits. En revanche il permet d'assimiler fiscalement à un industriel celui qui aurait trouvé dans sa qualité de récoltant un simple prétexte pour obtenir des produits dans lesquels la matière première venue

(1) Les bouilleurs de cru pas plus que les Stés coopératives ne sont soumis à l'impôt de la licence.

de son exploitation agricole n'aurait plus qu'un rôle accessoire.

Les agriculteurs demandent que les dispositions consacrant à leur détriment une véritable inégalité de charges ne leur soient pas appliquées d'autant plus qu'elles auraient pour résultat inévitable d'affaiblir un effort dont la valeur sociale est universellement reconnue. Les vœux de nos cultivateurs se bornent à ceci :

que les agriculteurs isolés ou associés demeurent comme par le passé indemmes de tous impôts sur les bénéfices commerciaux et industriels pour les opérations qui consistent en l'utilisation ou la transformation de leurs produits.

que les Sociétés coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, ou mieux que tous les groupements agricoles coopératifs soient exempts de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

que le statut légal des coopératives agricoles soit étendu aux fédérations formées entre ces mêmes coopératives.

que les crédits et les subventions de l'État aux coopératives agricoles soient développés dans la mesure du possible pour permettre une réalisation plus large de leurs fonctions économiques et sociales.

Section II — Historique du développement de ces Institutions

Le développement de la coopération agricole en Algérie a suivi un mouvement parallèle à celui des

institutions de crédit mutuel (Caisses locales et régionales). Les premières sociétés coopératives agricoles apparaissent en 1905 mais leur essor véritable ne date que de 1909. La loi du 26 Février 1909 autorisait en effet l'attribution d'avance à 2 % aux coopératives agricoles sur les versements de la Banque de l'Algérie.

Depuis ses origines, ce mouvement a toujours été soutenu et encouragé par le Gouvernement. Les Gouverneurs Généraux qui se sont succédés depuis 1901 à la tête de la colonie, ont compris tout l'intérêt que présentait pour l'avenir du pays cette formule nouvelle. L'appui officiel n'a donc jamais fait défaut aux coopératives et elles ont été autant sinon plus favorisées que les Caisses de crédit agricole ; aux avances de la Banque se sont ajoutées des subventions prélevées sur le budget de la colonie. En outre, les Caisses Régionales, dès le début du mouvement ont abordé le crédit collectif aux coopératives, ainsi que le prévoyait la loi du 29 Décembre 1906 et leur intervention financière a joué un grand rôle dans la création des premières sociétés coopératives.

La principale richesse de l'Algérie étant la vigne, le premier résultat de la coopération fut la création d'une cave coopérative. La cave coopérative peut être considérée comme le moyen réellement efficace de résoudre sur un terrain particulièrement délicat une des anxiétés les plus troublantes de notre époque : une technique de plus en plus exigeante dans ses moyens et perfectionnée dans ses résultats paraît militer en faveur d'une concentration intense de

toutes les opérations qui relèvent de l'œnologie ; à cette concentration il faut opposer dans les pays viticoles l'état de diffusion de la propriété.

Le rôle de la cave coopérative est de venir en aide aux vignerons qui se trouvent les plus démunis de l'outillage, qu'implique normalement une exploitation viticole, à ceux également qui se trouvent démunis de logement. De plus dans les pays chauds, la vinification est une opération délicate ; la cave coopérative par un vigoureux effort de solidarité transforme les viticulteurs isolés, et par conséquent désarmés, en privilèges à qui elle offre un outillage où se trouvent réunies toutes les ressources de la mécanique et de la chimie nécessaires à une vinification irréprochable et d'amples et sûres ressources de logement et cela sans que les colons soient obligés de passer, comme il y en a eu maints exemples, par les mains d'intermédiaires, experts surtout à les exploiter.

Le plus fréquemment les caves coopératives procèdent de la façon suivante :

Le cultivateur amène sa vendange à la cave coopérative, en échange des raisins qu'il apporte, chaque associé est immédiatement crédité d'une certaine quantité de vin (1) dont il pourra disposer à son gré dès la vinification terminée. Mais les caves coopératives ne laissent pas ainsi purement et simplement livrés à eux mêmes, ceux

(1) En moyenne 1 hl. de vin pour 140 à 150 kg. de vendanges.

dont elle a ainsi les récoltes en dépôt ; elle est un intermédiaire gratuit et diligent quoique facultatif, et elle recueille les offres d'achat qui lui sont communiquées par le commerce ; après examen, elle les transmet aux coopérateurs si elles lui paraissent susceptibles d'être prises en considération.

L'établissement des bases du compte ouvert entre la coopérative et chacun de ses membres, soulève deux questions essentielles, celle de l'équivalence quantitative exacte entre la matière première reçue et le produit distribué, celle de la répartition des frais.

La première question est résolue avec le maximum de simplicité. On met à la disposition de chaque adhérent, autant d'hectolitres de vin qu'il a apporté de fois 150 kilogrammes de vendanges. Il est tenu pour constant que les différences de cépages, de puissance alcoolique, sont dans l'ensemble compensées des différences d'ordre inverse dans le chiffre des rendements.

Il est évident, que cette formule implique une certaine homogénéité dans l'ensemble d'un vignoble et ne pourrait être transposée dans tous les milieux ; l'expérience a montré toutefois qu'il y avait intérêt à son rapprocher le plus possible et dans diverses caves, régies d'abord par des formules complexes, on tend à se rapprocher de la répartition à base purement quantitative.

C'est naturellement sur cette même base, que se trouvent reportés les frais de vinification.

Il est constant que la cave obtient une quantité de vin notablement supérieure à celle qui est remise à ses adhérents immédiatement (1).

Cet excédent de la quantité produite sur la quantité immédiatement distribuée, ne devient pas la propriété de la cave, elle lui est seulement confiée en vertu d'un mandat irrévocable d'ailleurs.

La cave vend la part de récolte qui lui est ainsi confiée, prélève sur le prix les sommes nécessaires à l'acquittement de tous ses frais et amortissements annuels ; en fin d'exercice le solde est distribué aux adhérents, proportionnellement à leurs apports initiaux toujours mesurés, comme dans la repartition première, dans leur consistance purement quantitative. Si l'on considère que les adhérents ont déjà reçu la quantité de vin représentant le rendement moyen d'une vinification courante, on peut dire que pour eux, le perfectionnement des services va de pair avec l'allègement des charges.

Cette formule d'organisation est en usage dans la plupart des caves, néanmoins d'autres sociétés ont institué une discipline plus stricte, imposé la vente intégrale en commun. Mais à travers ces divergences, une règle essentielle doit être sauvegardée. En vertu de la loi du 5 Aout 1920 et

(1) Distribution immédiate : 1 hl. pour 150 k. de vendange :
production effective : 1 hl. pour 124 k. environ.

des dispositions complémentaires de cette loi (1) les caves qui réalisent les caractères organiques de la société coopérative agricole, doivent, en définitive répartir leur produit net entre les adhérents en se basant sur la part qu'ils ont prise à l'activité collective, c'est à dire sur l'importance économique attribuée à la récolte qu'ils ont apportée. Le rôle du capital doit demeurer réduit à celui d'un soutien financier rémunéré seulement par un intérêt fixe, l'autorité, les droits à l'actif social ont pour mesure exclusive la part prise par chacun à la vie collective.

La doyenne de nos Caves coopératives algériennes est la Cave coopérative de Dupleix fondée en 1905, qui réussit à grouper les petits colons du littoral entre Cherchell et Ténès. Les résultats obtenus, la pleine réussite de cette cave encouragèrent les colons et dans le département d'Alger, on peut assister successivement à l'éclosion des caves coopératives de Gouroya-Fontaine du Génie-Zurich-Marceau-Marengo-. Les autres départements hésitent encore à entrer dans cette voie, cependant, dans le Département de Constantine se crée près de Bône mais en 1914 seulement, la cave coopérative de Blandan. Quant au département d'ORAN, il a été nettement retardataire à ce point de vue, etc'est seulement dans la période d'après guerre qu'y sera créée la première cave

(1) - Décret du 9/2/21 -Lois des 30/12/22 et 12/7/1923

coopérative, celle de Laveyssière dans la région de Tlemcen.

L'exemple des viticulteurs ne tarda pas à être imité par les autres branches de production locales. Les céréalistes notamment, entrèrent dans cette voie en créant un peu partout des sociétés coopératives de matériel agricole principalement en vue du battage des céréales.

Devant ces avantages, la production cotonnière n'hésita pas plus longtemps et dès cette époque, en 1905, apparut la Société coopérative des Planteurs de coton de la région d'Orléansville, sur cette dernière se modelèrent presque immédiatement après les Coopératives cotonnières de Bône et de Philippeville.

Au moment où éclata la guerre, il existait au total dans les trois départements algériens, 28 sociétés coopératives agricoles :

16 caves coopératives

9 sociétés de matériel agricole

3 coopératives cotonnières.

La guerre survint, et avec elle un notable ralentissement du mouvement de marche en avant. Nous avons déjà vu le trouble qu'elle avait occasionné dans le développement des caisses de crédit agricole mutuel, dans le domaine coopératif, le ralentissement se fit également sentir de façon momentanée; néanmoins de 1915 à 1920 on peut encore enregistrer 17

créations de Sociétés coopératives nouvelles se décomposant comme suit:

9 Sociétés cooperatives diverses

8 caves coopératives.

De 1921 à 1929, nous assistons à un développement extraordinaire de l'activité des Sociétés coopératives. Ces progrès vont de pair avec le mouvement de marche en avant du crédit mutuel et dans ces dernières années la coopération a pris sous toutes ses formes une extension remarquable. Non seulement les formes anciennes se sont multipliées mais d'autres entièrement nouvelles se sont créées. Parmi ces dernières, il convient de citer notamment deux institutions dont l'utilité est indiscutable, les docks coopératifs et les Tabaccops.

Les docks coopératifs sont de grands magasins où les blés sont entreposés, ils ne subissent là que des opérations d'ordre commercial ; pesage, triage, mise en silos, en attendant le moment de vente favorable. En un mot, les docks ont rendu aux céréalistes des services analogues à ceux que les Caves coopératives ont rendu aux agriculteurs ; ils leur ont permis de loger les récoltes, de les protéger des intempéries et grâce à eux ne se produira plus comme il s'est produit en Algérie l'année 1918 un accident regrettable ; faute de magasins pour l'abriter, la récolte qui était fort belle pourrit en partie. De plus ces docks présentent l'avantage de régulariser le transport par voie ferrée et d'éviter l'accumulation des grains dans les gares comme on le voyait encore ces toutes dernières

années, Parmi ces docks, certains ont une capacité énorme ; les docks de Constantine, de Burdeau, de Tiaret, de Sidi-Bel-Abbès, peuvent loger chacun 100.000 quintaux de grains ; celui de Relizane, très important puisque c'est là que se concentrent les récoltes du Sersou avant d'être dirigées sur Mostaganem, peut à lui seul en contenir 200.000 quintaux,

Quant aux Tabacoops algériennes, les services rendus par elles ont été immenses : grâce à l'importance de leurs opérations, elles ont pu créer des stations d'expérimentation méthodique ; elles ont fait apprécier le tabac algérien et ont conquis le marché extérieur. Aussi la culture du tabac s'est-elle développée de façon intense ; les plantations qui couvraient 20 000 hectares en 1918 en couvrent plus de 40 000 actuellement.

Cette extension des coopératives ne s'est pas arrêtée là ; elle a étendu son action dans tous les domaines de l'agriculture : elle s'est « industrialisée » en quelque sorte en vue de la transformation des produits agricoles : coopératives de mise en conserves de fruits et de légumes, coopératives d'utilisation des sous produits de la vigne et de l'olivier. Il n'existe pas d'endroits où la coopération n'ait pénétré et l'année 1926 a même vu se créer dans le Département d'Alger, deux sociétés coopératives d'éleveurs de moutons (1).

(1) Coopératives de Reghaïa et de Zenatra-El-Gourt.

Seuls quelques chiffres peuvent permettre de se faire une idée de l'importance du mouvement :

De 63 en 1922, les Coopératives agricoles sont passées à 154 en 1924 et à 181 en 1927 ; le nombre des cultivateurs affiliés à ces coopératives s'est élevé de 7.675. à 11.106, de 1924 à 1927 ; la capacité de logement des caves de 752.120 à 1.172.983 hectolitres, celle des docks à céréales de 620.000 à 1.100.000 quintaux, celle des docks à tabacs de 122.000 à 180.000 quintaux. Parallèlement à cet essor le montant total des avances qui leur avaient été accordées par la colonie depuis leur création est passé de 13.852.553 Frs à 34.847.903 Francs ; le montant des subventions de 6.086.899 Frs à 14.013.334 Francs.

Pendant l'année 1927, ce développement a atteint son apogée ; l'année a été féconde en créations : 12 caves pouvant loger 128.340 hectolitres de vin, 2 docks à céréales pouvant contenir 140.000 quintaux de grains, 16 sociétés de matériel agricole, 1 huilerie coopérative 1 viticoop soit au total 32 sociétés nouvelles groupant 1.121 coopérateurs.

Voici quelle était, fin 1927 la situation de nos sociétés coopératives algériennes :

Ce sont les Caves coopératives qui ont accusé le plus grand développement : au nombre de 26 en 1922, elles sont passées à 64 en 1924 groupant 1332 sociétaires. Elles atteignent actuel-

lement le nombre de 82 avec 1960 adhérents ; elles se répartissent ainsi :

52 caves dans le Département d'ALGER groupant 1401 sociétaires.

18 caves dans le Département d'ORAN groupant 336 sociétaires.

12 caves dans le Département de CONSTANTINE groupant 223 sociétaires.

Elles ont reçu de la colonie depuis leur création une somme totale de 25.087.700 Francs dont 18.934.700 à titre d'avances remboursables (sur lesquelles il reste dû 15.795.270 francs) et 6.153.000 francs à titre de subventions.

Le développement des dock à céréales n'est pas moins remarquable ; 3 en 1922 — 12 en 1924 avec 737 sociétaires. Il en existe actuellement 18 avec 1386 sociétaires répartis de la façon suivante :

6 docks coopératifs dans le Département d'ALGER groupant 222 Sociétaires.

10 dock coopératifs dans le Département d'ORAN groupant 1011 sociétaires.

2 docks coopératifs dans le département de CONSTANTINE groupant 153 sociétaires.

La colonie a versé à ces sociétés 9.634.825 fr. soit 6.157.500 fr. à titre d'avances remboursables (dont 5.752.930 fr. restent dûs) et 3.477.325 francs à titre de subventions. Ces chiffres qui paraissent de beaucoup inférieurs à ceux reçus par les Caves coopératives, ne le sont pas en réalité, si l'on

veut bien considérer que la création du premier de ces docks ne date que de 1921.

Dans le domaine de la conservation et de la manutention des tabacs, le mouvement coopératif dans ces dernières années est resté stationnaire, au moins en ce qui concerne le nombre des sociétés (3 en 1924, 3 en 1927), par contre, le rayon d'action de celles-ci, s'est considérablement accru, tant en ce qui touche le nombre de leurs sociétaires (4682 en 1924 - 6045 en 1927) qu'au point de vue de leur capacité de logement (122.000 quintaux en 1924 - 180.000 quintaux en 1927). Ces groupements disposent d'une puissance impressionnante.

Il y en a :

2 dans le département d'Alger - Tabacoop Kabyle (groupant les docks de l'Alma - Bordj-Menaïel - Camp du Maréchal - Les Issères), et Tabacoop de la Mitidja (Docks de Boufarik et d'El-Affroun). Ces deux sociétés ont 2.245 adhérents,

Un dans le département de Constantine : Tabacoop de Bône groupant 3.800 sociétaires.

Les trois tabacoops algériennes se partagent ainsi la zone du tabac. En 1925, elles ont reçu 170.000 quintaux de tabac, plus de la moitié de la récolte algérienne qui se monta cette année là à 290.000 quintaux. Ces 170.000 quintaux de tabac, après fermentation, représentent une valeur d'environ 75 millions de francs ; on peut juger de la puissance de pareilles sociétés.

Relativement au nombre de sociétaires qu'elles groupent, elles n'ont reçu de la colonie qu'une contribution financière peu élevée : actuellement les sommes versées atteignent 7.044.000 francs dont 4.722.000 à titre d'avances et 2.322.000 à titre de subventions. Il reste dû encore un peu plus de 3 millions sur les avances reçues.

Les sociétés de matériel agricole (motoculture, défoncement, bottelage, réparations) bien que nombreuses (26 en 1922, 62 en 1927) ne groupent qu'un nombre assez faible d'adhérents : 634 en 1924, 864 en 1927, On en compte actuellement :

34	dans le département d'Alger avec	526 sociétaires
18	— — — — —	d'Oran avec 144 —
10	— — — — —	de Constantine 194 —

Ces sociétés ont reçu de la colonie 3.121.762 francs qui se répartissent ainsi :

Subventions : 905 559 francs.

Avances : 2.216.203 francs. Ces avances ne sont pas complètement remboursées : la somme qui reste dû est de 1 273.520 francs.

Les coopératives cotonnières en fonctionnement sont au nombre de 4 :

Un dans le département d'Alger (Orléansville) ;

Deux dans le département d'Oran (Coopératives cotonnières de Perrégaux et de Mostaganem) ;

Un dans le département de Constantine (Cotocoop de Bône).

Ces coopératives groupent actuellement 292 sociétaires. Les sommes reçues par elles de la colonie atteignent au total 588.500 francs dont 379.500 à titre d'avance et 209.000 à titre de subventions. De création relativement récente, au moins pour deux d'entre elles, elles n'ont encore remboursé dans l'ensemble qu'une faible partie des avances qu'elles ont reçues, aussi leur reste-t-il à devoir encore 363.000 francs.

Depuis peu on a créé en Algérie des huileries coopératives, la plus ancienne date de 1923 et la plus récente n'est pas encore entrée en fonctionnement. Au nombre de 4, groupant 126 sociétaires elles se répartissent ainsi :

Un dans le département d'Alger (Mouzaïaville) 45 sociétaires.

Deux dans le département d'Oran (Tiemsen, Hammam-Bou-Hadjar) 66 sociétaires ;

Un dans le département de Constantine (Philippeville) 15 sociétaires.

Leur situation financière s'établit ainsi : 904.000 francs d'avances sur lesquelles la plus grande partie reste due (885.000 francs environ) ; 370.000 francs de subventions.

Quatre sociétés coopératives ont été constituées ces dernières années, dans le but de traiter les sous-produits de la vigne et de l'olivier : elles comptent 251 adhérents. Une seule (celle de la Mitidja) a bénéficié jusqu'à présent d'une avance qui atteint 1.070.000 francs, avance qui reste due encore dans sa totalité,

Deux coopératives moutonnières existent dans le département d'Alger. De création toute récente, elles comptent 25 sociétaires et ont reçu un total d'avances de 164,000 francs non encore remboursés.

Il existe aussi une coopérative importante de conserves de légumes. C'est la Tomacoop de Bône créé pour la fabrication de conserves et de concentrés de tomates. Cette coopérative qui groupe 57 adhérents a reçu 300 000 francs à titre d'avances sur lesquels 250.000 francs restent dûs et 150.000 à titre de subvention. Citons encore pour terminer l'importante coopérative des agrumes, fruits et légumes de la Mitidja à El-Affroun et la coopérative d'essence à parfums de Oued-el-Alleug pour la distillation de l'essence de géranium.

La situation de toutes ces sociétés est prospère, et toutes manifestent une puissance de vie et d'activité qui se traduit par des progrès constants. Les chiffres de cette dernière année prouvent donc que malgré les critiques qu'on lui a adressées, le régime coopératif rend aux agriculteurs d'inappréciables services et qu'il continue à exercer sur eux une véritable attraction.

CHAPITRE V

Assurances Agricoles Mutuelles

Nous avons vu quel avait été pendant toutes ces dernières années, le développement pris par les Caisses régionales de Credit Agricole, et les sociétés Coopératives de production. La mutualité algérienne, outre ces deux branches, en comporte une troisième qui vient efficacement compléter les deux autres, celle des assurances mutuelles. Dans cette troisième tranche, les progrès accomplis n'ont pas été moins remarquables que dans les deux autres.

On sait que l'assurance est une convention ou traité par lequel moyennant une prime, fixe ou variable une société répond des pertes ou des dommages que peut éprouver la chose assurée. En vue de réduire le taux de la prime à payer, les agriculteurs ont réalisé l'assurance sous forme mutuelle dans laquelle ils mettent en commun leurs risques et déterminent les primes d'après les indemnités versées pour les dommages.

Ce mode d'assurance est certainement le plus économique pour les raisons suivantes :

Les assurés des Sociétés mutuelles exercent un contrôle réciproque envers les sociétaires et évitent ainsi les abus auxquels donnent lieu les autres systèmes d'assurances.

Les frais généraux des Sociétés mutuelles agricoles sont réduits au minimum d'où réduction du montant de la prime.

Les principales assurances agricoles sont : les assurances mutuelles bétail, les assurances mutuelles incendie, les assurances mutuelles grêle, gelée etc., les assurances mutuelles, accidents.

Les assurances mutuelles agricoles se fondèrent assez tard en Algérie. C'est avec l'aide matérielle et morale de l'administration et en s'appuyant sur la loi du 4 Juillet 1900 rendue applicable à l'Algérie, qu'elles ont été créées. Cette loi du 4 Juillet 1900 dite « Loi Viger » affranchit de tout droit de timbre et d'enregistrement autre que le droit de timbre de quittance, les sociétés d'assurances mutuelles agricoles, gérées et administrées gratuitement et ne réalisant pas de bénéfices.

Ces sociétés peuvent ainsi se créer sans frais dans la forme des syndicats professionnels par un simple dépôt de leurs statuts et de la liste de leurs administrateurs et directeurs à la Mairie du siège social. Les premières caisses d'assurances mutuelles ont été créées par un décret du 25 Aout 1904.

Dès 1907, une vaste organisation d'assurance mutuelle contre la grêle a été conçue est réalisée sous la forme d'un réseau complet de Caisses Régionales fédérées par une institution centrale de réassurance : la Caisse centrale d'Alger. Assurer le risque grêle sur des bases mutualistes était une

entreprise malaisée autant qu'inédite en raison de l'irrégularité et de l'importance des sinistres. Le nouveau groupement eut à luter à ses débuts contre de nombreuses difficultés. Non seulement la Caisse centrale réussit à les surmonter, mais encore, progressant d'année en année, elle étendit successivement son action à l'assurance incendie (1910) puis à l'assurance bétail (1911) en attendant de l'étendre un peu plus tard à l'assurance accidents.

En 1914, lorsque la guerre éclata, l'institution quoique encore aux prises avec de réelles et sérieuses difficultés apparaissait déjà vigoureuse et riche de promesses. En résumé cette première période de 1901 à 1914 est celle où sont jetées les bases du mouvement mutualiste qui devait se développer si magnifiquement après un temps d'arrêt de quelques années dû à la guerre. C'est une période où les grands résultats obtenus aujourd'hui n'apparaissent pas encore mais sont déjà préparés ; c'est l'époque d'où se dégagent à travers d'inévitables tâtonnements, les méthodes sûres qu'il suffira de généraliser plus tard pour obtenir des succès qui ont dépassé toute espérance.

Comme pour les autres branches de la mutualité, la guerre enraya momentanément le développement des assurances mutuelles, mais le ralentissement du mouvement est moins marqué que dans le domaine du crédit. En effet, la Caisse centrale dont les cotisations encaissées se

montaient en 1914 à 760.000 Francs, voit s'élever ce chiffre à 1.810.000 Francs en 1918 et à 2.713.000 Francs en 1920. De plus la Caisse centrale réussit à fédérer et à réassurer la presque totalité des caisses d'assurances mutuelles d'Algérie et de Tunisie.

Après une crise passagère en 1921, ce groupement géré par un personnel d'élite et jouissant de de la confiance toujours croissante des agriculteurs, vit croître sa prospérité de jour en jour. La meilleure preuve en est la marche ascendante de ses cotisations encaissées annuellement qui sont passées de 2.713.000 Francs en 1920 à plus de 13 millions de Francs en 1927. Il est à signaler que depuis 1922, la Caisse centrale d'assurances mutuelles a étendu son champ d'action au Maroc.

Devant de tels progrès, les Compagnies d'assurances ont mené une campagne active contre les mutuelles agricoles surtout contre les mutuelles incendie, et les syndicats d'agents d'assurances ont contesté aux caisses de réassurance, la capacité juridique, les considérant comme de simples unions de syndicats professionnels. Elles ont contesté également aux mutuelles agricoles le droit d'exiger de leurs sociétaires un engagement de plus d'une année.

La question a été portée jusqu'à la Cour de Cassation. L'arrêt de la chambre civile a été rendu le 24 Mai 1918 et a donné gain de cause aux mutuelles agricoles. Il recon-

nait qu'elles peuvent valablement exiger de leurs membres des engagements de cinq ans et fonder des caisses de réassurances ayant une capacité juridique. En un mot, qu'elles ne sont soumises à la loi de 1884 qu'en ce qui concerne les formalités de constitution, et qu'au point de vue de leur fonctionnement, elles conservent le caractère particulier de sociétés d'assurances.

Toutes ces attaques n'ont pas enrayé un seul instant l'essor de la mutualité agricole. Au fur et à mesure que s'affirment ses progrès, la Caisse centrale d'Alger, voit de façon continue grossir ses réserves et celles des caisses régionales qui lui sont fédérés. Dans leur ensemble ces réserves qui en 1921 étaient presque insignifiantes, atteignent actuellement près de 7 millions. Bref, on peut dire que le jour n'est pas loin où la Caisse centrale d'assurances mutuelles grâce à cette situation financière particulièrement favorable pourra faire bénéficier ses assurés, déjà mieux traités que les assurés des Sociétés anonymes, d'importantes réductions de tarifs qui consacreront sa supériorité manifeste, sur les organisations capitalistes concurrentes.

CHAPITRE VI

Les Warrants Agricoles

Le cultivateur, pressé par des besoins d'argent peut se trouver parfois contraint de vendre sa récolte, dans un moment où l'affluence des produits similaires sur le marché entraîne une dépréciation des cours. L'institution du warrant agricole créée par la loi du 1^{er} Juillet 1898 et réorganisée par celle du 30 Avril 1906 qui a abrogé la précédente lui permet d'attendre la hausse, et de se procurer les fonds nécessaires en donnant pour gage tout ou partie des produits agricoles ou industriels qui ne sont pas immeubles par destination.

Il était déjà possible au colon de déposer ses récoltes dans un des magasins généraux existants et de se faire remettre un warrant. Ce mode de crédit était réalisable théoriquement ; pratiquement le colon se heurtait à de nombreuses difficultés dont la principale était la quasi impossibilité de transporter, à de longues distances parfois, les marchandises aussi lourdes et encombrantes que le sont les produits d'une exploitation rurale. Il fallait également compter des frais de transport élevés. La loi de 1906 marque un progrès réel dans l'organisation du crédit rural mobilier. Désormais le cultivateur peut engager ses produits, sans s'en dessaisir, désormais, c'est le domicile du colon, transformé en lieu de dépôt,

qui jouit du privilège réservé jusque là aux magasins généraux (1).

Qui peut créer un warrant agricole ?

« Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant, soit en en conservant la garde dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation, soit en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent ou à des tiers convenus entre les parties. L'emprunt peut également être contracté par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires lorsque les statuts ne s'y opposent pas ». (Article 1 de la loi de 1906).

Les produits qui peuvent être l'objet d'un warrant sont les suivants : céréales en gerbes ou battues, fourrages secs, légumes secs, fruits séchés, matière textiles, huiles, vins etc... L'usage du warrant agricole limité par la loi de 1898 aux seuls produits d'une exploitation agricole, a été étendu par la loi de 1906 au mobilier agricole, aux animaux de ferme et aux récoltes sur pied. — L'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins ou à sa garde et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du

(1) La loi du 30 Avril 1906 est applicable à l'Algérie (art. 19).

warrant. Lorsque les produits warrantés ne restent pas entre les mains de l'emprunteur lui-même, le dépositaire et le bailleur des lieux où s'est effectué le dépôt ne peuvent faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayant cause. —

Les formalités relatives à la création et à l'endossement du warrant agricole sont simples : le greffier de la justice de paix, pour établir cette pièce, inscrira d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits le montant des sommes empruntées ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant arrêtées entre les parties. Le warrant ainsi rédigé, sera transcrit sur un registre spécial. Le législateur a même prévu le cas où l'emprunteur ne sait pas signer ; le warrant sera alors signé pour lui, en sa présence dûment constatée par le greffier (Loi de 1906 Art. 3). Le warrant doit faire mention des assurances.

C'est également au greffe de la Justice de paix que le warrant est transmissible par voie d'endossement. Le législateur a cependant réservé à l'emprunteur le droit de se libérer par anticipation ; l'emprunteur qui a remboursé son warrant fait constater le remboursement au greffe de la Justice de paix ; mention du remboursement ou de la main levée est faite sur le registre et certificat lui est donné de la radiation de l'inscription.

Avant le paiement de la créance, l'emprunteur conserve le droit de vendre à l'amiable les produits warrantés, même sans le concours du prêteur, mais la tradition à l'acquéreur ne peut se faire tant que le créancier n'a pas été complètement désintéressé.

Telles sont dans leurs grandes lignes les dispositions principales des lois de 1893 et de 1906. Cette institution a-t-elle rendu de grands services aux colons algériens ?

Pour ne pas s'exposer à critiquer injustement le warrant agricole, il faut le considérer comme un instrument de crédit destiné à faciliter les rapports des agriculteurs avec les syndicats ou les caisses agricoles. C'est là sa seule sphère d'application pratique. Sa place est dans le portefeuille de ces institutions et c'est par leur intermédiaire seulement qu'il doit arriver aux guichets des banques ou des établissements de crédit.

Le crédit agricole repose sur la solidarité morale et sur la mutualité, autant et même plus que sur la valeur pécuniaire individuelle des syndiqués ou associés. Partant de ce principe, le législateur a pu en pareille matière introduire une modification aux règles fondamentales du droit, en autorisant l'emprunteur à conserver par devers lui le gage qu'il a constitué. Quant à émettre la prétention de faire de cette disposition exceptionnelle un nouvel élément de crédit, c'est chose impossible, la confiance est un sentiment trop person-

nel pour qu'elle puisse jamais entrer dans le domaine des prescriptions impératives du législateur.

En Algérie dès le début, les Banques se sont montrées hostiles aux warrants. La plupart ne tenaient pas à les escompter et la Banque de l'Algérie à ce point de vue, malgré le vœu des Délégations Financières du 27 Septembre 1898 se montrait particulièrement rebelle.

Aux vœux réitérés des Délégations Financières et des Sociétés d'Agriculteurs, les établissements de crédits établis en Algérie opposaient les raisons suivantes tirées des caractères même du warrant agricole :

« le warrant agricole est un instrument de crédit mais non pas un effet de commerce ; il constitue un engagement civil, échappant comme tel à la juridiction commerciale, bien que le porteur bénéficie de la garantie personnelle des endosseurs.

« les lois du 18 Juillet 1898 et du 30 Avril 1906, qui règlent le warrant agricole consacrent pour lui la validité du gage sans déplacement de possession. Tout en maintenant le principe du privilège sur le gage, elles enlèvent au créancier gagiste son droit principal, le droit de retention et le laissent ainsi exposé à un détournement partiel ou total de nantissement, détournement contre lequel les peines correctionnelles qui frappent le débiteur infidèle suffiraient diffi-

cilement à le protéger « Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés, sans avis préalable donné au nouveau porteur ; tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice du son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405, 406 et 408 du Code pénal » (Art. 14 de la loi de 1906).

La garantie réelle dans ses conditions, perd toute sa valeur aux yeux d'un prêteur circonspect qui n'a plus à compter que sur la garantie personnelle de son débiteur. Or cette garantie offerte par des signatures souvent inconnues peut être faible. L'escompte direct d'un warrant agricole par un banquier qui n'a plus rien de commun avec l'escompte d'un warrant ordinaire : c'est un découvert pur et simple mobilisé par une valeur non commerciale.

La Banque de l'Algérie pour refuser l'escompte des warrants agricoles se retranchait derrière les termes limitatifs de ses statuts [que l'autorisaient seulement « à escompter des obligations négociables garanties par récépissés de marchandises et déposés dans les magasins publics agréés par l'Etat » (Article 11 des statuts de la Banque).

Les délégations financières et la Société d'agricul-

ture é mirent de nombreux vœux tendant à faire insérer l'obligation de l'admission des warrants agricoles dans les statuts de la Banque. Mais la Banque se limita toujours aux opérations prévues par ces statuts interprétant strictement la loi de 1906 ; pour elle les termes « peuvent accepter des warrants » signifient que l'acceptation à l'escompte est subordonnée à la non existence dans les statuts des dispositions interdisant l'escompte d'effets garantis par un warrant agricole. Les opérations prévues par les statuts ne comprenant pas l'escompte des effets négociés par un warrant agricole, la banque se montra toujours hostile à cette institution,

Cependant, peu à peu le système des warrants agricoles se développa. Les banques de dépôts commencèrent à les escompter particulièrement, le Crédit Foncier d'Algérie Tunisie et la Compagnie Algérienne. Mais ce qui permit surtout à ce mouvement de prendre toute son ampleur ce fut la création des docks à céréales coopératifs. Les docks coopératifs remplissent en effet un rôle analogue à celui des magasins généraux. Il y a cependant une différence : les magasins généraux conservent à la disposition du créancier gagiste, nue marchandise nettement individualisée et le warrant contient une désignation qui ne permet pas d'hésiter sur l'identification des choses gagées : tandis que dans les docks les grains triés sont déposés en silos et groupés, non suivant le nom du propriétaire mais d'après leur taille et leur valeur marchande, le warrant ne peut donc porter que sur des qualités et quantités.

Pratiquement, on peut dire que la non spécialisation dans les docks des produits faisant l'objet d'un warrant agricole confondus dans la masse des produits de même nature y déposés, n'est pas de nature à compromettre le privilège du porteur du warrant. En effet, le warrant agricole n'exige pas pour sa validité l'individualisation du produit warranté par des indications propres à en établir l'identité. L'article III de la loi du 30 Avril 1906 prescrit seulement « nature, quantité, valeur et lieu de situation des produits ». Le gage ne porte donc pas sur un corps certain devant demeurer identiquement le même, mais sur une certaine quantité de choses d'une certaine nature : S'il n'en était pas ainsi, le warrant serait très difficile dans les docks et impossible celui fait par un agriculteur d'une fraction non individualisée de toute la récolte demeurée sur ses terres ou dans ses bâtiments.

Avec les docks coopératifs, le producteur peut mettre son grain en sûreté, le faire trier, le faire vendre par grosses quantités au moment où il en trouve sur le marché le prix le plus favorable et cependant, il peut dès la remise de son blé, toucher grâce au warrantage une somme importante.

Le système s'étendant considérablement grâce aux avantages qu'il procurait aux agriculteurs et les réclamations pour le réescompte des warrants par la Banque de l'Algérie se faisant de plus en plus véhémentes, celle-ci après s'être rendu compte que les docks coopératifs agissaient à peu près de la même manière que les magasins généraux, se décida

enfin en 1926 à r'escompter les warrants que les caisses régionales auraient escomptés aux docks coopératifs. Pour cela elle prit des précautions sévères qui peuvent se résumer à ceci :

Les avances à consentir sur les blés, orges et avoines en docks ne pourront pas dépasser 60 % du cours fixé au moment de l'établissement des warrants.

La Banque se réserve le droit de faire à tout moment l'inventaire des marchandises en dépôt dans les docks.

« Elle exige la réduction des warrants d'un tiers à chaque renouvellement, ce qui au bout de neuf mois entraîne le remboursement total. La Banque de l'Algérie a pris cette dernière mesure pour empêcher la spéculation par le stockage des grains comme cela s'était produit en 1924 et 1925. Elle a d'ailleurs le bon esprit de n'user de ce procédé qu'en tenant compte des circonstances: abondance ou faiblesse de la récolte, élévation ou baisse des prix.

Troisième Partie

Le Crédit Agricole aux Indigènes

CHAPITRE I

De l'utilité du Crédit Agricole aux Indigènes De l'usure

Depuis la conquête de l'Algérie, la question des crédits à accorder aux indigènes est à l'ordre du jour.

On s'est bien vite rendu compte, après la conquête militaire, que le moyen le plus efficace de préparer la conquête morale de nos sujets musulmans était de pratiquer en Algérie une large politique d'assistance. Avant de songer à accorder des droits électoraux aux indigènes, il fallait comme le disait Monsieur Violette» leur donner la possibilité de tirer le profit maximum de leur activité de leur valeur intellectuelle, de leur force physique, de leur adresse, de leur ingéniosité » Cette politique est en somme un perfectionnement des directives préconisées par Bugeaud au début de la conquête.

« Pour accoutumer les Arabes à la domination française, disait-il, les plus propres à augmenter leurs richesses agricoles et les commodités de la vie ».

Au moment où l'on pensa pour la première fois à venir en aide aux indigènes, il existait en Algérie un^e

plaie honteuse qu'il était du devoir de la France, de faire disparaître dès la première heure, nous voulons parler de l'usure.

L'usure était une des conséquences inévitables des difficultés qu'avaient les Français à organiser la propriété. Cette organisation se trouvait singulièrement ralentie par la peine qu'ils éprouvaient à établir l'état civil des indigènes.

En effet la loi de 1873 confirmée par celle de 1887, ne permettait la délivrance des titres de propriété définitifs qu'autant que le propriétaire avait adopté un nom patronymique. Mais les difficultés que les commissaires enquêteurs éprouvèrent dans la collation de ces noms furent immenses :

Tantôt l'indigène mentait sciemment, cachait la constitution de sa famille, et rendait ainsi matériellement impossible le travail du commissaire : tantôt au contraire, il se prêtait aux opérations avec trop de bienveillance, collectionnait autant de noms patronymiques qu'il possédait de parcelles de terrain dans des territoires de tribus différentes. Tel indigène empêchait l'agent français d'arriver jusqu'au point où commençait réellement la filiation familiale, de telle façon, par exemple que cinq frères se trouvaient recevoir cinq noms patronymiques différents. Tel autre, grâce à une supercherie contraire, faisait comprendre sous un seul nom tous les membres d'un seul douar. Il en résultait des confusions inextinguibles.

Les commissaires enquêteurs délivrent bien des titres de propriété provisoire, mais lorsque l'administration procéda à la révision qui précédait la délivrance des titres définitifs, elle se heurta à des difficultés insolubles. Par ce fait, la délivrance des titres définitifs demeura en suspens et rendit ainsi intolérable la situation du propriétaire présumé.

Qu'est-ce que celui-ci avait en effet entre les mains ? un morceau de parchemin sur lequel était inscrit qu'il avait droit à la dixième, centième etc. part de tel territoire (1). On lui expliquait ensuite qu'il n'avait qu'à prendre patience et que d'autres agents français allaient arriver, qui faisant cesser l'indivision lui délimiteraient sur le terrain la parcelle mentionnée sur son parchemin.

L'indigène commençait par attendre, mais ne voyant rien venir, l'impatience le gagnait. Or, au moment psychologique survenait un spéculateur, - la plupart du temps un juif, - qui disait à l'indigène las d'espérer « Cède-moi ton parchemin, je t'en donnerai le montant en monnaie sonnante » - Trop heureux d'accepter, l'indigène troquait moyennant quelques pièces d'or un titre qui lui donnait droit à dix, quinze, vingt hectares. - Une fois en possession du titre, le spéculateur provoquait la licitation.

(1) - Certaines délimitation de propriété ont conduit à la délivrance de titres provisoires donnant aux co propriétaires droit à des millièmes du terrain en litige.

On voit d'ici, cette action judiciaire, intentée en présence de centaines, parfois même de milliers de propriétaires incapables de se défendre dans leur ignorance de la loi,

Trop souvent il est arrivé que le spéculateur a fini, pour un prix minime, par s'emparer du territoire d'une tribu entière, tandis que les membres de cette tribu ne touchaient pas un sou parce que la totalité du produit de la vente avait été absorbé par les frais de la licitation. Ces malheureux dépossédés venaient naturellement augmenter le contingent de cette armée du vol et du crime qui, à ce moment là rendait dans la vie ordinaire la sécurité individuelle si précaire et qui offrait des recrues toujours prêtes aux fauteurs d'insurrections.

Par un oubli bizarre de la loi de 1873, il se produisait encore ceci : c'est que la licitation des biens indivis était effectuée non par les tribunaux français, mais par les cadis. Si bien que quand l'Etat avait dépensé des sommes relativement considérables pour franciser la terre (on a évalué cette dépense à 20 Frs par hectare de terre cultivable dont le prix moyen en Algérie était alors de 75 Francs), survenait le juge musulman qui dressait l'acte de licitation selon le Coran, et faisait ainsi rentrer la terre en litige sous le régime Islamique, réduisant les titres délivrés par nos commissaires enquêteurs à la valeur de simples documents historiques.

La loi de 1887 a corrigé cette anomalie et édicté que toute terre, une fois francisée de par les opérations de la loi de 1873 était définitivement soumise au régime du code civil et justiciable des seuls juges français.

Mais la plaie de l'usure subsistait dans toute sa hideur, et il ne fallait pas voyager bien longtemps ni bien loin pour en rencontrer des victimes. Parfois le spéculateur n'avait même pas acheté le titre de propriété provisoire, il avait simplement « avancé » une petite somme, afin de permettre soi disant à l'indigène, d'attendre l'arrivée du titre définitif. Mais une fois nanti de la reconnaissance en règle de son prêt, l'éviction du débiteur n'en a été que plus impitoyable.

C'est cette conséquence imprévue, mais terrifiante de la régularisation de la propriété indigène, qui peu à peu a enlevé à la loi de 1878, même corrigée par celle de 1887 sa popularité. Elle a poussé également à demander au Gouvernement général de prendre des mesures efficaces pour protéger les indigènes au besoin malgré eux contre l'usure.

L'usure n'existait pas seulement quant aux spéculations toutes spéciales auxquelles a donné lieu l'application de la loi de 1873 ; elle fonctionnait sous toutes les formes. La plupart du temps, c'était le Juif méprisé qui servit de banquier à l'arabe et lorsque ce dernier avait besoin d'argent, alors le fils d'Israel se vengeait de tous les

dédains par l'élévation du taux de l'intérêt. Mais dans les campagnes où il n'y avait pas de juifs, c'étaient les indigènes (1) qui prêtaient à la petite semaine.

L'introduction de notre législation en matière de dette écrite n'était pas faite pour enrayer le mal. Au contraire, elle arma l'usurier au détriment du débiteur toujours prêt moyennant l'argent dont il a besoin à signer tous les papiers possibles.

Quels étaient donc les remèdes à apporter à l'usure ?

(1) - Principalement des Kabyles et des Mozabites.

CHAPITRE II

Sociétés Indigènes de Prévoyance et Caisses Régionales

Deux manières se présentaient de préserver l'indigène de l'exploitation par l'usurier, l'une consistant à déclarer nuls les prêts ou achats effectués sur titres provisoires. On enrayait ainsi une spéculation immorale. Mais ce remède n'était que provisoire : une fois en possession de son titre définitif, l'indigène retombait d'autant mieux dans les griffes de l'oiseau de proie qu'il était sorti de l'indivision.

Briser le faisceau de la tribu, rendre à l'indigène son indépendance, était une véritable obligation dont dépendait l'avenir de l'Algérie, mais une réforme de cette envergure exigeait une grande prévoyance. Une fois l'individu constitué seul propriétaire de sa terre, il ne s'agissait pas de l'abandonner à lui-même, ce qu'il fallait, c'était le moyen de mettre sa terre en valeur en la cultivant.

Pour cela, il était indispensable de lui procurer du crédit.

Organiser le crédit agricole en faveur des indigènes, telle était la conséquence inéluctable de la constitution de la propriété indigène ; là aussi était la guérison radicale de l'usure.

Mais de quelle façon arriver à ce résultat ?

Il ne pouvait être question en effet de trouver un établissement décidé à avancer aux fellahs l'argent nécessaire à l'achat de semences ou au fonctionnement d'une exploitation, argent remboursable par eux sitôt après la récolte à date fixée d'avance ; mais pouvait-on astreindre les indigènes à des paiements réguliers, à époque fixes eux qui « n'ont pas la moindre idée d'une échéance, qui sont toujours prêts à signer tous les papiers qui leur sont présentés, en échange de quelques avances ou d'un simple délai » (1).

Evidemment non. Comment s'y prendre alors pour délivrer les populations indigènes, imprévoyantes par définition, soit de la misère sans phrase, soit des ravages que l'usure exerçait sur elles.

Après avoir murement réfléchi aux conséquences politiques qui pouvaient découler d'une famine en pays conquis, le Général Liébert, commandant la subdivision de Milianah, se mit dans l'idée de régénérer et d'étendre une institution musulmane de la première heure « la dime du pauvre ».

Chacun sait qu'un des arcanes de la religion musulmane est la crainte de Dieu, crainte qui se manifeste sur la terre par une multitude de pratiques rituelles au nombre desquelles il faut compter la dime du pauvre. Nul musulman ne peut refuser l'aumône demandée au nom d'Allah, et chacun s'exécute

(1) - *Extrait du rapport de M. Burdeau sur le budget de l'Algérie - Exercice 1882.*

(à regret peut-être) en proportionnant son acte charitable à ses possibilités du moment.

A notre avis, c'est donc des préceptes du Coran que le Général Liébert a tiré l'idée du premier essai de crédit agricole aux indigènes. Le Coran s'exprime ainsi:

« Relativement à son avoir, tout un chacun doit prévoir l'aumône qui lui sera demandée, peu importe à quel moment ». (1)

Les fellahs ont donc été amenés à mettre dans des silos spéciaux le dixième environ de leur récolte (proportion énorme) destiné aux pauvres qui en feraient la demande au nom d'Allah.

Le clairvoyant Général Liébert réunit donc une dizaine de gros fellahs de la région de Milanah, et leur fit ressortir les avantages d'une association, toute empreinte de charité, destinée à secourir une catégorie intéressante de gens, ceux qui n'ont que leurs bras pour travailler.

Ces dix gros fellahs firent « de bonne volonté », creuser plusieurs silos, y versèrent en été une quantité importante d'orge et patronèrent en automne une distribution de cette céréale aux ouvriers agricoles, khammès et petits fellahs qui avaient été convoqués par le Général Liébert, pour les aider à vivre d'une part et d'autre part pour les aider à faire fructifier leurs terres.

(1) - Il est de fait notoire que le relativisme est en honneur dans toutes les philosophies musulmanes datant de la période « basside » - 1750 de notre ère.

Par une chance extraordinaire l'année agricole fut bonne. Les fellahs, khaimmès, ouvriers agricoles emprunteurs rendirent les quantités d'orge qui leur avaient été prêtées; avec le caractère d'ostentation de la race arabe, il les rendirent même majorées d'un « boni ».

Alléché par de si beaux résultats, le Général Liébert demanda et obtint l'autorisation d'étendre cette société privée à toutes les communes du Tell Algérois.

Mais une mauvaise année agricole survint (année agricole 1867 - 1868) et l'expérience infructueuse alors, refroidit sensiblement l'enthousiasme du début. Les esprits furent bientôt dirigés ailleurs (guerre de 1870) et pendant quelques années abandonnèrent la réalisation exacte et la mise au point de cet essai.

Néanmoins, l'idée de mutualité agricole indigène était créée, et, ancrée autant dans la cervelle d'utopistes incorrigibles que dans celle de réalisateurs notoires (1) poursuivit son chemin.

On recommanda d'abord chaudement aux municipalités l'extension des silos « dits de réserve » dans lesquels on emmagasinait l'orge et le blé récoltés en abondance les bonnes années, pour parer dans la mesure du possible, les années de disette, à la famine et au manque de semences.

Enfin, le 29 Mai 1884, le Gouverneur Général Tirman, par une circulaire ordonna la création

(1) Entre autres le Gouverneur Général Tirman.

(1) - Entre autres le Gouverneur Général Tirman.

de sociétés à la Liébert « dites sociétés de Prévoyance et de prêts mutuels » :

« J'attache une très grande importance, disait le Gouverneur Général, à ce que ces institutions soient assez fortement organisées et assez riches, pour se trouver en mesure non seulement d'avancer aux indigènes en temps ordinaire des fonds qu'ils seraient obligés d'emprunter à des usuriers, mais encore de remplacer dans les époques calamiteuses, le système des emprunts contractés par les douars, sur garantie de leurs biens communaux..»

C'est à partir de ce moment que l'effort se dessina et aboutit le 31 Décembre 1886 à la constitution de 44 sociétés avec environ 60.000 sociétaires et un capital de 1.700.000 Francs.

Ces sociétés, créées dans les communes mixtes par les soins des administrateurs, ne se composaient que d'adhérents volontaires. Il n'y avait aucune contrainte, tout au plus « une pression officieuse » de la part du caïd agissant sous l'influence de l'administrateur.

Chaque sociétaire versait deux francs par an et par dix hectares de terre cultivée à lui appartenant, plus la valeur en argent d'une petite partie de sa récolte. Une djemaa, élue par les sociétaires veillait sur la gestion des fonds ainsi réunis ; elle effectuait les prêts aux nécessiteux au taux de 5 % quand le prêt avait lieu en argent et au taux de 10 % quand il avait lieu en grain.

Quand l'échéance arrivait, le caïd invitait le débiteur à payer et bien rarement celui-ci se dérobaît. En effet, les caisses de prévoyance fonctionnant par douar, c'étaient donc les voisins du débiteur eux-mêmes qui veillaient sur la rentrée des créances, de même que c'étaient eux qui dans la djemaa avaient commencé par déterminer le degré de solvabilité de l'emprunteur.

Le mouvement fit de rapides progrès ; quelques chiffres peuvent donner une idée du développement de ces sociétés de prévoyance pendant les cinq premières années de leur existence :

	Nombre de sociétaires	Fortune des sociétés
1886	60.293	1.698.000 francs
1887	105.210	2.405.000 »
1888	122.355	2.714.000 »
1889	133.520	3.129.000 »
1890	159.588	3.625.000 »

C'était le premier coup sérieux porté en Algérie à l'industrie de l'usure. Mais ce remède pour produire tous ses effets, demandait à être modifié profondément et étendu de beaucoup.

Ces caisses de prévoyance, telles qu'elles fonctionnaient, avaient, cela se voit au premier coup d'œil une existence essentiellement précaire. Ces fonds étaient versés simplement à la caisse du receveur de la commune mixte où ils ne rapportaient aucun intérêt. D'autre part, le taux des prêts étant très faible, l'accroissement du capital était très lent, il augmentait bien en raison des

adhérents nouveaux mais non proportionnellement aux besoins auxquels il était appelé à satisfaire.

Quand l'arabe avait-il besoin d'emprunter ? dans les mauvaises années. Mais quand les récoltes manquaient, les débiteurs antérieurs (comme cela arrive toujours pour le crédit agricole) étaient obligés de demander du temps ; de telle façon que la caisse était souvent vide au moment précis où il était le plus urgent de pouvoir y faire appel.

Pour obvier à ce défaut, il fallait commencer par donner aux sociétés de prévoyance indigènes une existence légale. Au début de 1890, en présence du rapide développement de ces institutions le Gouverneur Général Tirman, puissamment encouragé par le ministre de l'Intérieur et des Finances, jugea que le moment était venu de consolider son œuvre, en faisant reconnaître les associations nouvelles comme établissements d'utilité publique.

Le 31 Décembre 1891, M. Charles Bourlier, député d'Alger, dépose sur le bureau de la Chambre des députés un rapport magistral sur la question ; treize mois après, le 6 Février 1893, M. Georges Lesueur, sénateur de Constantine, dépose le sien au Sénat.

Résultat : à la date du 14 Avril 1893, les sociétés de prévoyance déjà existantes sont par une loi déclarées d'utilité publique. Il y avait alors dans

toute l'Algérie, 77 de ces sociétés, comptant 234.000 adhérents et possédant un capital de 4 500.000 francs en chiffres ronds.

Pour les principes, le but, le fonctionnement de ces sociétés, reportons-nous à la loi du 14 avril 1893 elle même :

« Art. I. — Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels de l'Algérie, ont pour but : de venir en aide par des secours temporaires aux indigènes, ouvriers agricoles, cultivateurs pauvres gravement atteints par les maladies ou les accidents ; de permettre par des prêts annuels en nature ou en argent, aux indigènes, fellahs ou khammés de maintenir et développer leurs cultures, d'améliorer et d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux. Elles peuvent consentir jusqu'à concurrence du dixième de leurs fonds disponibles des prêts à d'autres sociétés indigènes de prévoyance, contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, les grêles, les accidents (1). Il leur est interdit de s'associer entre elles.

Art. II. — Il ne peut être créé qu'une société par commune : son siège social est au chef-lieu. Elle comprend autant de sections qu'il y a de douars ou tribus dans la commune. Les indigènes ayant leur domicile dans la commune ont seuls le droit d'en faire partie.

(1) - Cette phrase a été insérée dans la loi à l'instigation des socialistes.

Art. III. — Chaque société est administrée par un conseil formé de membres indigènes en nombre égal à celui des sections, sans que ce nombre puisse en aucun cas être inférieur à six. Le président de ce conseil est nommé par le préfet du département sur une liste de trois membres présentés par le conseil municipal dans les communes de plein exercice et par la commission municipale dans les communes mixtes (1). Il est révocable par le préfet. Les fonctions de trésorier appartiennent de droit au receveur municipal. La société est représentée dans chaque section par une djemâa. Toutes les fonctions administratives sont gratuites, celles de trésorier, de secrétaire du Conseil d'administration ou de Djemaas exceptées. Les remises et les indemnités de ces agents sont déterminées par le Gouverneur Général sur la proposition des préfets ou des généraux.

Art. IV - Nulle société indigène de prévoyance ne peut entrer en fonction qu'après avoir obtenu l'approbation de ses statuts.

Les statuts déterminent :

1^o - Le siège social et le but de la société.

2^o - Le mode d'admission ou d'exclusion des membres

(1) - Disposition toute théorique - en réalité le Président est le Maire ou un de ses adjoints dans la commune de plein exercice et l'Administrateur dans la commune mixte.

3° - L'assemblée des sociétaires, le nombre des membres du conseil d'administration et des Djemaas, le mode de désignation, la nature et la durée de leurs pouvoirs.

4° — La composition du fonds social — La nature et le montant des cotisations.

5° — Les conditions auxquelles sont accordés les secours et les prêts, et contractées les assurances.

6° — Le mode de placement et de retrait de fonds.

7° — Les emprunts.

8° — La surveillance des opérations.

9° — L'époque de l'inventaire annuel.

10° — Le mode de conservation des archives et notamment des pièces relatives à la gestion financière.

Art. V. — Les fondateurs d'une société indigène de prévoyance doivent adresser par l'intermédiaire du préfet ou du général leur demande d'approbation au Gouverneur Général. Cette demande est accompagnée de la liste des membres, du projet des statuts.

Art. VII — Les sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels approuvées jouissent de la personnalité civile dans les limites déterminées ci-dessous ;

Elles peuvent :

Ester en justice et obtenir l'assistance judiciaire.

Posséder des objets mobiliers.

Recevoir des dons en nature ou en argent des particuliers et des subventions de l'Etat, des départements et des communes, des Sociétés agricoles de bienfaisance.

Contracter des emprunts auprès d'autres sociétés indigènes de prévoyance exclusivement.

Placer leurs fonds libres à la Caisse des dépôts et consignations en compte courant disponible.

Pour tous les actes et pour l'exercice des droits énumérés au présent article, chaque fois qu'une intervention personnelle est nécessaire, les sociétés sont représentées par leur président.

Art. X. — Les sociétés indigènes de prévoyance sont soumises aux inspections des agents des finances.

Telles sont les dispositions principales de la loi du 14 Avril 1893 (1). Cette loi est complétée par un arrêté Gouvernemental du 7 Décembre 1894 portant règlement sur l'organisation et le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels des communes de l'Algérie (2).

Le Gouverneur général de l'Algérie :

(1) - Pour les autres articles de la présente loi, se reporter au code annoté de l'Algérie - Estoublon et Lefebure (Pages 957 à 961).

(2) - Bulletin officiel du Gt Général de l'Algérie année 1894 Page 1035.

Vu les articles 4 et 5 de la dite loi relatifs aux statuts des Sociétés indigènes de prévoyance, l'article 6 disposant que l'approbation de ces statuts est accordée par arrêté du Gouverneur général pris en conseil du Gouvernement.

Vu les projets des statuts présentés par ces sociétés en exécution de l'article 18 de la loi sus visée.

Considérant d'une part que les clauses et conditions de ces actes sont conformes aux prescriptions légales.

Considérant d'autre part que les opérations des sociétés indigènes de prévoyance sont soumises par les articles 10 et 11 de la loi aux inspections des agents des finances et à la sanction de l'administration supérieure.

Considérant que la surveillance administrative ne peut utilement s'exercer sur certaines opérations, telles que emprunts de société à société, assurances collectives, adjudications en vue de l'achat ou de la vente des grains, inventaire annuel, tenue des registres et conservation des archives, que grâce à des règles uniformes imposées à tous les établissements intéressés ; que ces mêmes règles sont à plus forte raison nécessaires en ce qui concerne le contrôle financier à exercer sur les trésoriers.

Arrêté : (1)

(1) - Sont seules citées les dispositions de l'arrêté Gouvernemental du 7/12/1894 qui complètent les dispositions de la loi du 14/4/1893.

TITRE II - Art. III (Prêts de société à société)

Le conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance, peut dans les conditions de durée et de taux de l'intérêt fixées par l'article précédent, consentir avec l'autorisation du Préfet des prêts à d'autres sociétés de même nature exclusivement. Le montant de ces prêts est limité *au dixième* des fonds disponibles de la Société prêteuse.

Art. IV (Assurances collectives) Sur la demande des conseils de section (djemaas) intéressés le Conseil d'Administration d'une société indigène de prévoyance peut contracter des assurances contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents. Les assurances devront faire l'objet d'un contrat spécial pour chaque section, lequel contrat signé au nom de la société par le président du Conseil d'administration ne sera valable qu'après l'autorisation du préfet.

Le montant de la prime ou des primes totalisées s'il est contracté des assurances de plusieurs natures ne devra pas dépasser les tiers de la valeur des cotisations annuelles de la section assurée, à moins que les sociétaires de la dite section, ne s'engagent à verser pour le surplus une cotisation supplémentaire.

En cas de sinistre le montant de la somme à payer par la Compagnie d'assurances sera versé à la Caisse du trésorier de la Société.

La répartition en sera faite par le conseil d'administration au prorata des pertes subies par les sociétaires assurés et sinistrés.

Art. V - (Adjudications). Lorsqu'une société indigène de prévoyance a été dûment autorisée à effectuer un achat ou une vente de grains, il est procédé à l'adjudication publique par le président du conseil d'administration, assisté de deux présidents de conseils de section (djemaas) désignés d'avance par le conseil d'administration. Le Trésorier de la Société sera appelé à toutes les adjudications.

Art. VI. — Tous les ans, pendant le mois de septembre, il est dressé par les soins du président du conseil d'administration un inventaire de l'actif mobilier des sociétés. Les résultats de cet inventaire sont relatés dans le compte rendu que, suivant l'article II de la loi du 14 Avril 1893, les présidents des sociétés indigènes doivent le premier janvier de chaque année adresser au Gouverneur Général.

TITRE III - Art. VIII (Exercice financier)

L'exercice financier des sociétés indigènes de prévoyance est de 12 mois, il commence le 1^{er} Octobre de chaque année pour finir le 30 Septembre de l'année suivante.

Art. IX - Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, le compte rendu de la situation financière et morale de chaque société indigène de prévoyance est soumis au préfet qui l'adresse au Gouverneur Général.

Art. X - Les cotisations annuelles en numéraire font l'objet d'un état individuel portant indication de la somme due par chaque sociétaire ayant opté pour le

paiement en argent. Cet état est établi et signé par le président du conseil d'administration qui l'adresse au trésorier.

Art. XI. - L'intérêt est calculé par mois entiers, sans fraction de jour. Il est dû pour le mois entier pendant lequel l'emprunt est effectué, quelque soit le jour. Il n'est pas dû pour le mois du remboursement.

Art. XII. - Les prêts dûment autorisés font l'objet de la part de l'emprunteur d'un engagement rédigé dans la forme indiquée au modèle n° 1 annexé au présent arrêté (1).

Dans le cas où l'emprunteur ne se libérerait pas à l'époque fixée, l'action en recouvrement serait poursuivie sur la démarche du Conseil d'Administration comme en matière musulmane, conformément aux décrets des 17 Avril 1889 (territoire civil) 29 Août 1874 (ressort des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie) et 8 Juillet 1870 (territoire de commandement).

Comme on peut s'en rendre compte après cet exposé des principes, but, organisation, etc. fait par la loi du 14 Avril 1893, les sociétés de prévoyance indigènes sont à la fois des organismes de crédit mutuel et des sociétés charitables.

Elles ne cherchent pas le lucre et par conséquent ne distribuent pas de dividende.

« Le capital social, dit M. Peyre (2) appartient à la

(1) - Voir modèle n° 1 annexé au présent arrêté.

(2) - Peyre - Les Sociétés indigènes de prévoyance.

Société et non aux Sociétaires, nul ne peut demander et obtenir le partage pour satisfaire un sentiment de calcul ou de cupidité. »

Que penser de ces Sociétés de prévoyance et quels services on-telles rendus aux indigènes ?

Les Sociétés de prévoyance mutuelles, sont les seules organisations de crédit agricole à court terme ayant fonctionné de 1884 à nos jours ; dans leur but, dans leur organisation, on voit apparaître le désir constant de la Métropole de se montrer bienveillante et généreuse vis à vis de ses sujets musulmans en Algérie.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

Une étude sérieuse des résultats obtenus par ces organismes, tant au point de vue de la transformation morale de la race, qu'au point de vue de l'amélioration des conditions d'existence des individus, pourrait seule résoudre ce problème.

Le Gouvernement général ordonne fréquemment des enquêtes (hors de celles prescrites mensuellement) pour connaître l'état d'esprit des musulmans, et leur situation matérielle à un moment donné. Mais il s'arrange de telle sorte en posant ses questions, que la réponse est contenue dans la demande.

Et même s'il n'en était pas ainsi quel est le fonctionnaire en mal d'avancement qui oserait, non pas s'élever contre telle ou telle institution, mais seulement présenter des observations sur la portée pratique, les difficultés d'application, le faux appui de telle ou telle disposition juridique ou administrative.

Bref, à en croire les volumineuses statistiques fournies au Gouvernement Général à la fin de chaque exercice par le service des contributions diverses les Sociétés de prévoyance sont en pleine prospérité ; elles ont réussi avec succès le double but assigné : distribuer le crédit agricole aux indigènes et au besoin les secourir, et tuer l'usure.

Dans la pratique malheureusement, il en va tout autrement et le second de ces buts est loin d'être atteint ; on s'est contenté de déplacer purement et simplement les usuriers. Au lieu de livrer les indigènes aux Juifs, et aux banquiers véreux, on les livre aux caïds d'abord, et ensuite aux membres des djemaas de douars. Le mal est peut-être pire.

Voici comment les choses se passent en réalité.

Dans de nombreuses communes de notre colonie vingt à trente mille quintaux d'orge sont distribués tous les ans au compte de la société indigène de prévoyance à cinq ou six mille adhérents.

Moyens de contrôle : l'administrateur et ses adjoints. Le receveur des contributions s'occupe uniquement des pièces comptables et cela suffit amplement à sa besogne.

Le chiffre de cinq ou six mille adhérents ne paraît pas énorme, mais il faut se représenter que ces cinq ou six mille adhérents sont répartis en trente ou quarante douars sur une étendue de terrain quelque fois de plusieurs milliers d'hectares.

Il est facile de se représenter :

1° - La distribution de vingt ou trente mille quintaux d'orge dans trente ou quarante douars différents pendant quinze jours ou un mois.

Quelle surveillance est possible dans ces conditions ? Malgé leur activité les administrateurs n'y peuvent suffire. Alors le caïd malhonnête est à son affaire. A leur affaire aussi, les membres du conseil de section (d'ailleurs souvent d'accord avec leur caïd) qui dressent la liste des emprunteurs, liste sur laquelle figurent seulement les noms de ceux qui se seront montrés généreux avec le secrétaire du conseil de section.

2° - La rentée de l'orge. Pour cette rentrée le mot d'ordre est de faire du boni afin de boucher les trous produits dans le capital par le non remboursement éventuel des prêts pour cause de décès des emprunteurs ou abandon de culture; cette rentrée offre donc un aspect particulier d'usure puisque le boni, n'est en somme qu'un gros intérêt supplémentaire.

Le but poursuivi en faisant du boni est très louable puisque charitable en principe, mais en réalité, sauf surveillance effective de tous les instants le boni est détourné de sa véritable affectation.

Les résultats de ces prêts en nature ne sont donc pas bien brillants. On pourrait, nous semble-t-il procéder d'une autre façon :

Les indigènes d'aujourd'hui ont assez évolué pour qu'on puisse substituer quelques docks à

une multitude de silos de réserve. Il vaudrait bien mieux que les indigènes viennent apporter leur orge aux docks coopératifs où elle serait warrantée comme celle des cultivateurs européens. De cette façon, seraient supprimés les prêts ennuyeux, les manipulations onéreuses et surtout les grains avariés dans les silos de réserve et les possibilités de « gratte » pour les caïds et membres des conseils d'administration.

La question est à envisager de tout autre façon pour les prêts en argent. Les fellahs en connaissent suffisamment la valeur et savent (quelque fois mieux que les colons) calculer mentalement l'intérêt que ces prêts en argent doivent rapporter. Les demandes de prêts en argent sont de plus en plus fréquentes, et les prêts consentis de plus en plus nombreux.

Ces prêts sont analogues à ceux accordés par les banques, la société se substitue simplement à l'établissement de crédit. Ils sont consentis aux fellahs qui en font la demande après approbation du conseil d'administration. Ils courent sur une campagne agricole et *sont perçus avec les impôts* lors de leur recouvrement. Par conséquent, les intermédiaires dangereux soit parce qu'ils sont aussi rapaces que les usuriers, soit parce qu'ils sont bêtes et négligents, n'existent plus et le prêt en argent ainsi consenti a une réelle efficacité.

Les seuls moyens à notre avis, pratiques d'arriver à un résultat appréciable seraient donc :

ou de ne prévoir que des prêts en argent

ou d'affilier les sociétés de prévoyance indigènes à des docks, silos, « du genre » de ceux de tantine, Relizane ou Burdeau ».

Nous croyons que de cette façon, le travail serait simplifié, le coulage moins grand et le but visé serait atteint alors qu'il ne l'est de nos jours que bien imparfaitement.

On a essayé également d'instituer en Algérie des Caisses régionales de crédit pour les indigènes. Le promoteur de ce mouvement est le Gouverneur Général Jonnart.

M. Jonnart préconisait de seconder et de stimuler les sociétés indigènes de prévoyance et de décider les indigènes à faire directement appel au crédit dans la mesure où ils en ont besoin pour maintenir ou améliorer leur production.

Une méfiance trop souvent justifiée interdit à la plupart des agriculteurs indigènes l'accès des banques. Ces dernières connaissent en effet l'incertitude de la propriété même mobilière, en pays arabe, l'insouciance traditionnelle du musulman et son peu de respect de l'échéance.

Le problème consistait donc pour M. Jonnart, à associer les emprunteurs éventuels pour augmenter les chances de réalisation et de remboursement des prêts, en un mot dans la mise en pratique de la mutualité.

De ce fait, plusieurs Caisses Régionales se sont constituées (notamment il en existe une à Ammi-Moussa dans le Département d'Oran). Elles sont gérées par un Directeur français et un Conseil d'administration comprenant des indigènes.

Malheureusement ces caisses régionales n'ont pas jusqu'à présent rendu de grands services à l'Agriculteur et leur développement n'est pas bien grand en raison des difficultés insurmontables qu'il leur faut affronter lors du remboursement des prêts.

CHAPITRE III

Les Djemaas EL FELLAHA

Il nous reste à dire quelques mots sur une autre sorte de société qui vient de se constituer tout récemment et qui paraît devoir rendre de grands services à la cause des agriculteurs indigènes. Nous voulons parler de la « Djemaa El Fellaha ».

Cette institution toute récente est due à l'initiative de M. Rolland, inspecteur de l'enseignement.

Ces sociétés s'adressent plus spécialement aux indigènes qui ne labourent annuellement que quelques hectares et n'ont pas les moyens d'améliorer eux-mêmes leur situation, en se réunissant ils bénéficient chacun de l'effort collectif. Le mot Djemaa El Fellaha signifie en effet « assemblée de cultivateurs » en donnant au mot assemblée le sens plus précis d'association.

Ces sociétés sont à forme civile. Leur capital est prêté par la Société indigène de prévoyance.

Les Djemaa El Fellaha sont actuellement en période d'essai et leur nombre d'adhérents est presque insignifiant : 25 à 50 par Djemaa (il n'existe encore que 5 ou 6 de ces sociétés dans toute l'Algérie). Ces adhérents font déjà partie de la société de prévoyance de leur commune.

La situation de ces adhérents peut différer :
certains n'ont que leurs bras pour travailler
certains possèdent le cheptel mort et les
semences nécessaires

les uns ont le cheptel mort et vif et apportent
également leur force de travail

Les autres enfin n'apportent que des semences.

Ces cultivateurs s'associent entre eux d'une
part et d'autre part avec la Djemaa el Fellaha
qui peut être considérée comme une personne
morale.

La Djemaa et Fellaha fournit le terrain à tous
ses adhérents. Elle avance les fonds nécessaires
aux sociétaires pour la campagne agricole à
savoir :

de l'argent pour se vêtir

du blé et de l'orge pour se nourrir

des semences si besoin est

des instruments de travail (charrues, herses,
pioches etc...)

des animaux de trait (bœufs, mulets, ânes etc.)

Le sociétaire a un délai de trois ans pour rembourser à la société le montant du cheptel vif et mort dont il devient seul propriétaire après remboursement. En revanche, il n'a qu'un an pour rembourser les semences, les sommes d'argent et autres avances qui lui ont été consenties.

Les situations de chaque adhérent n'étant pas les mêmes ; il y a évidemment autant de contrats d'association que de sociétaires. Dans chacun de ces contrats figurent les éléments apportés par le sociétaire et la détermination de la part de récolte qui lui reviendra.

Parmi ces types de contrats, examinons ceux qui reviennent le plus fréquemment :

1° Un cultivateur, adhérent à la Djmaa, ne possède absolument rien si ce n'est quelques hardes. Il est installé sur une terre louée par la Djmaa ; il reçoit d'elle le cheptel mort et vif nécessaire à l'exploitation convenable du sol, des avances en argent pour l'achat de vêtements, des avances en natures pour assurer sa nourriture et celle de tous les siens.

La société prend à sa charge, outre la location du sol, la nourriture des animaux, la totalité des semences et la répartition du matériel agricole.

En échange de tout cela, l'associé doit exécuter tous les travaux agricoles, à l'exception de la maison qui exige une main d'œuvre supplémentaire.

Dans ces conditions le partage des fruits du sol s'effectue de la manière suivante :

Paille : Totalité à la Djmaa

8/11 à la Djmaa

Grains : 3/11 à l'associé

1/2 à la Djmaa

Légumes secs : 1/2 à l'associé

2° — La Djemaa apporte le cheptel mort et vif ; elle consent à son associé à titre de prêts les avances en argent et en nature nécessaires à l'alimentation de sa famille, de ses khammès et de ses moissonneurs. La Djemaa supporte la totalité des frais de nourriture des animaux, la totalité de l'assurance, du cheptel vif contre la mortalité, la moitié des semences, la moitié des réparations du matériel agricole.

L'associé fournit la moitié des semences, la moitié des réparations du matériel agricole et la totalité du travail. Le partage des fruits s'effectue alors de la façon suivante :

Paille : Totalité à l'associé

4/11 à la Djemaa

Grains :

7/11 à l'Associé

Si l'associé ne travaille pas lui-même, qu'il prenne un khammès et un moissonneur comme c'est le cas le plus fréquent, les parts de ces deux derniers travailleurs agricoles sont déduites de la part revenant à l'associé.

La répartition précédente deviendra alors celle-ci :

Paille : Totalité à l'associé

4/11 à la Djemaa

Grains : 4/11 à l'associé

2/11 au khammès

1/11 au moissonneur.

Ces deux exemples de contrats peuvent être variés à l'infini suivant les coutumes locales, et c'est là le gros avantage de cette société de crédit à forme civile, elle possède une grande souplesse. Elle s'adapte au milieu indigène, essentiellement imprévoyant et dépensier, prodigue même, en lui procurant les éléments de travail et en le forçant presque à travailler.

En effet prêter 20.000 fr. à un colon européen, c'est lui procurer un pouvoir d'achat de 20.000 fr., qu'il s'empressera en règle général de convertir en chevaux, semences, matériel agricole, maison d'habitation etc.

Prêter 20.000 fr. à un fellah indigène, c'est lui permettre en règle générale d'acheter un beau cheval de selle, un harnachement complet orné de broderies rutilantes, de ne rien faire pendant de longues journées et en fin de compte de ne rien semer.

Prêter des semences comme le fait la Société de Prévoyance indigène présente un danger à ajouter aux inconvénients que nous avons déjà signalés. Il est en effet presque impossible d'empêcher les prêts en nature faits aux adhérents de la Société indigène de prévoyance, de prendre une destination tout autre que celle qui leur est assignée en théorie. Des courtiers en grains rôdent souvent au abords des silos au moment de la distribution des prêts en nature et ils achètent ainsi à bas prix, les orges ou les blés qui devaient être semés par les emprunteurs.

En supposant même que les prêts consentis par la Société de prévoyance soient uniquement employés à l'exploitation du sol, il est lamentable de constater que chaque sociétaire ne peut prétendre à plus de 250 francs de prêt (en moyenne) pour une année agricole. C'est dérisoire et ce n'est pas avec des sommes aussi minimes que la Société de prévoyance peut utilement poursuivre son œuvre de défense contre les usuriers.

La Djemaa el Fellaha n'avance que les sommes d'argent nécessaires à l'habillement de ses sociétaires. Elle leur avance du grain pour se nourrir, leur vend des charrues françaises, les oblige à préparer leur terrain, à réparer leur matériel agricole, leur remet un cheptel vif en bon état etc.

Au surplus, un chef de culture européen payé par la Djemaa surveille l'exploitation agricole, le matériel et le cheptel de chaque associé. Il les éclaire également de ses conseils.

De cette façon, la Djemaa El Fellaha poursuit deux buts également nobles et utilitaires :

développement des qualités morales et amélioration du bien être matériel des indigènes.

éducation professionnelle des fellahs.

Ces deux buts poursuivis par la société pour chaque associé pourront être un jour généralisés à l'Algérie entière et amèneront une exploitation plus rationnelle du sol algérien.

Pour les parts qui doivent revenir à la Djemaa El Fellaha. il n'y a guère de discussions. Il ne s'agit pas d'argent à rembourser mais de parts à faire au moment des moissons. En cas de divergences de vue, très rares entre le président du Conseil d'administration de la Djemaa et l'associé, la récolte est mise sous séquestre et la société finit rapidement par rentrer dans les quantités qui lui reviennent de droit.

En un mot, à cause de tous les avantages qu'elles présentent, ces sociétés quoique très jeunes, promettent (et doivent) remplacer ou absorber tôt ou tard, les sociétés indigènes de prévoyance alors quelles n'en sont à l'heure actuelle que des filiales.

Quatrième Partie

La réorganisation du Crédit Agricole à court terme

L'organisation du crédit agricole « par en bas » seule solution possible et pratique au début du crédit agricole, a donné d'excellents résultats. Comme nous l'avons déjà vu, les Caisses Régionales de crédit et les Sociétés Coopératives ont rendu aux agriculteurs algériens d'inappréciables services et son arrivée à se développer au delà de toute espérance. Malgré cet essor extraordinaire, il arriva un moment où ce système jusque là excellent devint insuffisant et devant les demandes toujours plus pressantes de l'agriculture, il fallut songer à instituer un puissant organisme d'escompte capable d'augmenter considérablement la somme des capitaux à mettre à la disposition des colons.

La création de cet organisme souleva de grosses discussions.

Toute la question se résume à ceci :

Les colons désiraient que cet organisme d'escompte fût la Banque de l'Algérie. La Banque de l'Algérie au contraire, qui n'avait pas oublié son premier essai malheureux de crédit agricole, voulait la création d'une Banque spéciale, tout à fait indépendante dite Banque Agricole.

La lutte s'engagea donc sur ce point entre les colons et la Banque de l'Algérie : de nombreux projets furent présentés, projets discutés âprement de part et d'autre. L'opinion publique s'en mêla, les colons étant soutenus par le Gouvernement général et les parlementaires algériens, la Banque ayant pour partisans les syndicats commerciaux et industriels. Les discussions furent très vives et les rapports souvent très fortement tendus,

Ce sont les diverses phases de cette lutte qui a abouti à l'organisation actuelle du crédit agricole à court terme, que nous allons essayer de retracer ici.

CHAPITRE I

1^{er} de 1921 à 1925

Jusqu'en 1921, la Banque de l'Algérie, avait toujours refusé de réescompter le papier des Caisses de Crédit agricole mutuel. Elle estimait que ce papier ne présentait pas les garanties de sécurité et de mobilité exigées par ses statuts (1).

Après les récoltes déficitaires de 1919 et de 1920, les Fédérations de Syndicats agricoles, émues par les difficultés de la situation économique, et le resserrement bancaire, intervinrent près du Gouvernement général pour demander :

« Que le papier souscrit par les agriculteurs honorables soit accepté à l'escompte par les établissements auxquels la Banque de l'Algérie offre dans ce but spécial des facilités de réescompte ».

Sur les instances de Monsieur Steeg, alors Gouverneur Général, la Banque consentit à réescompter le papier des caisses mutuelles mais sous certaines conditions. Chacune de ces caisses devait s'aboucher avec un établissement de crédit de son choix ; chacun d'eux à son tour demandait à la Banque de l'Algérie l'ouverture d'un cote de crédit dont le montant ne devait pas excéder pour chaque caisse, une fois et demie le capital versé et les réserves. Chaque caisse était donc admise à l'escompte sous une cote parti-

(1) Il faut considérer qu'avant toute chose, la Banque de l'Algérie est une Banque d'émission. Ses statuts précisent donc les opérations qu'elle peut faire et en contre partie desquelles elle est autorisée à émettre des billets.

culière mais sous l'endos de l'établissement qu'elle avait choisi.

A ce moment les établissements financiers admis à réescompter à la Banque de l'Algérie étaient loin d'avoir comme on l'a prétendu, épuisé toutes les possibilités d'admettre le papier agricole. Témoin cette lettre de Monsieur Moreau, Directeur Général de la Banque de l'Algérie (Mars 1924).

« La Banque de l'Algérie déclare Monsieur Moreau, ne s'est jamais refusée à recevoir le papier agricole avalisé par un autre établissement de crédit. Elle a même le mois dernier, ouvert des cotes spéciales à la Compagnie Algérienne et au Crédit Foncier d'Algérie, pour permettre à ces deux établissements d'accueillir le papier représentant des avances accordées dans le département d'Oran aux indigènes et aux petits colons pour achats de semences. Nous sommes prêts à étudier des combinaisons de ce genre. Certaines Banques n'ont même pas besoin de nous demander l'ouverture de cotes supplémentaires pour participer à ces opérations, car elles disposent d'ores et déjà à nos guichets de crédits importants qu'elles n'utilisent pas. Je citerai notamment comme étant dans ce cas la Compagnie Algérienne qui bénéficie chez la Banque de l'Algérie d'un crédit de 100 millions utilisé seulement jusqu'à concurrence de 55 millions environ ».

Devant les réclamations des colons, le Gouver-

nement Général fit pression sur les établissements de crédit algériens et en 1922 eut lieu la mise en vigueur de l'accord que nous avons signalé plus haut.

La Banque de l'Algérie alla plus loin dans cette voie et autorisa en 1924 l'admission sans limites du papier des caisses régionales présenté par un établissement intermédiaire sous la seule condition :

« Ru'il soit revêtu de bonnes signatures, qu'il n'excède pas 100 jours et qu'il soit renouvelé une ou deux fois ».

Ce régime n'était avantageux pour les Caisses Qu'en apparence seulement, car les conditions imposées par la Banque les obligeaient à un tri sérieux de leur papier et n'augmentaient pas de beaucoup leurs facilités de réescompte.

La situation économique devenait de plus en plus pénible ; le taux d'escompte de la Banque de l'Algérie fut élevé à 7,50 %. De nouveaux pourparlers eurent lieu entre Monsieur Violette qui venait alors d'être nommé Gouverneur Général et le Directeur général de la Banque de l'Algérie, et ce dernier, au cours d'une de ces entrevues proposa la reprise d'un projet déjà ancien ; la création d'une Banque agricole.

A la même époque (Mai 1925) les chambres d'Agriculture, demandèrent l'escompte direct du papier à la Banque de l'Algérie et subsidiairement, la création d'une banque agricole. La Fédération des

Caisses régionales en principe était hostile à la création d'une Banque agricole : elle pensait que la Banque de l'Algérie n'avait proposé ce moyen que pour se débarrasser entièrement de tout ce qui touchait au crédit agricole. Elles finirent cependant par accepter ce projet de Banque agricole mais à condition :

1° « Que cette Banque ait son siège à A'ger et respecte l'organisation du crédit agricole mutuel.

2° « Que la rémunération de son capital soit modérée.

3° « Que par un accord entre la Banque de l'Algérie et la Banque agricole, soit assuré à cette dernière un crédit suffisant pour réescompter le papier agricole de campagne en quantités proportionnelles aux besoins de l'agriculture et à des conditions de taux plus favorables que les conditions actuelles.

4° De dotation de la Banque de l'Algérie.

5° De souscription de la Banque de l'Algérie au capital, de sa représentation par la moitié au plus des membres du conseil d'administration, les autres devant représenter la colonie et les Caisses régionales.

La création de la Banque Agricole étant donc décidée en principe, le 28 juillet 1925 se réunirent à Paris. D'une part:

Le Directeur Général et les administrateurs de la Banque de l'A'gérie. D'autre part:

Les représentants politiques et administratifs du Gouverneur Général,

Après de nombreuses entrevues, ceux-ci arrivèrent enfin à élaborer un projet de Banque Agricole ainsi conçu dans ses grandes lignes :

La Banque Agricole aurait un capital de deux millions de francs entièrement versé : ce capital serait souscrit, d'une part par le Gouvernement général de l'Algérie, d'autre part par la Compagnie Algérienne et le Crédit Foncier.

Le siège social devait être Alger, le Siège administratif Paris.

Au point de vue du crédit à court terme, les seuls crédits prévus étaient les crédits de campagne aux petits et moyens agriculteurs ; ces prêts ne devaient pas excéder 50 000 francs.

Pour faire face à ces opérations, la Banque avait comme ressources :

Son capital social versé.

Des avances à taux réduit faites par le Gouvernement général

Une subvention annuelle de 1 million de francs prélevée sur les redevances de la Banque de l'Algérie

Des obligations à souscrire par le public.

Une fois ce projet esquissé, le Gouvernement Général réunit à Alger une commission composée de

colons délégués français chargés d'examiner et de donner leur avis sur le projet de Banque Agricole, tel que l'avaient conçu les membres de la conférence de Paris du 28 Juillet 1925.

La Commission instituée au Gouvernement Général étudia longuement le projet et demanda des modifications sur certains points. Cette commission demandait particulièrement qu'il ne fut pas porté atteinte à l'organisation du Crédit mutuel découlant des lois du 28 Juillet 1901 et 5 Août 1920.

D'après la résolution de la commission des Agriculteurs du 15 Septembre 1925, la Banque Agricole devait avoir un capital de 15.000.000 fourni par l'Etat Algérien, une souscription publique et enfin par les caisses locales et régionales de crédit mutuel, et par les sociétés coopératives.

Pour les fonds alimentant la Banque Agricole la commission demandait outre le capital social entièrement versé :

Des avances de 40.000.000. francs faites par la Banque de l'Algérie par l'intermédiaire de la colonie, avances faites à un taux très faible. Les intérêts en seraient supportés intégralement par la Banque agricole.

Les ressources disponibles affectées par l'Algérie au crédit agricole mais cela sans modifier, ni diminuer les avances et subventions accordées alors aux caisses locales et régionales.

Le réescompte éventuel du papier agricole dans les établissements financiers.

Cette résolution fut transmise au Gouvernement Général et à la suite de cela une nouvelle conférence réunit à Paris les délégués du Gouvernement Général et ceux de la Banque de l'Algérie, le 28 Septembre 1925.

L'Administration remania entièrement le premier projet de Banque agricole et présenta alors à la confédération Générale des Agriculteurs pour obtenir son approbation, un avant projet de statuts de Banque Agricole : En voici les grandes lignes :

1° — La Société est une société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1867. Ce caractère anonyme de la Société présente donc l'avantage de limiter les responsabilités des Sociétaires au montant de leurs participations.

2° — Le siège social de la Société est à Alger. Quant aux administrateurs, ils peuvent résider soit en Algérie, soit à Paris, et les réunions du conseil d'administration peuvent avoir lieu ou à Alger ou à Paris (1).

3° — L'objet de la Société est (Art. 2 des statuts) “ d'escompter aux Banques françaises ayant leur siège social des succurales ou agences en Algérie, les effets escomptés par ces banques aux Caisses régionales de crédit agricole mutuel et correspondant à des opérations de crédit à court terme telles notamment que crédits de campagne, crédit de warrantage etc..

(1) Disposition insérée pour que la Banque appelée à émettre des bons, des obligations etc.. reste en liaison constante avec les milieux financiers de la capitale.

4° - Le capital social (Art. 6) est fixé à 5.000.000 divisé en actions nominatives de 1.000 francs ainsi souscrites :

1.500 parts aux Caisses Régionales de crédit mutuel agricole ou aux administrateurs tenus d'être en même temps administrateurs d'une Caisse Régionale.

2.000 parts aux Banques spécifiées par l'article 2 ou aux administrateurs agréés par ces Banques.

Les parts (Art. 10) ne donnent droit dans l'actif qu'au remboursement en cas de liquidation, du montant de la valeur initiale, non amortie à cette époque.

L'intérêt annuel ne pourra excéder 8 %, tant que les réserves n'auront pas atteint au moins le montant du capital social, à partir de ce moment il pourra y avoir un supplément d'intérêt d'au plus 1^{er} par tranche de 5 millions de réserves.

5° - La première mise de fonds dont pourra disposer la Banque, sera ainsi fournie :

Banque de l'Algérie	20.000.000
Colonie (dont 20 Millions de la caisse de retraites des fonction- naires).....	23.000.000
Crédit Foncier	1.000.000
Compagnie Algérienne.....	1.000.000
Caisses régionales.....	1.500.000

soit au total..... 46.500.000

6. -- La société fonctionnera comme banque de réescompte au second degré autrement dit, elle

n'escomptera pas directement le papier à court terme des caisses régionales. Les caisses régionales (comme le désiraient les colons dans leur résolution du 15 Septembre 1925) ne verront pas leurs ressources diminuées et recevront des avances gratuites comme par le passé. Elles continueront à escompter leur papier à l'établissement financier de leur choix : la Banque agricole sera tout simplement substituée à la Banque de l'Algérie pour le réescompte de ce papier.

7. - La Société (Art. 49) « sera soumise à toutes mesures de contrôle et de surveillance auxquelles sont astreintes les caisses de crédit agricole mutuel (1).

Comme on peut s'en rendre compte dans le bref exposé de cet avant projet de statuts rédigé par le Gouvernement Général, on avait voulu éviter le mécontentement des colons et on avait tenu compte de leurs revendications en ce qui touchait le crédit agricole mutuel. La nouvelle société n'était pas tout à fait une « Caisse Régionale agrandie » mais elle était conçue sur des principes nettement mutualistes et coopératifs.

Cet avant projet de statuts fut présenté à la Confédération Générale des agriculteurs d'Algérie le 2 Novembre 1925. Les agriculteurs, fidèles à leurs principes demandèrent quelques remaniements en ce qui concerne le crédit agricole

(1) Voir *supra* : Les caisses de crédit agricole mutuel.

mutuel, ils désiraient la possibilité pour la Banque agricole d'escompter directement le papier des Caisses régionales, et l'égalité comme actionnaires et comme administrateurs entre les Caisses régionales et les Banques.

Ces agriculteurs demandèrent également que fut supprimée la disposition par laquelle il était prévu que le Conseil d'administration pouvait se réunir à Paris : ils voulaient les sièges social et administratif à Alger.

Le Directeur de la Banque d'Algérie à l'assemblée générale de la Banque, le 26 Novembre 1925 communiqua ces dispositions aux actionnaires de la Banque et sollicite d'eux, l'autorisation de prêter comme convenu, les fonds nécessaires à la création et au fonctionnement de la Banque Agricole, prêt prélevé sur les fonds de la réserve extraordinaire. Les actionnaires tombèrent d'accord pour consentir un prêt de 24 millions à 2 %.

Il semblait donc que tout le monde était d'accord sur la question de la Banque Agricole et la loi du 31 Décembre 1925, accordait à l'Algérie toutes les autorisations qui lui étaient nécessaires : elle s'exprimait ainsi :

« L'Algérie participera à la création d'une banque agricole algérienne destinée à compléter l'organisation du crédit agricole mutuel dans la colonie.

Les statuts de la Banque algérienne de crédit agricole fixeront, la composition du conseil d'ad-

ministration et, en particulier le mode de représentation de la colonie par des administrateurs nommés par le Gouverneur Général, ainsi que le mode de représentation des établissements financiers et des caisses de crédit agricole par des administrateurs respectivement désignés par les groupements qu'ils seront appelés à représenter. La nomination du Président du Conseil d'administration sera soumise à l'agrément du Gouverneur Général.

Les statuts établis en tenant compte des conditions ci-dessus, devront avant tout fonctionnement, être approuvés par décret, ce décret sera soumis aux chambres dans leur plus prochaine session.

En vue d'une avance de pareille somme à consentir pour l'Algérie à la Banque agricole, le Gouverneur Général est autorisé à emprunter à la Banque de l'Algérie, une somme de vingt millions de francs à un taux d'au plus deux pour cent et remboursable au plus tard à l'expiration du privilège concédé à la Banque de l'Algérie,

Le Gouvernement Général de l'Algérie, est autorisé à garantir par décision prise au Conseil de Gouvernement, les emprunts contractés par la Banque agricole à la caisse des Retraites de l'Algérie, ou aux caisses de retraites des agents des chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie.

Il est également autorisé à placer en compte courant à la Banque agricole, des sommes constituant le fonds de réserve de la colonie. »

CHAPITRE II

De 1926 à nos jours.

On pouvait croire après cela que l'ère des discussions était définitivement close et que l'accord était conclu sur tous points. Il n'en était rien malheureusement et les discussions reprirent de plus belle de plus en plus violentes et ayant parfois le caractère de véritables luttes.

Au moment même où les chambres étaient en train de voter la loi portant création d'une Banque agricole algérienne, quatre faits importants amenèrent un revirement de l'état d'esprit chez les colons qui repoussèrent alors les offres de la Banque de l'Algérie.

Ces quatre faits sont :

L'augmentation de l'émission des billets sans contre partie de la part de la banque (limite d'émission reculée de 1300 millions à 1700 millions). Les actions de la Banque montèrent de façon extraordinaire et les colons avaient beau jeu d'accuser la banque de réaliser des bénéfices exagérés.

La défaillance de la Caisse des Fonctionnaires dont on avait espéré un apport de vingt millions.

Le refus du Crédit Foncier et de la Compagnie Algérienne de servir d'intermédiaires entre les Caisses de crédit mutuel et la Banque Agricole.

Le désir de la Banque de l'Algérie, exprimé nettement lors de l'Assemblée du 26 Novembre de

fermer définitivement ses guichets au papier portant l'endos des Caisses Régionales.

Les colons menèrent alors contre la Banque de l'Algérie, une campagne extrêmement violente. Ils portèrent leurs revendications devant l'opinion publique et la lutte entamée d'abord sur le terrain économique fut bientôt portée sur le terrain politique. Il y eut alors deux partis en présence, les colons d'une part et d'autre part les commerçants industriels et fonctionnaires, ceux que l'on a appelé « les défaitistes agricoles ».

La presse se mêla à ces controverses et les journaux agricoles, notamment la « Voix des colons et l'Algérie agricole et viticole » publièrent contre la Banque de l'Algérie des réquisitoires extrêmement violents; bref l'état des esprits étaient tel que plusieurs municipalités (entre autre celle d'Alger) émirent des vœux contre la Banque de l'Algérie.

Devant de pareils troubles, le Gouvernement Général dut entamer de nouvelles négociations avec la Banque de l'Algérie et lui soumettre le désir des colons.

Ceux-ci en effet ne voulaient pas de la Banque agricole, la seule chose qu'ils désiraient, était une fiche de réescompte à la Banque de l'Algérie et cela pour une raison bien simple.

« Les banques intermédiaires disent-ils, acceptent le papier agricole parcequ'elles savent pouvoir un jour le réescompter à la Banque de l'Algérie. Cette dernière exprime le vœu de ne plus réescompter de papier

agricole, les banques intermédiaires ne l'accepteront donc plus, et ce que pourra faire la Banque agricole, réduite à ses seules ressources ne sera pas d'une bien grande utilité ».

La Banque de l'Algérie lasse des attaques qui ne faisaient que se renouveler et sentant quelle avait contre elle l'opinion publique et les Parlementaires algériens, finit par accéder au vœu des colons. En Février 1926, le Directeur de la Banque eut une entrevue avec les parlementaires algériens; elle offrait une fiche de réescompte de 30 millions.

Ce chiffre fut jugé trop faible par le Gouvernement Général qui insista auprès de la Banque pour obtenir de meilleures conditions. La Banque accéda à ce désir et offrit le 13 Mars 1926 une fiche de réescompte de 75 millions.

Mais elle y mettait plusieurs conditions :

Vérification de la situation réelle de l'emprunteur

Tri du papier des caisses régionales

Aucun réescompte pour une campagne nouvelle sans paiement intégral du papier de la précédente

En revanche la Banque promettait d'accorder des avantages aux petits colons. Les colons enthousiasmés d'avoir obtenu gain de cause acceptèrent toutes les conditions de l'Algérie. En Mars 1926, on peut dire que l'ère des luttes était définitivement close et que l'accord était conclu en ce qui concerne le crédit agricole à court terme.

Organisation Actuelle

Conclusion

En Juillet 1926, la Banque de l'Algérie, sans aucune réclamation de la part des colons, proposa au Gouvernement Général de porter la fiche de réescompte de 75 millions à 100 millions. Les colons consultés acceptèrent avec empressement. Ce chiffre de 100 millions est celui qui est en vigueur actuellement.

De nos jours, la Banque de l'Algérie accorde à chaque caisse une cote sous endos d'un établissement financier et une cote directe. Cette admission directe accordée à la suite de nombreux désirs exprimés par les colons a eu d'heureux résultats ; elle a permis en effet à la Banque de l'Algérie de s'ingérer dans l'administration des Caisses Régionales. Ce rôle important joué par la Banque a permis de constater l'assainissement de la situation de beaucoup de ces caisses.

L'organisation actuelle du crédit à court terme a donné d'excellents résultats. Nous avons vu quel développement avaient pris les institutions mutualistes et les Sociétés Coopératives de production. La fiche de réescompte à la Banque de l'Algérie est venue compléter harmonieusement cet édifice du crédit à court terme. Cette évolution s'est accomplie sans heurts, avec l'appui constant

du Gouvernement Général. Les seuls incidents à regretter sont ceux qui se sont produits en 1925, évènements qui auraient pu être évités si la Banque avait compris son véritable rôle et commercé par où elle a fini.

Quoiqu'il en soit, nos colons aidés par ce merveilleux instrument qu'est le crédit, ont accompli dans notre pays des miracles. Ils ont fini par obtenir ce qu'ils demandaient et leur puissance de production en a été comme régénérée. Depuis quelques années en effet, la production agricole est en pleine prospérité et doit continuer à se développer si toutefois elle n'est pas enrayée par une question angoissante, la crise de la main d'œuvre. Et lorsque sonnera l'heure du centenaire, la France en contemplant l'œuvre accomplie en Algérie pourra à juste titre être fière de ses enfants.

Mostaganem, le 8 Mars 1929

A. MORARD

Vu :

Alger, le 15 Avril 1929

Le Président,

M. MORAND.

Vu :

Alger, le 15 Avril 1929

Le Doyen,

M. MORAND.

Vu et permis d'imprimer ;

Alger, le 17 Avril 1929

Le Recteur de l'Académie

M. TAILLIART

BIBLIOGRAPHIE

1° LIVRES ET BROCHURES

ARTHUS *Etude sur le Crédit Agricole en Algérie.* Alger 1897.

DUMENIL. -- *La Banque de l'Algérie.* Paris 1927.

CHATRIEUX. -- *Etudes Algériennes.* Alger 1892.

-- *Exposés des Travaux de la Fédération des Syndicats Agricoles d'Oranais*

GARROT. -- *La Banque de l'Algérie.*

LEROY BEAULIEU -- *Traité d'Économie Politique.*

PASQUIER BRONDE -- *Le Crédit Mutuel Agricole en Algérie.*
Alger 1902. *Les Coopératives Agricoles en Algérie.* Alger 1926.

PEYRE. -- *Sociétés Indigènes de Prévoyance.*

SAINT GERMES. -- *La Banque de l'Algérie et le crédit pendant et après la guerre.* Alger 1925.

2° REVUES ET JOURNAUX

Les Annales Coloniales.

L'Algérie Agricole et viticole.

L'Economiste Européen.

Le Progrès Agricole et viticole.

Revue Agricole de l'Afrique du Nord.

Revue Politique et Parlementaire.

La Tribune Agricole.

La Voix des Colons.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Du Crédit agricole et de son utilité

CHAPITRE PREMIER. — <i>Du Crédit en Général</i>	3
CHAPITRE II. — <i>De l'utilité du crédit en agriculture</i>	9
CHAPITRE III. — <i>Conditions d'existence du crédit agricole à court terme en Algérie</i>	19
CHAPITRE IV. — <i>Conditions de succès du crédit agricole à court terme en Algérie</i>	28

DEUXIÈME PARTIE

Développement du Crédit agricole à court terme

CHAPITRE PREMIER. — <i>Premiers essais de crédit à l'agriculture en Algérie</i>	36
Section 1. — <i>Causes qui ont amené ces essais</i> ..	36
Section 2. — <i>Crédits consentis directement par la Banque de l'Algérie</i>	42
Section 3. — <i>Crédits consentis par l'intermédiaire des comptoirs d'escompte</i>	49
CHAPITRE II. — <i>Le crédit agricole et le mouvement mutualiste</i>	56
Section 1. — <i>Avantages et inconvénients d'une Banque centrale - Les projets</i>	56
Section 2. — <i>Avantages de la mutualité</i>	56
Section 3. — <i>Caisses de crédit agricole mutuel</i>	69
Sous-section 1. - <i>Caisses locales</i>	69
Sous section 2. - <i>Caisses régionales</i>	76
Sous-section 3. - <i>Historique du développement de ces institutions</i>	82

CHAPITRE IV. — <i>Sociétés coopératives de production agricole</i>	97
Section 1. — <i>Définition - Organisation - Statuts</i>	97
Section 2. — <i>Historique du développement de ces institutions</i>	112
CHAPITRE V. — <i>Assurances agricoles Mutuelles</i>	117
CHAPITRE VI. — <i>Warrants Agricoles</i>	132

TROISIÈME PARTIE

Le crédit agricole aux indigènes

CHAPITRE PREMIER. --- <i>De l'utilité du crédit agricole aux indigènes. De l'usure</i>	141
CHAPITRE II. --- <i>Sociétés Indigènes de Prévoyance et Caisses Régionales</i>	147
CHAPITRE III. --- <i>Djmaa El Fellaha</i>	168

QUATRIÈME PARTIE

La réorganisation du crédit agricole à court terme

CHAPITRE PREMIER. --- <i>De 1921 à 1925</i>	177
CHAPITRE II. --- <i>De 1926 à nos jours</i>	188
Conclusion --- <i>Organisation actuelle</i>	191
